



BIO-UV Group

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 10 346 993 €
Siège social : 850, avenue Louis Médard, 34400 Lunel
527 626 055 R.C.S Montpellier

RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2021

I. ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes présentés pour l'année écoulée dans le rapport financier annuel sont établis conformément aux normes comptables applicables, et qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation. J'atteste également que le rapport de gestion (figurant en pages 4 à 26) présente, à ma connaissance, un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et qu'il décrit les principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

A Lunel, le 29 avril 2022

Benoit GILLMANN
Président Directeur Général

Responsable de l'information financière

Laurent-Emmanuel MIGEON
Directeur Général Délégué
Adresse : 850, avenue Louis Médard, 34400 Lunel
Téléphone : +33 (0)4 99 13 39 11
Courriel : investisseurs@bio-uv.com

II. MESSAGE DU PRESIDENT

Madame, Monsieur, Chers actionnaires,

Depuis son introduction en bourse sur Euronext Growth® Paris en juillet 2018, le groupe BIO-UV n'a cessé de se développer. Il a notamment réalisé :

- L'acquisition de 100 % de Corelec début novembre 2021,
- L'intégration réussie de la société TRIOGEN HOLDINGS LIMITED (TRIOGEN) et de sa filiale, détenue à 100 %, TRIOGEN LIMITED (ex Suez Purification and Disinfection Systems Limited) ;
- L'accélération de sa croissance et de sa rentabilité qui se traduit à fin 2021 en intégrant 12 mois d'activité de CORELEC par un Chiffre d'affaires de plus de 44 ME et un EBITDA de plus de 7 ME.

En résumé, dans un contexte général compliqué, BIO-UV Group a eu une activité en croissance et a réalisé ses principaux objectifs :

- **L'activité terrestre s'est renforcée**, avec l'acquisition de CORELEC, numéro deux français du traitement de l'eau des piscines privées par électrolyse de sel, qui a réalisé environ 12 M€ de chiffres d'affaires en 2021, permet à cette activité de représenter plus de 50% du chiffres d'affaires du groupe. Ainsi, BIO-UV Group réaffirme son positionnement en France, sur le segment porteur du récréatif, qui continue de proposer une croissance à deux chiffres en 2021. A l'international, la croissance est hétérogène, avec une croissance forte sur l'Europe et le Royaume Uni, mais des tensions dues aux restrictions « COVID » sur les marchés asiatiques et au Moyen Orient, ce qui a pénalisé Triogen sur le second semestre.
- **L'activité maritime**, dite « BIO-SEA », de traitement des eaux de ballasts des bateaux, est restée stable sur l'année, mais en progression en terme de rentabilité. Alors que le premier semestre 2021 laissait présager une belle tendance commerciale sur l'année, là aussi les restrictions sur le marché asiatique liées au COVID ont impacté les livraisons sur le second semestre. Il s'agit principalement de décalages qui se traduisent dans l'exceptionnelle reprise d'activité au premier trimestre 2022.
- **L'activité de traitement de surface et des espaces**, qui a été lancée en fin de premier semestre 2020 avec le développement de la gamme Bioscan, n'a pas rencontré le marché escompté. C'est une déception, mais nous continuons à étudier les pistes de commercialisation les plus adaptées.

L'année 2021 a été marquée par une très belle croissance externe, et par une croissance organique de notre activité, de notre EBITDA, qui nous permettent d'envisager les prochains exercices avec confiance dans un environnement géopolitique et sanitaire complexe.

Permettez-moi de remercier ici, tous les collaborateurs du groupe pour leur acharnement et leur professionnalisme, ils sont au cœur de notre développement et de notre succès.

Nous vous remercions pour votre confiance et vous souhaitons le meilleur.

Bien cordialement,

Benoit GILLMANN
Président Directeur Général de BIO-UV Group

III. RAPPORT DE GESTION

Dans le présent rapport, le terme « Groupe » désigne la société BIO-UV Group et ses filiales : CORELEC (France), TRIOGEN (Ecosse) et BIO-UV Asia (Hong Kong). Les termes « BIO-UV Group » ou la « Société » désignent la société BIO-UV Group. Le terme « BIO-UV Asia » désigne la société BIO-UV Asia. Le terme « TRIOGEN » désigne la société TRIOGEN HOLDINGS LIMITED et sa filiale, détenue à 100 %, TRIOGEN LIMITED (ex Suez Purification and Disinfection Systems Limited).

III | 1 Informations sur la vie économique de la Société et du Groupe

III.1.1 Le Groupe BIO-UV

III.1.1.1 Description des activités de BIO-UV Group

Créé en 2000, BIO-UV Group conçoit, fabrique et commercialise des systèmes innovants de désinfection de l'eau par ultraviolets (UV), pour répondre à l'enjeu majeur que représente le traitement de l'eau au niveau international, dont le développement est porté par des problématiques sanitaires, économiques et environnementales. Le Groupe, renforcé par les acquisitions de CORELEC et de TRIOGEN, maîtrise intégralement les technologies de désinfections par UV (moyenne et basse pression), électrolyse de sel, Ozone, et AOP, afin d'être en mesure de fournir les solutions attendues par ses clients, ce qui lui permet d'adresser 3 marchés :

- Le marché terrestre constitué des marchés :
 - récréatifs sur lequel BIO-UV Group est :
 - numéro 1 en France et en Europe pour le traitement par UV des eaux de piscines résidentielles sans chlore, pour le marché public et semi public de la déchloration en bassins collectifs ainsi que pour les aquariums publics,
 - et numéro 2 en France pour le traitement des piscines résidentielles par électrolyse de sel ;
 - industriels et municipaux, recouvrant les applications liées aux activités d'aquaculture, des eaux de process industriels et de rejets, de potabilisation, de traitement des effluents, de réutilisation des eaux usées (REUSE).
- Le marché maritime du traitement des eaux de ballast de navires à travers la gamme BIO-SEA , imposant depuis 09/2017 à tous les bateaux de disposer d'un équipement de traitement.
- Le marché de la désinfection de surfaces et des espaces avec sa gamme Bioscan, l'une des rares gammes au monde constituée d'équipements, validés et certifiés selon des normes et protocoles exigeants.

Cotée en bourse depuis le 10 juillet 2018 sur le marché Euronext Growth® Paris, BIO-UV Group poursuit son développement grâce (i) à une force commerciale dédiée en France et à l'international, et au (ii) développement de partenariats avec des opérateurs spécialisés, notamment pour le marché du traitement des eaux de ballast de navires qui offre d'importantes perspectives de croissance.

Début novembre 2021, le Groupe a acquis la Société CORELEC, il est donc composé d'une société mère (BIO-UV Group), d'une nouvelle filiale basée à Toulouse spécialisée dans le traitement par électrolyse de sel des piscines résidentielles, d'une filiale en Ecosse depuis 2019, dédiée à l'activité terrestre à partir des technologies Ozone et AOP (TRIOGEN), et d'une filiale à Hong Kong pour le développement sur la zone Asie (BIO-UV ASIA) :

- BIO-UV Group est une Société Anonyme de droit français à conseil d'administration, au capital de 10 346 993 euros, dont le siège social est situé 850, avenue Louis Médard à Lunel (34). Elle est immatriculée au RCS de Montpellier sous le numéro 527 626 055.
- CORELEC est une Société par Actions Simplifiée de droit français, créée en 2004, au capital de 100 000 euros, dont le siège social est sis 9 Rue Jean-François Romieu 31600 Muret, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE sous le numéro 478 960 297.
- TRIOGEN HOLDINGS LIMITED est une Société Anonyme de droit Ecossais, créée en 1996, au capital de 12 778 £, détenue à 100% par BIO-UV Group. Son siège social est situé Langlands Place, Kelvin South Business Park, East Kilbride, Glasgow, Scotland, G75 OY. Elle est immatriculée au Registre du commerce de Glasgow, sous le numéro SC 123757. Cette holding détient à 100%, la filiale de production et de commerce, TRIOGEN LIMITED (ex Suez Purification and Disinfection Systems Limited), au capital de 100 £ dont le siège social est situé à la même adresse, et le numéro d'immatriculation est SC 120472.
- BIO-UV Asia est une Société Anonyme de droit Hong Kongais créée en août 2018, au capital de 10 000 HKD, détenue à 100% par BIO-UV Group. Elle est enregistrée au registre du commerce de Hong Kong sous le numéro 273 78 26 et son siège social est situé à Hong Kong, 1 Austin Road West, KOWLOON.

A la date du présent rapport, le Groupe est constitué de la société mère BIO-UV Group et de ses filiales CORELEC, TRIOGEN et BIO-UV ASIA.

III.1.1.2 Principaux programmes en cours de développement

Sur ses marchés terrestres, BIO-UV Group a enrichi ses gammes actuelles sur le marché de la piscine récréative avec O'clear, qui combine les technologies UV et électrolyse de sel de très basse salinité. Chez Corelec, il n'y a pas de développement spécifique sur la principale gamme, Akeron. Pour l'activité de traitements des eaux d'aquaculture, nous avons revisité la gamme Intégra dédiée, et finalisons la certification Norwegian Veterinary Institut pour nous positionner sur les principaux marchés internationaux.

Le marché maritime du traitement des eaux de ballast présente un potentiel pour les technologies UV, estimé à 7,5 milliards de dollars sur la période 2017-2025 grâce à la Convention internationale IMO pour la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires ("Convention BWB") qui est entrée en vigueur le 8 septembre 2017 pour les bateaux neufs et le 8 septembre 2019 pour les bateaux existants. Nous avons obtenu la certification IMO-G8 en cours d'année 2020, et continuons à réaliser régulièrement des améliorations sur nos systèmes BIO-SEA pour renforcer la performance tout en préservant la compétitivité, notamment avec le lancement fin 2021, du modèle M sur les débits supérieurs à 500 m³.

Le marché de la désinfection des surfaces avec la technologie UVc est très faible à ce jour, il est globalement préempté par les technologies à base de chimie. Nous continuons à faire évoluer la gamme Bioscan au rythme de la nécessité de traiter durablement certains aspects de l'hygiène et la désinfection, en fonction des opportunités et des changements de mentalité.

III.1.1.3 Technologies

BIO-UV Group est spécialisée dans les technologies de traitement et de désinfection de l'eau sans produit chimique (UV, électrolyse de sel, Ozone et AOP), permettant d'inactiver un large spectre de micro-organismes vivants : bactéries, virus dont le SARS-Cov 2, protozoaires, moisissures, phytoplanctons, zooplanctons, etc.

Les technologies UV-C revêtent un certain nombre d'avantages face aux autres modes de désinfection, à l'instar de la chloration. Les UV offrent, dans la plupart des cas, une désinfection sans produit chimique, sans impact sur les propriétés organoleptiques des fluides (pH, température, etc...), tout en

ayant une capacité à traiter un large spectre d'effluents avec un temps de contact rapide, pour un investissement raisonnable.

La technologie de traitement par électrolyse de sel est très simple : le principe de l'électrolyse est de décomposer le sel présent dans l'eau en chlore et en sodium, ce qui assure la désinfection, naturellement.

La technologie de traitement par l'ozone, au pouvoir d'oxydation très puissant, techniquement plus complexe à installer et à exploiter, permet, en plus de la désinfection, une grande efficacité sur la matière organique, et une meilleure élimination des couleurs, goûts et odeurs.

La technologie AOP est une combinaison des deux technologies (Ozone et UV-C), qui permet :

- la décomposition rapide des polluants organiques,
- un pouvoir augmenté de destruction des organismes pathogènes, notamment ceux résistant au chlore,
- la destruction de l'ozone résiduel par les UV-C, ce qui en fait une technique de dépollution réelle.

III.1.1.4 Modèle d'affaires

Pour les marchés terrestres l'activité de l'entreprise est liée à la vente de systèmes, pour 75%¹, et de 25% de récurrent (pièces détachées) pour le reste. Ces ventes sont réalisées directement par l'équipe commerciale sur le marché Français ou à l'international à des professionnels du marché du traitement de l'eau.

Pour le marché maritime, les revenus du Groupe sont très majoritairement issus des ventes directes de nos systèmes aux armateurs ou aux chantiers. La part des ventes de pièces détachées et de service sur ce marché qui était d'environ 14% en 2021 devrait rapidement atteindre le niveau connu sur les marchés terrestres.

Pour le marché du traitement de surfaces et des espaces, nous utilisons les équipes commerciales des deux autres activités.

III.1.1.5 Activité du premier trimestre

La Société a réalisé une croissance proforma de 22% de son activité au premier trimestre 2022, et de 7 % en croissance organique (sans CORELEC), avec une progression soutenue de la division maritime.

III.1.2 Description des faits marquants et de l'activité de BIO-UV pendant l'année 2021 et postérieurement à la clôture

III.1.2.1 Eléments juridiques

Concernant BIO-UV Group :

- Bilan de la politique de rachat d'actions

Il est rappelé que la onzième résolution de l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 28 mai 2021 a renouvelé le programme de rachat d'actions et a prévu :

¹ Source : Société

- un montant maximum des fonds destinés au programme de rachat d'actions limités à un million (1.000.000) d'euros,
- un montant maximum des actions pouvant être rachetées de 10% du montant du capital social de la Société,
- un prix maximum d'achat par action par la Société de ses propres actions ne devant pas excéder dix-sept euros (17 €).

Se référer aux sections III.4.4 et III.4.5 du présent document pour le nombre d'actions rachetées dans le cadre des programmes de rachat d'actions au 31 décembre 2021.

A la date du présent document, le capital de la Société s'élève à 10 346 993 €. Il est divisé en 10 346 993 actions de 1 € de valeur nominale.

III.1.2.2 Avancement des activités du Groupe

Le groupe continue de se développer sur ses marchés historiques, terrestre et maritime. Pour ce faire il innove et développe de nouveaux produits sur les technologies UVc et Ozone. En 2021, ces développements ont représenté plus de 2 M€, dont 0,8 ME pour l'activité maritime.

III.1.2.3 Management et organisation

Modification des membres du Conseil d'administration

Les organes de direction et d'administration sont décrits en section III.3.1 du présent rapport.

Renforcement des fonctions support

Les besoins de l'entreprise évoluent avec son développement, nous comptons à fin décembre 2021 plus de 150 salariés dans le groupe sur trois sites. Dans cette optique, fin 2020 pour étoffer les fonctions support RH, nous avons fait appel à un prestataire extérieur dont le contrat a été renouvelé pour 2022. En septembre 2021 nous avons renforcé l'équipe marketing et communication avec l'arrivée d'Isabelle Sost en qualité de directrice marketing et communication. En outre, nous internalisons la fonction QSE et amélioration continue à partir du 1^{er} avril 2022.

III.1.2.4 Propriété intellectuelle

Le lecteur est invité à se référer au chapitre 11 du Prospectus unique ayant obtenu le visa numéro 18-255 par l'autorité des marchés financiers (AMF) en date du 22 juin 2018 et disponible sur son site Internet.

III.1.2.5 Eléments financiers

Les principaux éléments financiers sont traités de manière approfondie dans les annexes des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021. Il s'agit notamment de la souscription de prêts pour le rachat de CORELEC à hauteur de 18 M€.

III.1.2.6 Succursales

Néant.

III.1.3 Evénements post-clôture

Concernant BIO-UV Group :

L'audience d'appel au titre du litige opposant la société BIO-UV Group à Neptune Benson s'est tenue le 26 janvier 2021, son jugement a été rendu le 13 mai 2021, confirmant le jugement en première instance, sans indiquer de montant. Depuis, les parties continuent d'échanger et aucun événement significatif n'est intervenu.

Dans le cadre du rachat de CORELEC, il a été convenu qu'un complément de prix de 5 M€ soit versé au 31 mars 2022, en plus des 15 M€ versés au moment de l'acquisition. Dans l'hypothèse la plus probable, le coût total de l'acquisition serait d'environ 25 M€. Pour couvrir l'acquisition, BIO-UV Group a contracté des emprunts à hauteur de 18 M€ auprès de ses partenaires bancaires en novembre 2021.

BIO-UV Group a acheté en février 2022 une parcelle jouxtant, le bâtiment existant, et déposé le 1^{er} Avril 2022 un permis de construire pour agrandir son site de Lunel de 1200 m². La mise en service est prévue courant mars 2023, permettant ainsi à l'entreprise d'accueillir sur ce site jusqu'à 120 personnes.

Concernant l'impact de la guerre en Ukraine, se référer au paragraphe III.1.4 du présent document.

III.1.4 Principaux facteurs de risques

Pour ce qui concerne le litige avec la société Neptune Benson : le 27 novembre 2018, la Société a fait l'objet d'une assignation en justice devant le Tribunal de première instance du comté d'Allegheny dans l'état de Pennsylvanie aux Etats-Unis (le "**Tribunal**"), sur le fondement du contrat de cession aux termes duquel la société Neptune Benson, filiale d'Evoqua, a acquis auprès de BIO-UV Group 100% des titres de Delta Ultraviolet Corporation. BIO-UV Group a formellement contesté les demandes formulées dans cette assignation par voie de conclusions déposées devant le Tribunal le 12 mars 2019. Depuis, Monsieur Benoît Gillmann a été formellement interrogé en dehors de tout tribunal par les avocats de Neptune Benson, à New York, le vendredi 28 février 2020 ("*deposed*" au sens américain du terme). Une audience sollicitée par Neptune Benson, initialement fixée devant le Tribunal de première instance du comté d'Alleghany, Pennsylvanie, au 6 avril 2020, a été reportée à début mai 2020, en raison de la pandémie de COVID-19. Un jugement a été rendu en faveur des parties adverses le 8 mai 2020 faisant droit aux demandes de NEPTUNE BENSON sans toutefois préciser les demandes chiffrées. BIO-UV Group a fait appel de ce dernier le 8 septembre 2020. L'audience d'appel s'est tenue le 26 janvier 2021 et le jugement rendu le 13 mai 2021 a confirmé le jugement en première instance. Les parties continuent d'échanger par le truchement de leurs conseillers juridiques.

Concernant le litige SOCOME (BIO-UV Group est requérant – litige climatisation), qui est pendant devant le tribunal de commerce de Montpellier : dans son jugement du 18 février 2019, il sursoit à statuer dans l'attente du rapport de l'expert, qui a finalement été déposé en décembre 2019. Le juge devait se prononcer en début d'année 2020, mais les audiences ont été reportées pour cause de Covid. Le 13 janvier 2021 un nouveau sapiteur a été nommé par ordonnance du juge délégué aux expertises, relançant ainsi les travaux de l'expert. Le 6 septembre 2021 le nouveau sapiteur, Mr DEDIES, rend son rapport qui indique en conclusion que les installations sont à reprendre dans leur ensemble, ce qui nous conforte dans nos demandes. Le 2 décembre 2021, l'expert a rendu son rapport au juge intégrant les conclusions du sapiteur.

Concernant l'épidémie de COVID-19, qui semble rentrer dans une phase de normalisation en France, BIO-UV Group suit constamment l'impact de celle-ci sur son activité et accorde, dans ce contexte, une priorité absolue à ses collaborateurs. En 2021, nous n'avons eu aucun cas grave à déplorer au sein de l'entreprise, et continuons à apporter le maximum de vigilance sur la santé psychologique de nos salariés.

Enfin, le Groupe a réalisé environ 1 % de son activité en 2021 avec la Russie, la Biélorussie ou l'Ukraine. Par ailleurs, le groupe n'a pas de site de production, ni de salarié exposé sur cette zone, et ne réalise aucun achat direct avec des fournisseurs dans ces territoires. L'exposition directe au conflit en Ukraine est très faible pour le groupe, ce qui est confirmé par la bonne activité commerciale du mois de mars 2022 et le fort carnet de commandes pour le second trimestre 2022. En revanche, les difficultés d'approvisionnement notamment sur les cartes électroniques Siemens, les augmentations des prix de nombreux articles et les retards logistiques sont plus nombreux qu'en 2021, et nous incitent à la plus grande prudence pour l'exercice en cours. Le groupe pour faire face à ces nouvelles contraintes a :

- Renforcé son service achat et diversifié ses approvisionnements ;
- Augmenté son niveau de stock, et raccourci ses délais de paiement.

III.1.5 Perspectives d'avenir

L'activité terrestre bénéficie d'une augmentation significative de sa force commerciale, et de son portefeuille de produits avec l'arrivée de CORELEC dans le groupe. Ainsi sur le marché Français du traitement de l'eau des piscines récréatives, le groupe comptera 7 commerciaux, et pourra s'appuyer sur 2 nouvelles agences commerciales. En outre, le lancement réussi d'O'clear en 2021, traitement innovant pour piscines résidentielles sur le segment récréatif, devrait continuer à renforcer la position de leader de BIO-UV Group en 2022.

Sur l'export, le renforcement des équipes commerciales effectué en 2021, notamment sur les zones Asie, Europe de l'Est et Moyen-Orient, devrait porter ses fruits si le contexte géopolitique ne se dégrade pas.

BIO-UV Group prévoit une forte croissance de son activité maritime, liée aux décalages de livraison et au renforcement des équipes commerciales, ainsi qu'à l'accélération des besoins des armateurs qui vont se faire de plus en plus pressants compte tenu des dates limites d'installation.

III | 2 Présentation des comptes et autres informations financières

III.2.1 Analyse des comptes consolidés

Les comptes consolidés sont établis au 31 décembre, date de clôture de la société de tête BIO-UV Group. Le périmètre de consolidation intègre donc la société mère, BIO-UV Group, et ses filiales CORELEC, BIO-UV Asia et TRIOGEN détenues à 100%. CORELEC n'ayant été acquise que le 6 novembre 2021, seuls les mois de novembre et décembre 2021 ont été intégrés.

Compte de résultat

Produits d'exploitation :

En k€	31/12/2021	31/12/2020	Var.
Chiffre d'affaires	33 462	32 175	4%
Production stockée et immobilisée	1 815	1 371	32%
Reprise de provisions et transferts de charges	58	105	(55%)
Autres produits et subventions	72	135	(53%)
Total produits d'exploitation	35 407	33 786	5%

La croissance de 4 % du chiffre d'affaires s'explique par l'intégration de CORELEC pour 990 K€ sur les deux derniers mois de l'année et une augmentation de l'activité de traitement des eaux terrestre.

La production stockée a augmenté de 207 K€ en 2021 pour atteindre 787 K€, alors que la production immobilisée est passée de 791 K€ en 2020 à 1028 K€ (dont 332 K€ pour Triogen).

Analyse de la croissance des ventes par secteurs d'activité :

En k€	31/12/2021	31/12/2020	Var.
Activités terrestres	19 586	17 091	15%
Activités maritimes	13 830	14 600	-5%
Activité Surfaces	46	484	NA
Total chiffre d'affaires	33 462	32 175	4%

Analyse du chiffre d'affaires par zone géographique :

En k€	31/12/2021	31/12/2020	Var
France	11 146	10 329	8%
Europe hors France	13 416	10 521	28%
Asie	3 742	6 130	-39%
Moyen-Orient	1 295	1 601	-19%
Amérique	2 526	1 980	27%
Autre	1 337	1 614	17%
Total chiffre d'affaires	33 462	32 175	4%

Contribution par activités au 31/12/2021

En k€	Dont terrestre	Dont maritime	Dont TRIOGEN	Dont surface	TOTAL
France	6 805	2 700	1 595	46	11 146
Europe hors France	2 360	7 701	3 355	0	13 416
Asie	212	1 653	1 877	0	3 742
Moyen-Orient	577	241	477	0	1 295
Amérique	531	1188	807	0	2 526
Autre	698	347	292	0	1 337
Total chiffre d'affaires	11 183	13 830	8 403	46	33 462

Résultat d'exploitation :

En k€	31/12/2021	31/12/2020
Achats et variations de stocks	14 577	16 062
Autres achats et charges externes	8 837	7 237
Impôts et taxes	346	413
Charges de personnel	7 672	6 672
Dotations aux amortissements des immobilisations et provisions	2 783	1 905
Autres provisions et charges d'exploitation	195	97
Charges d'exploitation	34 410	32 387

Les charges d'exploitation ont augmenté légèrement moins vite que l'activité, sauf au niveau des charges de personnel qui augmentent de 7%, sous l'effet de l'augmentation des salaires qui a été de 3,5% en 2021 et de l'augmentation du nombre de salariés sur l'année.

L'augmentation des dotations aux amortissements est liée aux dotations sur les frais d'acquisition et pour couvrir à hauteur de 210 K€ le stock et la R&D de l'activité surface.

Le passage à l'EBITDA, constitué de l'ensemble des produits et charges d'exploitation, à l'exclusion des dotations et reprises sur amortissements et provisions est présenté ci-dessous :

En k€	31/12/2021	31/12/2020	Var
Chiffres d'affaires	33 462	32 175	4%
Achats et variations de stocks	(14 577)	(16 062)	-9%
Autres achats et charges externes	(8 837)	(7 237)	22%
Impôts et taxes	(346)	(413)	-16%
Charges de personnel	(7 672)	(6 672)	15%
Autres produits et charges d'exploitation	1 887	1 514	24%
EBITDA	3 917	3 305	18%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	11.7%	10,3%	

L'EBITDA s'est élevé à 3 917 k€ contre 3 305 k€, et ce malgré l'effet négatif de l'intégration de CORELEC, qui réduit de 72 k€ l'EBITDA Groupe. Par ailleurs, la division surface a été intégrée dans l'activité terrestre et a contribué négativement en 2021 pour 200 k€. Sans l'effet CORELEC, ni la division surface l'EBITDA terrestre aurait été de 2 738 k€.

En k€	31/12/2021	31/12/2020	Var
Activités terrestres dont CORELEC	2 466	2 627	-4%
En % du CA	13%	15%	
Activités maritime	1 451	749	85%
En % du CA	10%	5%	
Total EBITDA	3 917	3 305	19%

Résultat financier

En k€	31/12/2021	31/12/2020
Produits financiers	227	123
Charges financières	488	557
RESULTAT FINANCIER	(261)	(434)

Le résultat financier s'est amélioré sous l'effet des impacts de change positifs pour de plus de 54 k€, alors qu'ils avaient eu un impact négatif pour plus de 80 k€ en 2021.

Résultat exceptionnel

En k€	31/12/2021	31/12/2020
Quote part de subvention d'investissement	72	82
Autres produits (1)	155	10
Total produits exceptionnels	227	92
Charges exceptionnelles Keltic		72
Charges exceptionnelles Neptune Benson	144	360
Réajustement CIR		0
Autres charges	188	41
Total charges exceptionnelles	332	503
Résultat exceptionnel	(105)	(411)

(1) Yc Pdts nets = Pdts de cessions-PCEA des actions propres

Le résultat exceptionnel 2021 est une perte de 105 k€, qui correspond aux frais d'avocat engagés dans le cadre du litige avec la société Neptune Benson pour l'essentiel.

Impôt sur le résultat

En k€	31/12/2021	31/12/2020
Impôts dus sur les bénéfices	(180)	56
Impôts différés sur les bénéfices	122	(87)
Total impôt sur le résultat	(58)	(30)

En 2021, la Société a bénéficié d'un Crédit d'Impôt Recherche et CII de 170 k€ et a enregistré un Impôt Différé Actif de 122 k€.

Résultat net :

En k€	31/12/2021	31/12/2020
Résultat courant avant impôts	737	965
Résultat exceptionnel	(105)	(411)
Impôt sur le résultat	58	30
Total résultat net	690	584
Total résultat net part du groupe	690	584

III.2.2 Activité des sociétés du Groupe

III.2.2.1 Résultats de BIO-UV Group :

Elle joue donc un double rôle :

- de holding détenant les titres de participation des filiales, notamment depuis le rachat de TRIOGEN le 18 septembre 2019
- de société industrielle et commerciale qui fabrique, conçoit et commercialise des systèmes de désinfection de l'eau et des surfaces par ultraviolet, pour nos activités terrestres, maritimes et de surfaces.

Le résultat net social est de 292k€ retraités des éléments d'harmonisation comptables du groupe, il serait de 258k€.

III.2.2.2 Résultats de TRIOGEN :

Le résultat social est de 213k€ retraités des éléments d'harmonisation comptables du groupe, il serait de 443 k€.

III.2.2.3 Résultat de CORELEC :

Le résultat sur les 2 mois intégrés depuis l'acquisition (période non représentative de l'activité normative de Corelec) représente une perte 6 k€.

III.2.2.4 Résultats de BIO-UV ASIA :

La société BIO-UV ASIA, créée en août 2018, a été mise en dormance en 2020 et a dégagé une perte de 4 k€ en 2021.

III.2.3 Financement du groupe

III.2.3.1 Le Capital

Le montant du capital n'a pas changé au cours de l'exercice.

III.2.3.2 Crédit d'Impôt Recherche

La Société bénéficie du Crédit d'Impôt Recherche, elle a déclaré un montant de 170 k€ au titre de l'exercice 2021.

III.2.3.3 Emprunts

En k€	31/12/2021	31/12/2020
Financement par l'emprunt Privé	22 231	9 631
Emprunt obligataire (1)	6 500	1 500
Concours bancaires	3	269
Emprunt en crédit-bail	2 003	2 255
S/Total emprunt	30 737	13 656

(1) Dt 1.5 M€ convertible et 5 m€ contracté Fonds France Economie Réelle pour acquisition de Corelec

En octobre 2021, BIOUV Group a contracté de nouveaux emprunts à hauteur de 13 M€ pour finaliser l'acquisition de CORELEC.

III.2.3.4 Crédit-bail

Le Groupe a contracté un crédit-bail de 3.500 k€ auprès d'OSEO-INDUSTRIE, FINAMUR et CMCIC-LEASE portant sur son siège social à Lunel en juillet 2013. Ce crédit-bail, d'une valeur de 2.003 k€ au 31 décembre 2021, est considéré comme un emprunt d'une durée de 60 trimestres avec prise d'effet au 4 juillet 2013, au taux d'intérêts de 4,984%.

III.2.3.5 Trésorerie

Le montant de la trésorerie nette s'élève à 10.6 M€ au 31 décembre 2021, alors qu'elle était de 12.3M€ au 31 décembre 2020. Cette réduction de 2M€ est la combinaison des éléments suivants :

- Une marge brute d'autofinancement de 3,6 M€;
- Une consommation de trésorerie liée à l'accroissement de 0,3M€ du BFR
- Une consommation de trésorerie liée aux activités d'investissement pour notre exploitation à hauteur de 2,7M€.
- L'acquisition de la société Corelec pour 26.7M€ financé par de nouveaux emprunts à hauteur de 18M€

III.2.4 Autres informations financières

III.2.4.1 Proposition d'affectation des résultats

Il est proposé d'affecter le résultat de l'exercice 2021, soit un profit de 291 954 euros en totalité au compte « Report à nouveau », dont le solde débiteur serait ainsi porté, après affectation à la somme de (1 508 428) euros.

III.2.4.2 Dividendes

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que la Société n'a versé aucun dividende au titre des trois derniers exercices. La Société versera une prime au titre de l'exercice 2021 à hauteur de 5cts/actions. La société versera le 30 juin 2022 détachable au 28 juin 2022.

III.2.4.3 Charges non déductibles

Conformément aux dispositions des articles 223 quater du Code général des Impôts, nous vous indiquons que l'exercice clos le 31 décembre 2020 ne fait apparaître aucune dépense ou charge visée à l'article 39-4 du Code général des Impôts.

III.2.4.4 Délais de paiement clients et fournisseurs de BIO-UV Group

Au 31 décembre 2021 les dettes fournisseurs inscrites au passif de la Société s'élèvent à 2 724 k€ (vs. 2 948 k€ au 31 décembre 2020):

	Total dettes fournisseurs	Non échu	De 1 à 30 j	De 31 à 60 j	De 61 à 90 j	De 91 à 120 j	+ 120 jours
Fourisseurs TTC en K€	2 723	2 127	407	40	33	40	76
%	100%	78%	15%	1%	1%	1%	3%
Nbre de factures*	956	713	166	35	13	10	19

* soit 14% du nombre total des factures (Nbre de factures total 2021 : 6 71)

Au 31 décembre 2021, les créances clients inscrites à l'actif de la Société s'élèvent à 3 016 k€ (vs. 2 827 k€ au 31 décembre 2020):

	Total créances client	Non échu	De 1 à 30 j	De 31 à 60 j	De 61 à 90 j	De 91 à 120 j	+ 120 jours
Clients TTC en K€	3 016	2 575	270	27	28	14	102
%	100%	85%	9%	1%	1%	0%	3%
Nbre de factures *	529	339	100	31	17	12	30

* soit 8% du nombre total des factures (Nbre de factures total 2021 : 6 744)

III.2.4.5 Tableau des résultats des 5 derniers exercices (en 2017 BIO-UV Group n'avait qu'une activité de holding)

Nature des Indications / Périodes	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018	131/12/2017
Durée de l'exercice	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
I - Situation financière en fin d'exercice (en €)					
a) Capital social	10 346 993	10 346 993	7 837 969	7 837 969	4 045 026
b) Nombre d'actions émises	10 346 993	10 346 993	7 837 969	7 837 969	4 045 026
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	315 790	315 790	631 580		
II - Résultat global des opérations effectives (en €) (Charges (-), Produit (+))					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	24 775 428	23 453 818	17 518 893	11 610 743	732 770
b) Bénéfice avant impôt, amortissements & provisions	2 831 570	1 390 355	590 200	418 550	122 663
c) Impôt sur les bénéfices	168 431	46 405	159 899	-209 936	
d) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	3 000 001	1 436 759	750 099	208 615	122 663
e) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions (perte (-))	291 954	-375 984	-647 966	-554 705	99 535
f) Montants des bénéfices distribués					
g) Participation des salariés/intéressement	110 229	79 379	12 000		
III- Résultat des opérations réduit à une seule action (en €)					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements	0	0	0	0	0
b) Bénéfice après impôt, amortissements provisions	0	-0	-0	-0	0
c) Dividende versé à chaque action					
V - Personnel					
a) Nombre de salariés	89	85	76	61	6
b) Montant de la masse salariale (en €)	3 942 627	3 422 835	3 038 986	2 351 145	349 597
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (en €)	1 897 373	1 407 314	1 315 795	999 526	153 549

Au 31 décembre 2021, il reste en circulation 315 790 obligations convertibles en actions, à raison d'une action par obligation.

III.2.4.6 Prêt inter-entreprises

Aucun prêt inter-entreprises visé à l'article L.511-6 du code monétaire et financier n'a été consenti par la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

III.2.4.7 Ajustement des bases de conversion de titres

Néant.

III | 3 Gouvernement d'entreprise

III.3.1 Les organes de direction et d'administration

III.3.1.1 Conseil d'administration

A la date du présent rapport, la composition du Conseil d'administration est la suivante :

Président du Conseil d'administration :	Benoit GILLMANN
Administrateurs :	Laurent-Emmanuel MIGEON Simon MARSHALL Thierry CARLES Sylvie ROUSSEL (administrateur indépendant) Xavier BAYLE

Il est précisé que les changements ou renouvellements intervenus au cours de l'exercice 2021 dans la composition du Conseil d'administration sont les suivants : RAS

III.3.1.2 Comités

A la date du présent rapport, aucun comité n'a été institué par le Conseil d'administration.

III.3.1.3 Direction

A la date du présent rapport, la composition de la Direction de la Société est la suivante :

Dirigeants mandataires sociaux :

Président Directeur Général :	Benoit GILLMANN
Directeur Général Délégué :	Laurent-Emmanuel MIGEON

Dirigeants non-mandataires sociaux :

Directeur Général Adjoint :	Simon MARSHALL
Directeur R&D :	Xavier BAYLE
Directeur technique :	Pierre DECLOEDT
Directeur Production et Achats :	Benoit CARIBENT
Directeur commercial terrestre France :	Laurent MARQUES
Directeur activité BIOSEA :	Maxime DEDEURWAERDER
Directeurs commerciaux terrestre export :	Anne JULIA, Patrick-Jean PICHAVANT
Directrice marketing et Communication	Isabelle SOST

III.3.2 Mandat des commissaires aux comptes

Jean-Paul LACOMBE a été nommé commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée générale mixte en date du 21 avril 2016, pour une durée de six exercices qui viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

La société PricewaterhouseCoopers Audit SAS a été nommée co-commissaire aux comptes titulaire par l'assemblée générale mixte des associés en date du 18 décembre 2017 pour une durée de six exercices qui viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Christophe GODDYN a été nommé commissaire aux comptes suppléant par l'Assemblée générale mixte en date du 21 avril 2016, pour une durée de six exercices qui viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Patrice MOROT a été nommé co-commissaire aux comptes suppléant par l'assemblée générale mixte des associés en date du 18 décembre 2017 pour une durée de six exercices qui viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

III.3.3 Gouvernance de la Société

La Société applique certaines recommandations du Code Middlenext modifié en septembre 2021. Le Conseil d'administration du 4 avril 2022 a procédé à la revue des points de vigilance du Code. A cette occasion, il a constaté que Madame Sylvie Roussel remplissait les critères du Code pour être qualifiée d'indépendante. De même il a constaté l'absence de conflits d'intérêts connus des administrateurs. Il a également fait un point sur la succession des dirigeants.

III.3.4 Prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme

Dans le cadre des Règles Euronext Growth® en vigueur, il est précisé que BIO-UV Group, ses dirigeants et mandataires sociaux respectent la Directive (UE) 2015/849 du Parlement Européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme. Par ailleurs, BIO-UV Group, ses dirigeants et mandataires sociaux ne figurent pas sur la liste de sanctions de l'Union Européenne ou la liste établie par l'OFAC.

III | 4 Informations relatives aux titres de la Société

III.4.1 Actionnariat

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du Code de commerce et, compte tenu des informations reçues en application des dispositions des articles L.233-7 et L.233-12 dudit Code, nous vous indiquons ci-après, à notre connaissance, l'identité des actionnaires possédant plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote au 31 décembre 2021 :

	Capital existant			
	Nombre d'actions	% du capital	Droits de vote	% des droits de vote
EURL BGH	1 395 894	13,5%	2 791 788	23,7%
Sous-total Benoit GILLMANN	1 395 894	13,5%	2 791 788	23,7%
Xavier BAYLE	99 606	0,96%	199 212	1,7%
Loic LE RAVALLEC	50 000	0,49%	50 000	0,4%
Laurent-Emmanuel MIGEON	6 341	0,06%	6 341	0,05%
Sous-total Salariés	155 947	1,51%	255 553	2,2%
Auto-détention	138 718	1,34%	0	0
liquidité	51 750	0,5%	0	0
Flottant	8 430 657	83,15%	8 712 372	74,1 %
TOTAL	10 346 993	100 %	11 759 713	100%

III.4.2 Franchissement de seuil

Le 21 janvier 2021, la société Eiffel Investment Group a franchi en baisse le seuil de 10% des droits de vote et détenait 1 189 788 actions, soit 11.5% du capital.

Aucun autre franchissement de seuil n'a été déclaré à la Société au cours de l'exercice 2021.

Pour rappel , au cours de l'exercice 2020, la société EURL BGH a franchi en baisse les seuils de 25 et de 20% du capital et de 33,33 et de 30% en droits de vote de la société suite à des cessions d'actions et à l'augmentation de capital d'octobre 2020.

III.4.3 Actionnariat salariés

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102 du Code de commerce, nous vous indiquons qu'aucun plan d'épargne entreprise n'a été mis en place au profit des salariés de la Société.

Au 31 décembre 2021, les salariés détiennent 1,51 % du capital de la Société.

III.4.4 Opération sur les titres de la Société dans le cadre d'un contrat de liquidité

Le 16 juillet 2018, un contrat de liquidité a été conclu entre la Société et la société de bourse Gilbert Dupont.

Au 31 décembre 2021 la situation du contrat de liquidité était la suivante :

- Nombre d'actions : 51 750 actions ;
- Solde en espèces du compte de liquidité : 102 104.31 Euros ;
- Valeur brute : 276 640 Euros.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-211 du code de commerce, le tableau ci-après fournit les informations requises sur les opérations réalisées dans ce cadre au cours de l'exercice 2021 :

ACHAT	537 474 actions	3 160 171 euros	3 673 transactions	cours moyen : 5.88 €
VENTE	517 405 actions	3 088 445 euros	3 452 transactions	cours moyen : 5.97 €

Il est rappelé que lors de la mise en place du contrat de liquidité les moyens suivants ont été mis à disposition : Nombre d'actions : 0 et Solde en espèces : 150 000,00 €

III.4.5 Opérations sur les titres de la Société dans le cadre d'un programme de rachats d'actions

Il est rappelé que le Conseil d'administration a décidé, en plus de la conclusion du contrat de liquidité tel que décrit ci-dessus, la mise en œuvre de programmes de rachat d'actions sur le fondement de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale Mixte du 29 mai 2020 (10^{ème} résolution) et par l'Assemblée Générale Mixte du 28 mai 2021 (11^{ème} résolution).

Conformément aux dispositions de l'article L.225-211 du code de commerce, nous vous présentons les informations requises sur les opérations réalisées dans le cadre des programmes de rachat d'actions au cours de l'exercice 2021 :

Nombre d'actions achetées : 127 460

Nombres d'actions vendues : 50 000

Cours moyen des achats : 5.59 euros

Cours moyen des ventes : 5.30 euros

Montant des frais de négociation : euros.

Au 31 décembre 2021, 138 718 actions étaient inscrites au nom de la société, pour une valeur évaluée au cours moyen d'achat de 5,61 euros, représentant 1,3 % du capital.

La répartition par objectifs des actions détenues dans le cadre du programme de rachat d'action au 31 décembre 2021 est la suivante :

Objectifs de rachat	Nombre d'actions
Contrat de liquidité	51 750
Couverture de plans d'options d'achat d'actions et/ou de plans d'actions attribuées gratuitement (ou plans assimilés)	
Couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société	
Opération de couverture des engagements de la Société au titre d'instruments financiers portant notamment sur l'évolution du cours des actions de la Société	
Echange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ou paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe	

Annulation éventuelle des actions acquises, conformément à l'autorisation conférée ou à conférer par l'assemblée générale extraordinaire	
la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être autorisée par l'AMF et, plus généralement, la réalisation de toutes opérations conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur	138 718
TOTAL	190 468

III.4.6 Opérations réalisées par les dirigeants sur les titres de la Société

Au cours de l'exercice 2021, les transactions suivantes ont été déclarées :

• Nom et fonction de la personne concernée	Monsieur Benoît Gillmann, Président Directeur Général
Nature de l'opération	Cession
Nombre de titres	200 000
Prix moyen	6,40 €
Montant total	1 280 000 €

III.4.7 Prise de participation et prise de contrôle

Le 6 novembre 2021, la société BIO-UV a racheté 100 % de la société CORELEC, Société par Actions Simplifiée de droit français, créée en 2004, au capital de 100 000 euros, dont le siège social est sis 9 Rue Jean-François Romieu 31600 Muret, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE sous le numéro 478 960 297.

III.4.8 Autocontrôle

La société ne détient aucune action en autocontrôle.

III.4.9 Aliénation d'actions et participations croisées

Néant.

IV. RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE GOUVERNEMENT
D'ENTREPRISE

**IV | 1 Liste des mandats et fonctions exercées dans toute société par chaque mandataire
durant l'exercice écoulé**

La liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice clos au 31 décembre 2021 est la suivante :

Nom et prénom ou dénomination sociale du membre	Durée du mandat	Fonctions exercées dans la Société	Autres mandats actuellement exercés dans d'autres sociétés
Benoit GILLMANN	<u>Date de nomination</u> : 25 avril 2018 <u>Date d'échéance du mandat</u> : AG 2024 sur comptes 2023	Président du Conseil d'administration et Directeur Général	<ul style="list-style-type: none"> ● EURL BGH : Gérant ● TRIOGEN HOLDINGS LIMITED : administrateur ● TRIOGEN LIMITED : Président
Laurent-Emmanuel MIGEON	<u>Date de nomination</u> : 25 avril 2018 <u>Date d'échéance du mandat</u> : AG 2024 sur comptes 2023	Administrateur et Directeur Général Délégué	N/A
Simon Marshall	<u>Date de nomination</u> : 1 ^{er} avril 2020 <u>Date d'échéance du mandat</u> : AG 2024 sur comptes 2023	Administrateur et Directeur Général Adjoint de BIOUV	Directeur Général de Triogen
Thierry Carles	<u>Date de nomination</u> : 1 ^{er} avril 2020 <u>Date d'échéance du mandat</u> : AG 2024 sur comptes 2023	Administrateur	Gérant du cabinet Thierry Carles expertises et conseils
Sylvie Roussel	<u>Date de nomination</u> : 1 ^{er} avril 2020 <u>Date d'échéance du mandat</u> : AG 2024 sur comptes 2023	Administratrice indépendante	Présidente de Ondalys-Indatech
Xavier BAYLE	<u>Date de nomination</u> : AG du 29 mai 2020 <u>Date d'échéance du mandat d'administrateur et fin du mandat de censeur</u> : AG du 28 mai 2021 <u>Echéance du mandat d'administrateur</u> : AG 2024 sur comptes 2023	Censeur jusqu'au 28 mai 2021 Administrateur depuis le 28 mai 2021	N/A

IV | 2 Conventions réglementées et conventions conclues entre un mandataire social ou un actionnaire disposant de plus de 10% des droits de vote et une société contrôlée

Monsieur Laurent-Emmanuel MIGEON, Directeur Général Délégué et administrateur de la Société, a conclu avec la Société un contrat de travail à durée indéterminée, en date du 2 janvier 2018, qui définit ses conditions d'emploi en qualité de Directeur des Opérations avec un statut de cadre supérieur dirigeant. Cette convention s'est poursuivie sur l'exercice 2021.

Par ailleurs, la convention suivante a été conclue entre la Société et le cabinet Thierry CARLES dirigé par Monsieur Thierry CARLES, administrateur, concernant des prestations d'assistance à la gestion sociale, notamment l'établissement de la paie et les déclarations liées. Cette convention a débuté en janvier 2021. Elle a été approuvée par l'Assemblée Générale du 28 mai 2021.

Aucune autre convention antérieurement conclue, entrant dans le champ d'application de l'article L.225-38 du Code de commerce, ne s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Enfin, il n'existe aucune convention intervenue entre un mandataire social ou un actionnaire disposant de plus de 10 % des droits de vote de la société et une société contrôlée au sens de l'article L. 233-3.

IV | 3 Tableau récapitulatif des délégations et autorisations en cours de validité accordées par l'assemblée générale des actionnaires en matière d'augmentation de capital

Le tableau ci-après présente les différentes délégations financières et autorisations en cours de validité au 31 décembre 2021 qui ont été consenties au Conseil par l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de la Société en matière d'augmentation de capital :

Objet de la résolution	Date de la délégation	Durée de la délégation / Date d'échéance	Plafond autorisé (valeur nominale)	Utilisations au cours de l'exercice 2021
Délégation de compétence à conférer au Conseil d'administration à l'effet de décider, soit l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital ou donnant droit à un titre de créance, soit l'incorporation au capital de bénéfices, réserves ou primes	29 mai 2020 <i>(11^e résolution)</i>	26 mois 28 juillet 2022	Montant nominal maximum des augmentations de capital : 5.000.000 € ⁽¹⁾ Montant nominal des obligations et autres titres de créances donnant accès au capital : 18.500.000 € ⁽²⁾	Néant

Objet de la résolution	Date de la délégation	Durée de la délégation / Date d'échéance	Plafond autorisé (valeur nominale)	Utilisations au cours de l'exercice 2021
Délégation de compétence conférée au Conseil d'administration à l'effet de décider l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société ou à l'attribution de titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires sans indication de bénéficiaires et <u>par offre au public</u>	29 mai 2020 (12 ^e résolution)	26 mois 28 juillet 2022	Montant nominal maximum des augmentations de capital : 5.000.000 € ⁽¹⁾ Montant nominal des obligations et autres titres de créances donnant accès au capital : 18.500.000 € ⁽²⁾	(1)
Délégation de compétence conférée au Conseil d'administration à l'effet de décider l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeur mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société ou à l'attribution de titres de créance, <u>par placement privé</u> et dans la limite de 20% du capital social par an avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.	29 mai 2020 (13 ^e résolution)	26 mois 28 juillet 2022	Le montant nominal maximum des augmentations de capital sera limité à (i) 20% du capital par an (apprécié à la date de mise en œuvre de la délégation) par an et (ii) 5.000.000 € ⁽¹⁾ Montant nominal des obligations et autres titres de créances donnant accès au capital : 18.500.000 € ⁽²⁾	(1)

Objet de la résolution	Date de la délégation	Durée de la délégation / Date d'échéance	Plafond autorisé (valeur nominale)	Utilisations au cours de l'exercice 2021
Autorisation à donner au Conseil d'administration en vue de procéder à <u>l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre</u>	29 mai 2020 (18 ^e résolution)	26 mois 28 juillet 2022	260 000 actions de 1 euro de valeur nominale ⁽¹⁾	A hauteur de 32 500 actions existantes, soit un solde de 227 500 actions de 1 euro de valeur nominale ⁽³⁾ (1)
Délégation de compétence conférée au Conseil d'administration pour augmenter le capital par <u>incorporation de réserves, bénéfices ou primes.</u>	28 mai 2021 (13 ^e résolution)	26 mois 27 juillet 2023	Montant nominal maximum des augmentations de capital : 5.000.000 € ⁽⁴⁾	Néant
Délégation de compétence conférée au Conseil d'Administration pour émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou à des titres de créance <u>avec maintien du droit préférentiel de souscription</u>	28 mai 2021 (14 ^e résolution)	26 mois 27 juillet 2023	Montant nominal global des actions ordinaires susceptibles d'être émises : 5 000 000 € ⁽⁴⁾ Montant nominal des titres de créances sur la société pouvant être émis : 18 500 000 € ⁽⁴⁾	Néant

(1) le montant nominal du plafond des augmentations de capital autorisé s'impute sur le montant du plafond global autorisé de 5.000.000 € de nominal (20^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 29 mai 2020), étant précisé que le plafond global a été impacté par l'émission décidée le 1er octobre 2020 (sur le fondement d'une délégation consentie par l'assemblée générale du 29 mai 2020 dans sa 14^{ème} résolution) par le Président Directeur Général de 2 193 234 actions nouvelles d'1 euro de valeur nominale, laquelle s'imputait sur le plafond global.

(2) le montant nominal du plafond des obligations et autres titres de créances autorisé s'imputera sur le montant du plafond global autorisé de 18.500.000 € de nominal (20^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 29 mai 2020)

(3) Le Conseil d'administration du 7 avril 2021 a décidé une attribution gratuite de 32 500 actions existantes.

(4) Imputation sur le plafond global de 5.000.000 € de nominal pour les actions ordinaires et de 18 500 000 € pour les titres de créances (20^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 28 mai 2021).

IV | 4 Modalités d'exercice de la direction générale

Parmi les modalités d'exercice de la direction générale visées à l'article L.225-51-1 du Code de commerce, le Conseil d'administration a décidé, lors de sa réunion du 25 avril 2018, d'opter pour le cumul des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général entre les mains de Monsieur Benoit GILLMANN. Conformément à l'article 20-1 des statuts, l'option retenue par le Conseil d'administration est prise pour une durée illimitée, et est maintenue jusqu'à décision contraire.

BIO-UV GROUP SA

Comptes consolidés

31 décembre 2021



Table des matières

1	Etats financiers consolidés	34
1.1	Bilan consolidé	34
1.2	Compte de résultat consolidé	35
1.3	Tableau de flux de trésorerie	36
2	Principes et modalités de consolidation	36
2.1	Préambule	36
2.2	Référentiel comptable	37
2.3	Modalités de consolidation	37
2.3.1	Méthodes de consolidation	37
2.3.2	Traitement des écarts de première consolidation et des écarts d'acquisition	37
2.3.2.1	Principes	37
2.3.2.2	Méthode de conversion utilisée	38
a.	Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation des états financiers	38
b.	Transactions et soldes	38
c.	Conversion des comptes des filiales en devises	38
2.4	Méthodes et règles d'évaluation	39
2.4.1	Immobilisations	39
2.4.1.1	Modes et méthodes d'évaluation appliqués	39
2.4.1.1.1	Immobilisations incorporelles	39
2.4.1.1.2	Immobilisations corporelles	39
2.4.1.1.3	Contrats de location financement	40
2.4.1.2	Méthodes utilisées pour le calcul des amortissements	40
2.4.2	Stocks	40
2.4.2.1	Evaluation des stocks	40
2.4.2.2	Dépréciation des stocks	40
2.4.3	Créances	41
2.4.3.1	Evaluation des créances	41
2.4.3.2	Dépréciation des créances	41
2.4.4	Valeurs mobilières de placement	41
2.4.5	Avances remboursables	41
2.4.6	Subventions d'investissement	41
2.4.7	Provision pour engagement de départ à la retraite (méthode préférentielle)	41
2.4.8	Impôts différés	42
2.4.9	Crédit d'impôt recherche	42
2.4.10	Charges et produits exceptionnels	43
2.4.11	Trésorerie	43
2.4.12	Opérations en devises étrangères	43
2.4.13	Prise en compte des risques relatifs au climat, à l'eau et la biodiversité	43
2.5	Informations diverses	43
2.5.1	Résultat par action	43
2.5.1.1	Résultat par action	43
2.5.1.2	Résultat dilué par action	43
2.5.2	Honoraires des commissaires aux comptes	45
2.5.3	Montant des rémunérations	45
2.6	Faits marquants	45
3	Périmètre de consolidation	46
3.1	Périmètre de consolidation	46
3.2	Variations du périmètre et des % d'intérêt	46
4	Analyses des postes du bilan et du compte de résultat	47
4.1	Bilan consolidé	47
4.1.1	Actif immobilisé	47
4.1.1.1	Ecarts d'acquisition	49
4.1.1.2	Immobilisations incorporelles	49

4.1.1.3	Immobilisations corporelles	50
4.1.1.4	Immobilisations financières	50
4.1.2	Autres postes d'actif	50
4.1.2.1	Stocks	50
4.1.2.2	Créances	50
4.1.2.3	Impôts différés	51
4.1.2.4	Titres de placement et disponibilités	51
4.1.2.5	Comptes de régularisation	51
4.1.2.6	Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice	51
4.1.3	Capitaux propres part du groupe et intérêts minoritaires	52
4.1.4	Autres postes du passif	52
4.1.4.1	Avances remboursables	52
4.1.4.2	Provisions pour risques et charges	52
4.1.4.3	Emprunts et dettes assimilées	53
4.1.4.4	Fournisseurs et autres dettes	53
4.2	Postes du compte de résultat consolidé	54
4.2.1	Produits d'exploitation	54
4.2.2	Charges d'exploitation	56
4.2.3	Résultat financier	57
4.2.4	Résultat exceptionnel	57
4.2.5	Impôt sur le résultat	58
5	Autres informations	58
5.1	Information sectorielle	58
5.1.1	Documentation et explications sur les différents secteurs d'activité.	58
5.1.2	Décomposition des principales données financières par secteur d'activité	59
5.2	Engagements hors bilan	59
5.2.1	Engagements hors bilan reçus	59
5.2.2	Dettes garanties par des sûretés réelles	59
5.2.3	Engagements hors bilan accordés	59
5.3	Evènements postérieurs à la clôture	60

1 Etats financiers consolidés

1.1 Bilan consolidé

Les comptes consolidés clos au 31 décembre 2021 présentent un total Actif - Passif de 81 123 354 €, et un résultat bénéficiaire part du groupe de 689 376 €.

Actif en EUR	Montants Bruts	Amort. Et Dépréciations	Net 31/12/2021	Net 31/12/2020
Ecart d'acquisition	28 617 715		28 617 715	9 158 191
Capital souscrit non appelé	-			
Immobilisations incorporelles	18 068 604	8 815 207	9 253 397	9 030 376
Immobilisations corporelles	5 652 548	2 773 189	2 879 359	2 825 775
Immobilisations financières	5 352 838		5 352 838	215 318
Participations par mise en équivalence	-			
Actif immobilisé	29 073 990	11 588 396	17 485 594	12 071 469
Stocks et en-cours	15 099 844	299 525	14 800 319	9 558 880
Créances clients et comptes rattachés	5 239 234	65 864	5 173 370	4 473 455
Actifs d'impôts différés	1 799 657		1 799 657	1 781 277
Autres créances	2 590 049	141 206	2 448 843	2 106 792
Valeurs mobilières de placement	361 074		361 074	-
Disponibilités	10 213 315		10 213 315	12 570 112
Actif circulant	35 303 173	506 595	34 796 578	30 490 516
Comptes de régularisation	223 467		223 467	199 275
Total Actif	93 218 345	12 094 991	81 123 354	51 919 451
Passif en EUR			31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel			10 346 993	10 346 993
Primes d'émission, de fusion, d'apport			18 484 040	18 484 040
Ecart de réévaluation				
Réserves			2 024 195	1 296 824
Résultat Groupe			689 376	583 947
Subvention investissement			174 374	
Provisions réglementées				-
Titres en auto-contrôle			- 1 055 382	- 514 110
Capitaux propres - Part du groupe			30 663 596	30 197 694
Part Hors Groupe - Réserves				
Part Hors Groupe - Résultat				
Provisions pour risques et charges			614 142	245 849
Emprunts et dettes financières			30 737 491	13 655 798
Avances remboursables			135 000	225 000
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			1 143 609	678 365
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			5 407 178	4 697 942
Dettes fiscales et sociales			2 731 386	1 859 019
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			1 116	1 116
Autres dettes			9 451 343	67 022
Dettes			49 607 123	21 184 262
Comptes de régularisation			238 493	291 646
Total Passif			81 123 354	51 919 451

1.2 Compte de résultat consolidé

En EUR	31/12/2021 12 mois	31/12/2020 12 mois
Chiffre d'affaires	33 462 062	32 174 760
Production stockée	786 756	579 248
Production immobilisée	1 028 594	791 342
Subventions d'exploitation	57 271	70 292
Reprises sur provisions et transferts de charges	57 830	105 232
Autres produits	14 986	65 280
Autres Produits d'exploitation	1 945 437	1 611 394
Achats et variations de stocks	14 577 348	16 061 617
Autres achats et charges externes	8 837 364	7 237 494
Impôts et taxes	345 649	413 269
Charges de personnel	7 671 497	6 672 077
Dotations aux amortissements des immobilisations	2 352 247	1 791 630
Dotations aux provisions pour risques et charges	29 744	62 944
Autres provisions et charges d'exploitation	596 015	148 067
Charges d'exploitation	34 409 864	32 387 098
Résultat d'exploitation	997 635	1 399 056
Produits financiers	227 471	122 700
Charges financières	488 379	557 140
Résultat financier	-260 908	-434 440
Résultat courant avant impôt	736 727	964 616
Produits exceptionnels	3 617 701	91 550
Charges exceptionnelles	3 723 101	502 633
Résultat exceptionnel	-105 400	-411 083
Impôt sur le résultat	-58 049	-30 414
<i>Convention de signe sur la ligne "Impôt" : - (correspond à un produit) et + correspond à une charge.</i>		
Résultat des sociétés intégrées	689 376	583 947
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions		
Résultat d'ensemble consolidé	689 376	583 947
Résultat groupe	689 376	583 947
Résultat hors-groupe		
Résultat par action	0,068	0,068
Résultat dilué par action	0,074	0,079

1.3 Tableau de flux de trésorerie

En EUR	31/12/2021	31/12/2020
Résultat net consolidé	689 376	583 947
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions nettes de reprises	2 975 617	1 829 979
Variation des impôts différés	- 18 380	- 86 598
Plus-values de cession, nettes d'impôt	-	29 727
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	3 646 613	2 357 055
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	- 348 400	- 2 478 913
Flux net de trésorerie généré par l'activité	3 298 213	- 121 858
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	- 2 726 520	- 3 015 945
Produit de cession d'immobilisations, net d'impôt	74 715	
Variation de l'écart d'acquisition		- 180 508
Incidence des variations de périmètres	- 18 043 429	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	- 20 695 234	- 3 196 453
Rachat et revente d'actions propres	- 541 272	- 105 919
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire	-	13 827 180
Emissions d'emprunts	18 049 219	4 600 702
Remboursements d'emprunts et fonds non remboursables et assimilés	- 1 973 880	- 3 973 933
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	15 534 067	14 348 030
Incidence des variations de cours des devises		
Variations de trésorerie (A)	- 1 729 621	10 919 022
Trésorerie d'ouverture (B)	12 300 783	1 381 761
Trésorerie de clôture (C)	10 571 162	12 300 783
Incidence des variations de cours des devises	133 333	-110 697

2 Principes et modalités de consolidation

2.1 Préambule

Cette annexe est établie en euros.

L'exercice clos au 31 décembre 2021 a une durée de 12 mois comme l'exercice clos au 31 décembre 2020.

Date de clôture des comptes consolidés :

Les comptes consolidés sont établis au 31 décembre, date de clôture de la société Tête de Groupe BIO-UV Group SA. La société Tête de Groupe BIO-UV Group SA a été créée le 14 octobre 2010.

2.2 Référentiel comptable

Les comptes consolidés de BIO-UV Group sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, selon les dispositions du règlement CRC N°2020-01 relatif aux comptes consolidés des entreprises industrielles et commerciales.

A partir du 1er janvier 2021, le règlement ANC N°2020-01 a remplacé les anciens textes réglementant les comptes consolidés, à savoir le règlement 99-02 et ses différents amendements.

Ce changement a pour impact le classement des subventions d'investissement au sein des capitaux propres au lieu du classement en produits constatés d'avance selon l'ancien règlement. Exception faite de ce traitement, ce nouveau règlement n'a pas d'impact sur les comptes consolidés au 31 décembre 2021.

2.3 Modalités de consolidation

2.3.1 Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles BIO-UV Group dispose directement ou indirectement du contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés sur lesquelles est exercée une influence notable sont mises en équivalence.

Dans le cas de contrôle conjoint, les sociétés sont consolidées par intégration proportionnelle.

Aucune société n'est consolidée par mises en équivalence ou par intégration proportionnelle en décembre 2021.

2.3.2 Traitement des écarts de première consolidation et des écarts d'acquisition

2.3.2.1 Principes

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation à leur juste valeur des actifs et des passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition.

Lors de la constitution du Groupe, les fonds commerciaux inscrits dans les comptes individuels des sociétés consolidées ont été annulés. La valeur attribuée aux fonds, qu'ils aient été ou non identifiés dans les comptes sociaux, a ensuite été constatée dans les comptes consolidés en tant qu'écart d'acquisition, ou de première consolidation, de ces sociétés.

Les actifs et passifs repris ont été comptabilisés à la juste valeur.

Les écarts d'acquisition négatifs sont constatés en provision pour risque, et sont repris dans le résultat en fonction des objectifs fixés lors de l'acquisition. Il n'existe aucun écart d'acquisition négatif au 31 décembre 2021.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis et un test de dépréciation reposant sur l'appréciation de la valeur d'usage correspondant à l'estimation des avantages économiques futurs attendus de l'utilisation de l'actif et de sa sortie est réalisé à la clôture de chaque exercice.

Les critères justifiant de l'absence d'amortissement sont :

- les cycles de vie des produits résultant de l'actif et les informations publiques concernant l'estimation de la durée d'utilisation d'actifs similaires qui sont utilisés de façon similaire ;

- La stabilité du secteur d'activité dans lequel l'actif est utilisé et l'évolution de la demande portant sur les produits ou les services résultant de l'actif.

Les écarts d'acquisition étant rattachés à des activités spécifiques, les groupes d'actifs nécessaires à leur exploitation ont pu leur être directement rattachables.

La crise sanitaire liée à la Covid-19 représente un indice de perte de valeur sur les comptes clos au 31 décembre 2021, cela ayant entraîné la réalisation des tests de dépréciation sur cette clôture annuelle.

La valeur actuelle du groupe d'actifs a été déterminée sur la base des calculs de la valeur d'utilité. Ces calculs sont effectués à partir de la projection de flux de trésorerie basés sur les budgets financiers à 5 ans approuvés par la direction après application d'un taux d'actualisation de 9.5% et un taux de croissance long terme de 1.5% pour BIO-UV et 1.3% pour TRIOGEN ET CORELEC. Les tests de dépréciation prennent en compte l'impact attendu du Covid.

Nous estimons que les résultats obtenus sont probants et n'aboutissent à la constatation d'aucune dépréciation dans les comptes clos au 31 décembre 2021.

2.3.2.2 Méthode de conversion utilisée

Le Groupe détient deux filiales étrangères, BIO-UV ASIA et TRIOGEN HOLDINGS LIMITED, détenant 100% des titres de la société TRIOGEN qui ont été intégrées au périmètre consolidé.

a. Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation des états financiers

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités du Groupe sont évalués en utilisant la monnaie de l'environnement économique de base dans lequel l'entité opère et génère l'essentiel de ses cash-flows (« la monnaie fonctionnelle »). Les états financiers consolidés sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation de la Société.

b. Transactions et soldes

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties en euros en utilisant les taux de change en vigueur aux dates des transactions. Les pertes et les gains de change résultant du dénouement de ces transactions comme ceux résultant de la conversion, aux taux en vigueur à la date de clôture, des actifs et passifs monétaires libellés en devises, sont comptabilisés en résultat.

c. Conversion des comptes des filiales en devises

Les comptes de toutes les entités du Groupe (dont aucune n'exerce ses activités dans une économie hyper inflationniste) dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation (l'euro), sont convertis dans la monnaie de présentation, selon les modalités suivantes :

- les éléments d'actif et de passif sont convertis aux cours de clôture à la date de chaque bilan ;
- les produits et les charges de chaque compte de résultat sont convertis aux taux de change moyens (sauf si cette moyenne n'est pas représentative de l'effet cumulé des taux en vigueur aux dates des transactions, auquel cas les produits et les charges sont convertis aux taux en vigueur aux dates des transactions) ;
- et toutes les différences de conversion en résultant sont comptabilisées en tant que composante distincte des capitaux propres. Lorsqu'une entité étrangère est cédée, ces différences de conversion initialement reconnues en capitaux propres sont comptabilisées au compte de résultat dans les pertes et les profits de cession.

2.4 Méthodes et règles d'évaluation

2.4.1 Immobilisations

2.4.1.1 Modes et méthodes d'évaluation appliqués

2.4.1.1.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement :

- Les licences et logiciels informatiques faisant l'objet d'amortissement,
- Le logiciel, ainsi que les frais engagés pour son adaptation, et la licence d'exploitation du site internet.
- Les frais de développement.

La Société a opté pour la méthode de référence de comptabilisation des frais de développement à l'actif. Ils sont comptabilisés en immobilisations incorporelles uniquement si l'ensemble des critères suivants sont satisfaits :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement du projet de développement en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- l'intention de la Société d'achever le projet de développement et d'utiliser l'immobilisation incorporelle ou de la vendre,
- la capacité à utiliser ou à vendre cet actif incorporel,
- la démonstration de la probabilité d'avantages économiques futurs attachés à l'actif,
- la disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le projet de développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ; et,
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Sont activables les coûts qui sont directement attribuables à la production de l'immobilisation, qui incluent :

- les coûts des services utilisés ou consommés pour générer l'immobilisation incorporelle ;
- les salaires et charges du personnel engagé pour générer l'actif.

Les dépenses ne sont activées qu'à partir de la date à laquelle les conditions d'activation de l'immobilisation incorporelle sont remplies notamment lorsque la Société dispose d'une assurance raisonnable de la prochaine commercialisation d'un produit à l'issue des tests de validation (tests de conformité CE et CEM, et de performance opérationnelle d'efficacité réalisé en interne, puis confirmés par des laboratoires indépendants).

2.4.1.1.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production par l'entreprise.

Les éléments d'actif font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée réelle d'utilisation du bien.

2.4.1.1.3 Contrats de location financement

Les contrats de location financement sont analysés comme des achats à crédit lorsqu’au regard des loyers payés annuellement sur la durée du contrat, de la valeur du bien et du montant de l’option, il existe une forte probabilité que l’option sera exercée à la fin du contrat.

Les biens concernés sont comptabilisés à l’actif avec en contrepartie une dette financière et au compte de résultat, sous forme d'une dotation aux amortissements et d'une charge financière.

La valeur d’entrée des biens pris en crédit-bail correspond à la juste valeur du bien loué à la date de signature du contrat. En contrepartie une dette financière étalée sur la durée du contrat est constatée au passif.

2.4.1.2 Méthodes utilisées pour le calcul des amortissements

Les durées d’amortissements sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Eléments	Méthode amortissement	Durée amortissement en années
Ecart d'acquisition	NA	
ECARTS D'ACQUISITION		
Frais de recherche et développement	Linéaire	5
Concessions, brevets et droits similaires	Linéaire	1 à 5
Autres immobilisations incorporelles	Linéaire	1 à 5
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
Terrains	NA	
Terrains en crédit bail	NA	
Constructions	Linéaire	Gros Œuvre 30 Façade et étanchéité 25 Installations Générales et Techniques 20 Agencement 10
Constructions en crédit bail	Linéaire	
Installations techniques, matériel, outillage	Linéaire	2 à 10
Autres immobilisations corporelles	Linéaire	3 à 10
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		

L'amortissement des frais de recherche et développement débute lorsque la Société commence à consommer les avantages économiques associés, c'est-à-dire, lorsque les innovations attachées à ces frais de développement commencent à être commercialisées.

2.4.2 Stocks

2.4.2.1 Evaluation des stocks

Les stocks de marchandises sont évalués au dernier prix d’achat connu.

La valeur brute des matières, marchandises et approvisionnements comprend le prix d’achat et les frais accessoires.

Les éventuels produits fabriqués ou en cours de fabrication ou de travaux sont évalués à leur coût réel d’entrée, c'est-à-dire en procédant à une identification spécifique de leurs coûts individuels. Le coût de production est constitué du coût des approvisionnements augmenté des autres coûts engagés par

l'entreprise au cours des opérations de production, pour amener le bien dans l'état et à l'endroit où il se trouve.

2.4.2.2 Dépréciation des stocks

Les stocks sont, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date d'arrêté des comptes.

La valeur actuelle, correspondant à la valeur probable de cession, est déterminée par application à la valeur brute des stocks d'un taux de dépréciation, variable selon la nature et l'ancienneté des produits.

2.4.3 Créances

2.4.3.1 Evaluation des créances

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

2.4.3.2 Dépréciation des créances

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement.

La dépréciation est déterminée individuellement en fonction des éléments connus à la date d'arrêté des comptes.

2.4.4 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent à l'actif pour leur valeur d'acquisition.

Les dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

2.4.5 Avances remboursables

Les avances remboursables ont été reçues d'organismes publics pour le financement des activités de recherche de la Société ou pour la prospection commerciale territoriale, dont les remboursements sont obligatoires, sont présentées au passif sous la rubrique « Avances remboursables ».

2.4.6 Subventions d'investissement

Le choix fait dans les comptes individuels, d'inscrire les subventions d'investissements en capitaux propres, est conservé dans les états financiers consolidés.

Conformément au Règlement de l'ANC 2020-01, les subventions sont étalées en résultat, au même rythme que les amortissements des immobilisations qu'elles ont contribuées à financer.

2.4.7 Provision pour engagement de départ à la retraite

Les indemnités de fin de carrière sont constatées dans les comptes consolidés pour l'ensemble des sociétés où cela est requis (uniquement BIO-UV Group). Le seul engagement de retraite supporté par l'entreprise est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel, la législation prévoyant que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. Le coût actuariel des engagements est pris en charge chaque année pendant la durée de vie active des salariés et il est comptabilisé en résultat en « Dotations

aux amortissements et provisions ». L'incidence des variations d'hypothèses est constatée immédiatement en compte de résultat.

L'engagement de retraite est évalué selon la méthode rétrospective qui s'appuie sur la situation future du salarié (ancienneté qu'il aura le jour de son départ) et sur des hypothèses actuarielles :

- Augmentation annuelle des salaires,
- Probabilité de départ (démission, licenciement) du salarié avant l'âge de la retraite,
- Probabilité de mortalité du salarié avant l'âge de la retraite, - Taux d'actualisation.

Paramètres utilisés :

- Age de la retraite : 67 ans
- Hypothèse d'actualisation : 0.98% (Taux iBoxx Corporate AA10+ zone euro)
- Taux de revalorisation annuel des salaires : 1.5 %
- Table de mortalité : table de mortalité 2018 publiée par l'INSEE
- Taux de charges sociales : taux réel des charges supportées par la société

2.4.8 Impôts différés

Les impôts différés sont calculés conformément à l'approche bilancielle du règlement 2020-01.

Le montant de la créance ou de la dette d'impôts à la clôture de l'exercice est corrigé des impôts différés, calculés selon la méthode du report variable sur les retraitements pratiqués en consolidation ainsi que sur les différences temporaires existant entre le résultat comptable et le résultat fiscal. L'excédent des impôts différés actif, y compris ceux se rapportant aux déficits reportables, sur les impôts différés passifs, déterminés par entité fiscale, est constaté dès lors que la probabilité de sa réalisation est établie.

Les taux d'impôt utilisés pour chaque entité sont les suivants :

Sociétés	N+1	N+2 et suivants
BIO-UV Group	25,0%	25%
CORELEC	25,0%	25%
TRIOGEN	19%	19%
BIO-UV ASIA	(1)	(1)

(1) - Aucune activation d'impôt différé n'a été pris en compte sur cette structure

2.4.9 Crédit d'impôt recherche

Des crédits d'impôt recherche sont octroyés aux entreprises par l'État français afin de les inciter à réaliser des recherches d'ordre technique et scientifique. Les entreprises qui justifient des dépenses remplissant les critères requis (dépenses de recherche localisées en France ou, depuis le 1er janvier 2005, au sein de la Communauté Européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace Économique Européen et ayant conclu avec la France une convention fiscale contenant une clause d'assistance administrative) bénéficient d'un crédit d'impôt qui peut être utilisé pour le paiement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice de réalisation des dépenses et des trois exercices suivants ou, le cas échéant, être remboursé pour sa part excédentaire.

Le crédit d'impôt recherche est présenté dans le compte de résultat au crédit de la ligne « impôts sur les bénéfices ».

2.4.10 Charges et produits exceptionnels

La distinction entre résultat courant et résultat exceptionnel est faite selon les règles du PCG. Le résultat courant est constitué par tous les produits et charges d'exploitation et financier. Le résultat exceptionnel comprend toutes les sommes ne se rattachant pas à l'exploitation courante.

2.4.11 Trésorerie

Dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie est définie comme l'ensemble des liquidités du groupe en comptes courants bancaires, caisses et valeurs mobilières de placement, sous déduction des concours bancaires à court terme.

2.4.12 Opérations en devises étrangères

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les créances et dettes en devises étrangères existantes à la clôture de l'exercice sont converties au cours en vigueur à cette date. La contrepartie étant constatée en résultat financier.

2.4.13 Prise en compte des risques relatifs au climat, à l'eau et la biodiversité

Le Groupe essaie de prendre en compte au mieux les risques climatiques dans l'hypothèse de clôture. Cependant du fait de la nature de son activité l'exposition actuelle du Groupe aux conséquences du changement climatique s'avère limitée et participe de façon positive à la désinfection des eaux sans chimie.

L'activité du Groupe ne génère pas de façon significative et directe de pollution de l'eau ou de l'air et n'a pas d'impact négatif sur la biodiversité de la planète.

Les impacts environnementaux liés à l'activité du Groupe résultent principalement de la consommation d'électricité, des achats et des déplacements de ses employés.

Par conséquent, les impacts du changement climatique à court terme sur les états financiers ne sont pas significatifs.

2.5 Informations diverses

2.5.1 Résultat par action

2.5.1.1 Résultat par action

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation.

Sur la base d'un résultat net part du groupe de 689 376 € et d'un nombre de titres de 10 346 993, il ressort un résultat par actions de 0.068 € au 31 décembre 2021.

2.5.1.2 Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action est obtenu en divisant le résultat net part du groupe augmenté des économies des frais financiers réalisées (nettes d'impôt) en cas de conversion des instruments dilutifs (par

hypothèse considérée intervenue au 1er janvier de l'exercice clos, par le nombre total d'actions, y compris celles qui seraient créées à la suite de la conversion des instruments convertibles en actions.

Résultat dilué par action au 31 décembre 2021 :

Aux actions prises en compte pour le calcul du résultat par action, ont été ajoutées les options de conversions des emprunts obligataires convertibles en actions donnant droit à l'émission de 315 790 nouvelles actions.

Le résultat au 31 décembre 2021 dilué par action s'établit à 0.074 € (bénéfice).

Résultat dilué par action au 31 décembre 2020 :

Le résultat au 31 décembre 2020 dilué par action s'établit à 0.079 € (bénéfice).

2.5.2 Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires relatifs aux missions de contrôle légal du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021, des comptes sociaux, des sociétés intégrées dans les comptes consolidés, il s'élève à 55 milliers d'euros pour PwC Audit et 26 milliers d'euros pour Jean Paul LACOMBE.

Le montant des honoraires facturés au titre des travaux réalisés pour l'entité de TRIOGEN dans le cadre des travaux de consolidation s'élève à 14.6 milliers d'euros (honoraires PwC).

2.5.3 Montant des rémunérations

Les membres du Conseil d'administration reçoivent, à raison de leur fonction, des jetons de présence pour un montant de 64 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

Les rémunérations allouées au PDG et aux directeurs généraux par le conseil d'administration, au 31 décembre 2021 et à raison de leur fonction, se sont élevées à 421 k€ contre 396 k€ au 31 décembre 2020.

2.6 Faits marquants

Le 31 octobre 2021, BIO-UV Group a racheté 100% de la société CORELEC. Cette société basée en France, qui existe depuis 17 ans a réalisé 11.9 millions d'euros de chiffre d'affaires au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 sur des marchés et des technologies complémentaires de BIO-UV Group. Cette acquisition a eu pour corollaire la constatation d'un écart d'acquisition de 19 460 000 € dans les comptes consolidés au 31 décembre 2021.

Pour ce qui concerne le litige avec la société Neptune Benson : le 27 novembre 2018, la Société a fait l'objet d'une assignation en justice devant le Tribunal de première instance du comté d'Allegheny dans l'état de Pennsylvanie aux Etats-Unis (le "Tribunal"), sur le fondement du contrat de cession aux termes duquel la société Neptune Benson, filiale d'Evoqua, a acquis auprès de BIO-UV Group 100% des titres de Delta Ultraviolet Corporation. BIO-UV Group a formellement contesté les demandes formulées dans cette assignation par voie de conclusions déposées devant le Tribunal le 12 mars 2019. Depuis, Monsieur Benoît Gillmann a été formellement interrogé en dehors de tout tribunal par les avocats de Neptune Benson, à New York, le vendredi 28 février 2020 ("deposed" au sens américain du terme). Une audience sollicitée par Neptune Benson, initialement fixée devant le Tribunal de première instance du comté d'Alleghany, Pennsylvanie, au 6 avril 2020, a été reportée à début mai 2020, en raison de la pandémie de COVID-19. Un jugement a été rendu en faveur des parties adverses le 8 mai 2020 faisant droit aux demandes de NEPTUNE BENSON sans toutefois préciser les demandes chiffrées. BIO-UV Group a fait appel de ce dernier le 8 septembre 2020. L'audience d'appel s'est tenue le 26 janvier 2021 et le jugement rendu le 13 mai 2021 a confirmé le jugement en première instance. Les parties continuent d'échanger par le truchement de leurs conseillers juridiques.

L'impact sur nos activités de la COVID 19, a été limité sur l'année 2021 :

- Sur notre personnel : notre mode d'organisation et les mesures sanitaires prises ont permis de préserver la santé de nos salariés et leur efficacité.
- Sur notre activité commerciale : la société n'est pas en capacité à mesurer l'impact chiffré, mais indéniablement il y a eu un frein sur la zone Asie pour toutes nos activités et un effet assez positif sur le marché de la piscine France.
- Sur nos approvisionnements : nous avons continué à augmenter nos niveaux de stocks sur les produits sensibles, principalement avec nos fournisseurs asiatiques.

- A la date d'arrêté des comptes, dans le contexte de cette épidémie, la direction de BIO-UV Group n'a pas connaissance d'incertitudes qui remettraient en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

3 Périmètre de consolidation

3.1 Périmètre de consolidation

Périmètre au 31 décembre 2021 :

Sociétés	% Contrôle	% Intérêt	% Intégration	Méthode consolidation
BIO-UV Group	100%	100%	100%	Mère
TRIOGEN	100%	100%	100%	Intégration Globale
CORELEC	100%	100%	100%	Intégration Globale
BIO-UV ASIA	100%	100%	100%	Intégration Globale

Siège social : 850 avenue Louis Médard, 34400 LUNEL.

Périmètre au 31 décembre 2020 :

Sociétés	% Contrôle	% Intérêt	% Intégration	Méthode consolidation
BIO-UV Group	100%	100%	100%	Mère
TRIOGEN	100%	100%	100%	Intégration Globale
BIO-UV ASIA	100%	100%	100%	Intégration Globale

Siège social : 850 avenue Louis Médard, 34400 LUNEL.

La société TRIOGEN HOLDING, détenue à 100% par BIO-UV Group, ayant eu peu d'activité sur l'exercice, elle n'a pas été intégrée dans les comptes consolidés au 31 décembre 2021. L'impact sur le résultat de l'intégration de cette filiale aurait été de 0 milliers d'euros et sur le bilan une hausse de la trésorerie de 37 milliers d'euros avec en contrepartie une diminution de l'écart d'acquisition du même montant.

3.2 Variations du périmètre et des % d'intérêt

Le 31 octobre 2021, le groupe a acquis 100% du capital social de Corelec. Pour la période du 1 novembre 2021 au 31 décembre 2021, la société acquise a contribué au chiffre d'affaires du groupe à hauteur de 989 959 euros et à ses bénéfices nets à concurrence de – 6 569 euros. Le chiffre d'affaires du groupe incluant cette acquisition ressort à 33 462 K€ au 31 décembre 2021. Si cette acquisition avait eu lieu le 1^{er} janvier 2021, le chiffre d'affaires du groupe se serait établi à 44 399 K€ et le résultat net à 3 295 K€. Ces montants ont été calculés à l'aide des méthodes comptables du groupe.

L'écart d'acquisition des titres de Corelec se décompose de la façon suivante :

Prix d'acquisition des titres : 24 286 K€

Frais d'acquisition net d'impôt différé : 423 K€

Prix total d'acquisition : 24 709 K€

Valeur d'entrée des actifs net acquis : 5 249 K€

Ecart d'acquisition : 19 460 K€

Pour rappel, aucune variation de périmètre n'avait eu lieu sur la période au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

4 Analyses des postes du bilan et du compte de résultat

4.1 Bilan consolidé

4.1.1 Actif immobilisé

Décomposition des valeurs brutes :

En EUR	31/ 12/ 2020	Acquisitions	Activation d'immobilisations	Cession	Variation de périmètre	31/ 12/ 2021
Ecarts d'acquisition	9 158 191	19 459 524				28 617 715
ECARTS D'ACQUISITION	9 158 191	19 459 524	-	-	-	28 617 715
Frais d'établissement	-					-
Frais de recherche et développement	12 514 845	419 752	1 947 873			14 882 470
Concessions, brevets et droits similaires	218 638	41 267			40 412	300 317
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	150 387					150 387
Immobilisations incorporelles en cours	2 913 787	1 770 528	-	1 947 873	1 012	2 735 430
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	15 797 657	2 231 547	-	1 012	40 412	18 068 604
Terrains	366 251	26 006				392 257
Constructions	3 297 928	26 912			18 282	3 343 122
Installations techniques, matériel, outillage	551 525	87 463			294 595	933 583
Autres immobilisations corporelles	754 058	139 581			72 937	966 576
Immobilisations en cours		17 010				17 010
Avances et acomptes						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 969 762	296 972	-	-	385 814	5 652 548
Titres de participations	-	-				-
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés					162	162
Prêts	49 695	19 818		67 463	-	2 050
Autres immobilisations financières	165 623	5 178 184		6 240	13 060	5 350 627
Créances rattachées à des participations		-		-		-
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	215 318	5 198 002	-	73 703	13 222	5 352 839
TOTAL GENERAL	30 140 928	27 186 045	-	74 715	439 448	57 691 706

Décomposition des amortissements et dépréciations :

Amortissements et dépréciations

En EUR	31/ 12/ 2020	Reprises / Sorties	Dotations	Variation Périmètre	31/ 12/ 2021
Ecart d'acquisition					
ECARTS D'ACQUISITION	-	-	-	-	-
Frais de recherche et développement	6 550 700		1 970 251		8 520 951
Concessions, brevets et droits similaires	151 206		34 770	32 879	218 855
Autres immobilisations incorporelles	65 375		10 026		75 401
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 767 281	-	2 015 047	32 879	8 815 207
Terrains	1 934		7 781		9 715
Constructions	1 149 751		165 746	18 219	1 333 716
Installations techniques, matériel, outill.	421 186		51 612	228 718	701 516
Autres immobilisations corporelles	571 116				728 242
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 143 987	-	225 139	246 937	2 773 189
Titres de participations					
Actifs nets en cours de cession					
Participations par mises en équivalence					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	-				-
Créances rattachées à des participations					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	8 911 268	-	2 240 186	279 816	11 588 396

Immobilisations nettes :

En EUR	Montant Brut	Amort. Et Dépréciations	Net 31/ 12/ 2021	Montant Brut	Amort. Et Dépréciations	Net 31/ 12/ 2020
Ecart d'acquisition	28 617 715		28 617 715	9 158 191		9 158 191
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Frais de recherche et développement	14 882 470	8 520 951	6 361 519	12 514 845	6 550 700	5 964 145
Concessions, brevets, droits similaires	300 317	218 855	81 462	218 638	151 206	67 432
Autres immobilisations incorporelles	150 387	75 401	74 986	150 387	65 375	85 012
Immobilisations incorporelles en cours	2 735 430		2 735 430	2 913 787		2 913 787
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains	392 257	9 715	382 542	366 251	1 934	364 317
Constructions	3 343 122	1 333 716	2 009 406	3 297 928	1 149 751	2 148 177
Installations techniques, matériel, outillage	933 583	701 516	232 067	687 494	498 012	189 482
Autres immobilisations corporelles	966 576	728 242	238 334	618 089	494 290	123 799
Immobilisations en cours	17 010		17 010			
Avances et acomptes						
IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
Titres de participations	-		-	-		-
Créances rattachées à des participations	-		-	-		-
Autres titres immobilisés	162		162			-
Prêts	2 050		2 050	49 695		49 695
Autres immobilisations financières	5 350 627		5 350 627	165 623		165 623
Total	57 691 706	11 588 396	46 103 310	30 140 928	8 911 268	21 229 660

4.1.1.1 Ecarts d'acquisition

L'écart d'acquisition figurant dans les comptes consolidés au 31 décembre 2021 pour 28 617 milliers d'euros porte sur les acquisitions suivantes :

- La société BIO-UV réalisée en 2010 pour 2 737 milliers d'euros.
- La société TRIOGEN réalisée en 2019 pour 6 421 milliers d'euros. Notons que cet écart d'acquisition a fait l'objet d'une révision de prix à la hausse de 181 milliers durant l'exercice 2020.
- La société CORELEC réalisée au 31 octobre 2021 pour 19 460 milliers d'euros.

A noter que les frais d'acquisitions Corelec s'élève à 563 k€

Les écarts d'acquisitions sont rattachés à l'activité terrestre du groupe, à ce titre ils ne sont pas amortissables et font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

4.1.1.2 Immobilisations incorporelles

Les mouvements sur les immobilisations proviennent essentiellement des mouvements sur les frais de développement activés sur la période.

Les frais de recherches et développements sont essentiellement composés des développements réalisés au titre de l'activité traitement des eaux de ballast :

- Le développement de notre nouvelle gamme BIOSEA M, pour renforcer notre position sur les systèmes de traitement des eaux de ballast à plus gros débits.
- La mise à jour mise de notre TA USCG sur le BIOSEA B et Low Flow

Sur l'activité terrestre les travaux de développement se sont focalisés sur la gamme Intégra qui est dédiée au marché aquacole.

Les autres immobilisations incorporelles pour 150 milliers d'euros correspondent aux droits et taxes liées à la construction des locaux du groupe.

4.1.1.3 Immobilisations corporelles

Les postes terrains et constructions correspondent essentiellement au retraitement du crédit-bail signé en 2013 pour la construction du nouveau siège social du groupe. Le contrat a débuté en date du 4 juillet 2013 pour une durée de 15 ans.

4.1.1.4 Immobilisations financières

La garantie liée à l'achat de la société Corelec s'élève à 5 millions d'euros.

4.1.2 Autres postes d'actif

4.1.2.1 Stocks

Stocks et en-cours en EUR	31/ 12/ 2021			31/ 12/ 2020		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Matières premières, approvisionnements	10 029 654	32 903	9 996 751	7 869 206	16 129	7 853 077
En-cours de production de biens	509 962		509 962	151 191		151 191
En-cours de production de services	-			-		
Produits intermédiaires et finis	4 400 083	266 622	4 133 461	1 469 807	48 147	1 421 660
Marchandises	160 145		160 145	132 952		132 952
Total	15 099 844	299 525	14 800 319	9 623 156	64 276	9 558 880

Le montant de la dépréciation figurant au bilan s'élève à 299 milliers d'euros. La société estime que la crise sanitaire actuelle ne présente pas d'impact sur la valorisation des stocks.

Les stocks de matières premières sont constitués de produits liés aux filtres en cuproaluminium, aux éléments électriques, acier 316 L, tubes quartz, lampes UV, emballages, appareils et pièces détachées DELTA-UV, à toutes pièces détachées nécessaires tant à la production qu'au négoce après-vente.

Les stocks de produits finis comprennent les appareils de traitement de l'eau et de surface par ultraviolets pour tout type d'application, les plateformes de montage BIOSEA.

Les produits en-cours sont constitués des éléments en cours d'assemblages.

4.1.2.2 Créances

Créances en EUR	31/12/2021	31/12/2020
Créances clients et comptes rattachés	5 173 370	4 473 455
Autres créances	1 752 353	1 747 557
Avances et acomptes versés sur commandes	678 949	359 235
Total	7 604 672	6 580 247

La société n'a réalisé aucune opération de cessions à titre d'escomptes au 31 décembre 2021 tout comme au 31 décembre 2020.

Les créances clients sont à échéances à moins d'un an.

Les autres créances se décomposent comme suit :

Autres créances en EUR	31/ 12/ 2021	31/ 12/ 2020
Créances fiscales et sociales	1 718 618	1 556 316
Autres créances	33 735	191 241
Total	1 752 353	1 747 557

Les créances fiscales comprennent au 31 décembre 2021 les éléments suivants :

- Créances d'impôts pour 368 milliers d'euros au titre du CIR.
- Créances de TVA pour 1 345 milliers d'euros.
- Créances sociales pour 5 milliers d'euros au titre d'IJSS à recevoir.

Les créances fiscales comprennent au 31 décembre 2020 les éléments suivants :

- Créances d'impôts pour 218 milliers d'euros au titre du CIR.
- 128 milliers d'euros relatifs à des subventions à recevoir.
- Créances de TVA pour 1 210 milliers d'euros.

4.1.2.3 Impôts différés

Les actifs d'impôts différés sont constitués essentiellement de l'activation de déficits sociaux reportables. Les déficits fiscaux activés au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020 s'établissaient à 1 637 milliers d'euros et 1 642 milliers d'euros.

Actifs d'impôts différés en EUR	31/ 12/ 2020	31/ 12/ 2020
Activation des déficits reportables	1 637 044	1 642 126
IDA sur indemnité de départ à la retraite	68 898	61 462
IDA sur frais acquisition TRIOGEN et CORELEC	252 330	158 520
Autres ID	- 176 995	- 80 831
Total	1 799 656	1 781 277

4.1.2.4 Titres de placement et disponibilités

Trésorerie et équivalents en EUR	31/ 12/ 2021	31/ 12/ 2020
Valeurs mobilières de placement	361 074	
Disponibilités - Actions propres	109 504	4 764 948
Disponibilités - Compte de dépôt à terme	10 103 811	7 805 164
Total	10 574 389	12 570 112

Les comptes de dépôts à terme ont été considérés comme liquides dans la mesure où la société peut en disposer rapidement sans pénalité matérielle.

4.1.2.5 Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation correspondent aux charges constatées d'avance.

4.1.2.6 Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice

Créances en EUR	31/ 12/ 2021	< 1 an	< 5 ans
Immobilisations financières	5 352 839	5 002 050	350 789
Avances et acomptes versés sur commandes	678 949	678 949	
Créances clients et comptes rattachés	5 239 234	5 239 234	
Actifs d'impôts différés	1 799 657		1 799 657
Autres créances	1 893 559	1 893 559	
Charges constatées d'avance	223 467	223 467	
Total	15 187 705	13 037 259	2 150 446

4.1.3 Capitaux propres part du groupe et intérêts minoritaires

	Capital	Primes d'émission	Réserves	Résultat	Titres autocontrôle	Subvention investissement	Total part groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres 31 12 2021	7 837 969	7 165 884	1 855 594	-448 073	-408 191		16 003 183	
Résultat N				583 947			583 947	
Affectation résultat			-448 073	448 073				
Titres en autocontrôle					-105 919		-105 919	
Variation des écarts de conversion			-110 697				-110 697	
Augmentation de capital	2 509 024	11 318 156					13 827 180	
Capitaux propres 31 12 2020	10 346 993	18 484 040	1 296 824	583 947	-514 110		30 197 694	
Résultat N				689 376			689 376	
Affectation résultat			583 947	-583 947				
Titres en autocontrôle					-541 272		-541 272	
Variation des écarts de conversion			133 333				133 333	
Autres variations			10 091				10 091	
Reclassement subvention investissement						174 374	174 374	
Capitaux propres 31 12 2021	10 346 993	18 484 040	2 024 195	689 376	-1 055 382	174 374	30 663 596	

Le capital de la Société s'élève à 10 346 993 €. Il est constitué de 10 346 993 actions de 1 €.

Les actions auto détenues représentent un montant de 1 055 milliers et un nombre d'actions de 190 468.

4.1.4 Autres postes du passif

4.1.4.1 Avances remboursables

Les avances remboursables ne donnent lieu au paiement d'aucun intérêt et feront l'objet d'un remboursement en 2023.

4.1.4.2 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour charges comprennent sont composées :

- Provision pour indemnité de départ à la retraite : 320 703 euros.
- Provision pour attribution d'actions gratuites : 165 960 euros.

Les modalités de calcul ont été explicitées en note 2.4.7. « Provision pour engagement de départ à la retraite (méthode préférentielle) ».

Les autres provisions pour 127 479 euros se décomposent de la façon suivante :

- Provision pour risques de change : 17 421 euros.
- Provision pour garantie clients : 110 058 euros.

Provisions pour risques-charges et autres provisions en EUR	31/12/2020	Dotations	Reprises / Utilisation	Variation périmètre	31/12/2021
Provision pour indemnité de départ à la retraite	245 849	29 744	4 237	49 347	320 703
Provision pour attribution d'actions gratuites	-	165 960			165 960
Provision pour risques de change		17 421			17 421
Provision pour garantie client		2 152		107 906	110 058
Total	245 849	215 277	4 237	157 253	614 142

4.1.4.3 Emprunts et dettes assimilées

Dettes financières en EUR	31/12/2020	Augmentation	Diminution	Variation périmètre	31/12/2021
Emprunts obligataires convertibles	1 500 003				1 500 003
Autres emprunts obligataires		5 000 000			5 000 000
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9 630 745	13 049 219	- 1 631 566	1 182 456	22 230 854
Emprunts en crédit-bail	2 255 721		- 252 314		2 003 407
Concours bancaires courants	269 329		- 266 102		3 227
Emprunts et dettes financières divers					
Total	13 655 798	18 049 219	- 2 149 982	1 182 456	30 737 491

L'augmentation des emprunts et dettes et des emprunts obligataires correspond essentiellement au financement mis en place pour l'acquisition de Corelec.

L'emprunt obligataire convertible figurant au bilan pour un montant de 1 500 milliers représente un nombre d'obligations convertibles de 315 790. Elles pourront être converties avant le 12 septembre 2024 au prix de conversion de 4.75 euros. En cas de non-conversion, la prime qui sera capitalisée est égale à un taux d'intérêt complémentaire de 4% par an.

Les dettes financières au 31 décembre 2021 d'un montant total de 30 737 491 €, peuvent être ventilées comme suit :

Dettes financières en EUR	31/12/2021	< 1 an	< 5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	1 500 003		1 500 003	
Autres emprunts obligataires	5 000 000		5 000 000	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	22 230 854	4 149 774	10 884 054	7 197 025
Concours bancaires courants	3 227	3 227		
Emprunts en crédit-bail	2 003 407	266 998	1 004 402	732 007
Emprunts et dettes financières divers	-			
Total	30 737 491	4 419 999	18 388 459	7 929 032

Les emprunts sont tous des emprunts en euros/livres à taux fixe et ne font pas l'objet d'une couverture.

Le groupe a opté pour l'application de la méthode préférentielle d'étalement des frais d'émission, de la prime de remboursement et émission.

4.1.4.4 Fournisseurs et autres dettes

La décomposition des dettes fournisseurs et des autres dettes est la suivante :

Fournisseurs et autres dettes en EUR	31/12/2021	31/12/2020
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 143 609	678 365
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 407 178	4 697 942
Dettes fiscales et sociales	2 731 384	1 859 019
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 116	1 116
Autres dettes	9 419 932	67 022
Ecart de conversion passif	31 411	
Produits constatés d'avance	238 493	291 647

Les dettes fournisseurs sont à échéances à moins d'un an.

Les dettes fiscales et sociales comprennent au 31 décembre 2021 les éléments suivants :

- Dettes sociales envers le personnel pour 872 milliers d'euros.
- Dettes envers les organismes sociaux pour 545 milliers d'euros.
- Dettes de TVA pour 795 milliers d'euros.
- Dettes fiscales pour 519 milliers d'euros.

Les dettes fiscales et sociales comprennent au 31 décembre 2020 les éléments suivants :

- Dettes sociales envers le personnel pour 586 milliers d'euros.
- Dettes envers les organismes sociaux pour 354 milliers d'euros.
- Dettes de TVA pour 461 milliers d'euros.
- Dettes fiscales pour 458 milliers d'euros.

Le poste autres dettes est essentiellement composé du complément de prix d'acquisition des titres de Corelec.

Les produits constatés d'avance correspondent aux ventes réalisées qui n'ont pas été réalisées à la clôture eu égard à l'incoterm.

4.2 Postes du compte de résultat consolidé

4.2.1 Produits d'exploitation

Le groupe conçoit, fabrique et commercialise des systèmes innovants de désinfection de l'eau par ultraviolets (UV).

Le fait générateur de la constatation du chiffre d'affaires est le transfert de propriété qui est le départ usine pour les ventes sur la France. A l'export les incoterms le plus souvent utilisés sont EXW, DAP et FOB.

En EUR	31/12/2021 12 mois	31/12/2020 12 mois
Chiffre d'affaires	33 462 062	32 174 760
Production stockée et immobilisée	1 815 350	1 370 590
Subventions d'exploitation	57 271	70 292
Reprises sur provisions et transferts de charges	57 830	105 232
Autres produits	14 986	65 280
Autres Produits d'exploitation	1 945 437	1 611 394

Notons que la production immobilisée 2021 s'élève à 1 028 milliers d'euros (dont 332 milliers d'euros relatifs à la production immobilisée de TRIOGEN) contre 791 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

Les reprises sur provisions s'élèvent à 5 milliers d'euros au 31 décembre 2021 contre 33 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

Chiffre d'affaires par origine :

En kEUR	31/12/2021 12 mois	31/12/2020 12 mois
France	11 146	10 329
Europe Hors France	13 416	10 521
Asie	3 742	6 130
Moyen-Orient	1 295	1 600
Amérique	2 526	1 980
Autre	1 337	1 615
Total Chiffre d'affaires	462	175

4.2.2 Charges d'exploitation

En EUR	31/ 12/ 2021 12 mois	31/ 12/ 2020 12 mois
Achats et variations de stocks	14 577 348	16 061 617
Autres achats et charges externes	8 837 364	7 237 494
Impôts et taxes	345 649	413 269
Charges de personnel	7 671 497	6 672 077
Dotations aux amortissements des immobilisations	2 352 247	1 791 630
Dotations aux provisions pour risques et charges	29 744	62 944
Autres provisions et charges d'exploitation	596 015	148 067
Charges d'exploitation	34 409 864	32 387 098

Les dotations aux amortissements sur frais de développement s'élèvent à 1 970 milliers d'euros, contre 1 479 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

L'effectif moyen annuel est le suivant :

Effectif moyen	31/ 12/ 2021	31/ 12/ 2020
BIO-UV Group	89	79
TRIOGEN	35	35
CORELEC	17	
Total :	141	114

L'effectif de 17 salariés pour Corelec correspond à l'effectif moyen annuel.

4.2.3 Résultat financier

En EUR	31/ 12/ 2021 12 mois	31/ 12/ 2020 12 mois
Produits financiers		
Produits financiers de participations	11 977	7 845
Autres intérêts et produits assimilés	26 967	2 349
Reprises sur provisions et transferts de charges	27 543	15 561
Différences positives de change	160 984	96 945
Produit nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total produits financiers	227 471	122 700
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements et provisions	17 421	15 561
Intérêts et charges assimilées	364 277	378 957
Différences négatives de change	106 680	162 621
Ecart de conversion	1	1
Total charges financières	488 379	557 140
Résultat financier	- 260 908	- 434 440

Le résultat financier est constitué des charges financières et assimilées sur emprunts ainsi que des différences de change. Les différences de change concernent principalement des opérations hors exploitation, de fait elles restent classées en résultat financier et ne sont pas reclassées en exploitation.

4.2.4 Résultat exceptionnel

La distinction entre résultat courant et résultat exceptionnel est faite selon les règles du Code de Commerce. Le résultat exceptionnel comprend toutes les sommes ne se rattachant pas à l'exploitation courante.

La décomposition du résultat exceptionnel est la suivante :

En EUR	31/12/2021 12 mois	31/12/2020 12 mois
Quote part du subvention d'investissement	72 000	81 938
Produits cession éléments actifs	3 533 522	
Autres produits	12 179	9 612
Total produits exceptionnels	3 617 701	91 550
Charge exceptionnelle sur le litige Neptune	144 349	359 416
Charge exceptionnelle CIR et indemnité transactionnelle	151 064	72 043
Charge exceptionnelle sur Climatisation	34 753	23 990
Valeur nette comptable des éléments cédés	3 392 725	29 727
Autres charges	203	17 457
Total charges exceptionnels	3 723 094	502 633
Résultat exceptionnel	- 105 393	- 411 083

4.2.5 Impôt sur le résultat

En EUR	31/ 12/ 2021 12 mois	31/ 12/ 2020 12 mois
Impôts dus sur les bénéfices	- 180 445	56 184
Impôts différés sur les bénéfices	122 396	- 86 598
Total :	- 58 049	- 30 414

Impôt sur le résultat en EUR	Avant IS	IS	Après IS
Résultat courant avant impôt	736 727	31 699	768 426
Résultat exceptionnel	- 105 400	26 350	- 79 050
Résultat Net	631 327	58 049	689 376

PREUVE D'IMPOT En EUR	31/12/2021	31/12/2020
Résultat consolidé après impôt	689 376	583 947
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Résultat net consolidé après impôt des sociétés intégrées	689 376	583 947
Impôt réel	-36049	-30 414
Impôt différé changement de taux au résultat (CRC-99-02)		609
Résultat reconstitué avant impôt des sociétés intégrées	653 327	554 112
IMPOT THEORIQUE GROUPE	173 132	138 536
ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE GROUPE ET IMPOT REEL	-209 181	-168 950
JUSTIFICATION DE L'ECART		
Ecart sur bases imposées à taux différent		
Produits (minoration) d'impôts des autres éléments que l'impôts société	-224 861	-46 405
Charges (Majoration) d'impôts des autres éléments que l'impôts société		
Justification de l'écart lié au calcul de l'impôt	-224 861	-46 405
SOLDE ECART LIE AUX BASES FISCALES A JUSTIFIER		
Ecart permanents (Résultat non imposé hors dividendes internes)	14 835	-122 841
Autres bases	4 569	8 342
Non activation des déficits de la filiales BIO-UV ASIA et CORELEC	13 113	-2 231
Ajustement de taux sur les activations futures de déficits	22 000	62 205
Ecart taux d'impôt sur filiale étrangère	-38 837	-68 020
Justification de l'écart lié aux bases fiscales	15 680	-122 545
JUSTIFICATION GLOBALE DE L'ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE ET IMPOT REEL	-209 181	-168 950

Convention de signes : dans la partie relative à la justification des écarts les montants négatifs correspondent à des produits et les montants positifs à des charges.

Le produit d'impôt de 46 405 € correspond au crédit d'impôt recherche 2020 pour 176 111 € et au crédit d'impôt innovation pour 23 352 €. Le crédit d'impôt recherche s'établissait à 122 217 € au 31 décembre 2019. Ce produit est compensé par l'impôt relatif aux frais d'augmentation de capital de 153 059 €.

Le produit d'impôt de 224 861 € correspond au crédit d'impôt recherche et innovation 2021. Le crédit d'impôt recherche et innovation s'établissait à 199 463 € au 31 décembre 2020.

5 Autres informations

5.1 Information sectorielle

5.1.1 Documentation et explications sur les différents secteurs d'activité.

Le groupe adresse deux secteurs d'activités distincts dans la désinfection des eaux par UV :

- Le traitement des eaux dites récréatives, municipales et industrielles, dit secteur traditionnel / historique ou terrestre. En 2000, le Groupe a lancé la gamme BIO-UV de traitement automatique sans chlore des piscines et spas privés permettant d'adresser le marché dit Récréatif (piscines et spas privées et collectifs). Entre 2002 et 2011, le Groupe a complété ses activités historiques par des gammes de produits permettant d'adresser le marché de la potabilisation, traitement des effluents, des eaux usées et des eaux de process, dit marché Municipal et Industriel.
- Le traitement des eaux de ballast ou activité « maritime », qui est un marché porté par des exigences règlementaires qui imposent depuis septembre 2017 aux bateaux neufs et pour les bateaux existants à compter de septembre 2019 de disposer d'un équipement de traitement de leurs eaux de ballast. Le Groupe a lancé en 2011 le développement d'un système de traitement des eaux de ballast (BIO-SEA) qui a abouti à l'obtention de la certification OMI en 2013 et à l'obtention de la certification US Coast-Guard (USCG) en juin 2018. BIOUV-group améliore constamment sa gamme et ses services pour mieux répondre aux évolutions du marché.

5.1.2 Décomposition des principales données financières par secteur d'activité :

Ventilation du chiffre d'affaires :

Nature des activités		31/12/2021 12 mois		31/12/2020 12 mois	
		en KEUR	en %	en KEUR	en %
Chiffre d'affaires	activité terrestre	19 632	59%	17 573	51%
Chiffre d'affaires	activité maritime	13 830	41%	15 048	47%
Chiffre d'affaires	Total	33 462	100%	32 175	100%

5.2 Engagements hors bilan

5.2.1 Engagements hors bilan reçus

Néant

Aucune transaction matérielle n'a été réalisée avec des entreprises non consolidées ou des parties liées.

5.2.2 Dettes garanties par des suretés réelles

Hypothèque consentie par un tiers à hauteur de 892 742 € à la clôture pour le leasing immobilier sur le bâtiment à usage commercial.

5.2.3 Engagements hors bilan accordés

- Engagements donnés auprès de la Banque CIC :
 - Caution marché privé Gar. Exécution : 50 949 €
 - Goodwill pledge : 700 000 €

- Engagements donnés auprès de la HSBC :
 - Nantissement du fonds de commerce Bio UV : 1 000 000 €
- Engagements donnés auprès de la BNP :
 - Nantissement du fonds de commerce : 1 045 000 €
- Les engagements donnés sont relatifs au nantissement du fonds de commerce / pari-passu et se décomposent comme suit :

Emprunt En KEUR	Date de départ du nantissement / pari passu	Montant de l'emprunt	Montant restant dû au poste de bilan au 31/12/2021	Montant restant dû au poste de bilan au 31/12/2020
Banque Populaire du Sud	octobre-15	300	-	21
CIC Lyonnaise de Banque	avril-17	500	215	286
BNP Paribas	mai-17	300	129	172
Banque Populaire du Sud	mai-17	500	226	297
BNP Paribas	juin-18	200	79	119
HSBC	juin-18	200	85	125
CIC	juin-18	200	81	122
CRCA	juin-18	200	82	122
Banque Populaire du Sud	juin-18	400	263	325
BPI France / HSBC	septembre-19	1 000	1 000	1 000
HSBC	septembre-19	1 000	658	854
CREDIT AGRICOLE	septembre-19	1 500	1 225	1 517
CREDIT AGRICOLE (*)	octobre-21	5 000	4 933	
LA BANQUE POSTALE (*)	octobre-21	5 000	4 933	
France Economie Réelle (*)	octobre-21	5 000	5 000	
Total		21 300	18 909	4 960

(*) Nantissement titres CORELEC, garantie formalisé par actes séparés dans le cadre d'une convention intercréanciers

L'état s'est porté garant pour l'ensemble des PGE souscrits par la société BIO-UV Group.

5.3 Evènements postérieurs à la clôture

Concernant BIO-UV Group :

L'audience d'appel au titre du litige opposant la société BIO-UV Group à Neptune Benson s'est tenue le 26 janvier 2021, son jugement a été rendu le 13 mai 2021, confirmant le jugement en première instance, sans indiquer de montant. Depuis, les parties continuent d'échanger et aucun évènement significatif n'est intervenu.

Dans le cadre du rachat de CORELEC, il a été convenu qu'un complément de prix de 5 M€ soit versé au 31 mars 2022, en plus des 15 M€ versés au moment de l'acquisition. Dans l'hypothèse la plus probable, le coût total de l'acquisition serait d'environ 25 M€. Pour couvrir l'acquisition, BIO-UV Group a contracté des emprunts à hauteur de 18 M€ auprès de ses partenaires bancaires en novembre 2021.

BIO-UV Group a acheté en février 2022 une parcelle jouxtant, le bâtiment existant, et déposé le 1er Avril 2022 un permis de construire pour agrandir son site de Lunel de 1200 m². La mise en service est prévue courant mars 2023, permettant ainsi à l'entreprise d'accueillir sur ce site jusqu'à 120 personnes.

Concernant l'impact de la guerre en Ukraine, le Groupe a réalisé environ 1 % de son activité en 2021 avec la Russie, la Biélorussie ou l'Ukraine. Par ailleurs, le groupe n'a pas de site de production, ni de salarié exposé sur cette zone, et ne réalise aucun achat direct avec des fournisseurs dans ces territoires. L'exposition directe au conflit en Ukraine est très faible pour le groupe, ce qui est confirmé par la bonne activité commerciale du premier trimestre 2022 et le fort carnet de commandes pour le second trimestre 2022. En revanche, les difficultés d'approvisionnement notamment sur les cartes électroniques Siemens, les augmentations des prix de nombreux articles et les retards logistiques sont plus nombreux qu'en 2021, et nous incitent à la plus grande prudence pour l'exercice en cours.

VI. COMPTES SOCIAUX DE LA SOCIETE BIO-UV GROUP POUR L'EXERCICE CLOS LE 31
DECEMBRE 2021



BILAN ACTIF

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Capital souscrit non appelé (0)						
Actif Immobilisé						
Frais d'établissement						
Recherche et développement	14 263 914	8 464 999	5 798 915	8,23	5 730 022	12,99
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires	211 879	164 978	46 901	0,07	34 673	0,08
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	4 095 239	75 401	4 019 838	5,70	4 208 221	9,54
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
Terrains	88 259	9 715	78 544	0,11	60 319	0,14
Constructions	128 838	53 262	75 576	0,11	65 762	0,15
Installations techniques, matériel & outillage industriels	540 596	421 075	119 521	0,17	117 316	0,27
Autres immobilisations corporelles	531 870	392 966	138 904	0,20	107 723	0,24
Immobilisations en cours	17 010		17 010	0,02		
Avances & acomptes						
Participations évaluées selon mise en équivalence						
Autres Participations	33 450 861	41 725	33 409 136	47,39	8 601 763	19,51
Créances rattachées à des participations	227 554		227 554	0,32	222 536	0,50
Autres titres immobilisés	1 055 382		1 055 382	1,50	514 110	1,17
Prêts	2 050		2 050	0,00	49 695	0,11
Autres immobilisations financières	5 337 567		5 337 567	7,57	165 623	0,38
TOTAL (I)	59 951 018	9 624 121	50 326 897	71,39	19 877 762	45,08
Actif circulant						
Matières premières, approvisionnements	5 857 599		5 857 599	8,31	6 197 579	14,05
En cours de production de biens	215 391		215 391	0,31		
En cours de production de services						
Produits intermédiaires et finis	1 942 858	266 622	1 676 236	2,38	1 372 124	3,11
Marchandises	160 145		160 145	0,23	132 952	0,30
Avances & acomptes versés sur commandes	54 808		54 808	0,08	336 988	0,76
Clients et comptes rattachés	3 189 438	47 450	3 141 988	4,46	2 822 625	6,40
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs						
. Personnel					207	0,00
. Organismes sociaux	2 941		2 941	0,00		
. Etat, impôts sur les bénéfices	367 894		367 894	0,52	217 977	0,49
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	321 160		321 160	0,46	539 287	1,22
. Autres	374 900	141 206	233 694	0,33	528 420	1,20
Capital souscrit et appelé, non versé						
Valeurs mobilières de placement	109 504		109 504	0,16		
Instruments financiers à terme et jetons détenus						
Disponibilités	7 850 958		7 850 958	11,14	11 867 313	26,91
Charges constatées d'avance	162 980		162 980	0,23	176 193	0,40
TOTAL (II)	20 610 575	455 278	20 155 297	28,59	24 191 665	54,86
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des obligations (IV)						
Ecarts de conversion et différences d'évaluation actif (V)	17 541		17 541	0,02	27 543	0,06
TOTAL ACTIF (0 à V)	80 579 135	10 079 399	70 499 736	100,00	44 096 969	100,00

BILAN PASSIF

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	
Capitaux propres				
Capital social ou individuel (dont versé : 10 346 993)	10 346 993	14,68	10 346 993	23,46
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	18 484 040	26,22	18 484 040	41,92
Ecarts de réévaluation				
Réserve légale				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	-1 800 382	-2,54	-1 424 398	-3,22
Résultat de l'exercice	291 954	0,41	-375 984	-0,84
Subventions d'investissement	174 374	0,25	246 374	0,56
Provisions réglementées	399 218	0,57	211 360	0,48
TOTAL (I)	27 896 197	39,57	27 488 385	62,34
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées	135 000	0,19	225 000	0,51
TOTAL (II)	135 000	0,19	225 000	0,51
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques	17 421	0,02	27 543	0,06
Provisions pour charges	165 960	0,24		
TOTAL (III)	183 381	0,26	27 543	0,06
Emprunts et dettes				
Emprunts obligataires convertibles	1 543 129	2,19	1 545 372	3,50
Autres Emprunts obligataires	5 034 375	7,14		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
. Emprunts	20 759 165	29,45	9 296 788	21,08
. Découverts, concours bancaires			260 385	0,59
Emprunts et dettes financières diverses				
. Divers	18 864	0,03	263 782	0,60
. Associés				
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours	1 009 302	1,43	588 487	1,33
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 930 712	4,16	3 137 739	7,12
Dettes fiscales et sociales				
. Personnel	699 109	0,99	477 259	1,08
. Organismes sociaux	451 401	0,64	353 624	0,80
. Etat, impôts sur les bénéficiaires				
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	2 547	0,00		
. Etat, obligations cautionnées				
. Autres impôts, taxes et assimilés	267 873	0,38	352 423	0,80
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 116	0,00	1 116	0,00
Autres dettes	9 360 882	13,28	67 021	0,15
Instruments financiers à terme				
Produits constatés d'avance	206 683	0,29		
TOTAL (IV)	42 285 157	59,98	16 343 997	37,06
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif (V)			12 045	0,03
TOTAL PASSIF (I à V)	70 499 736	100,00	44 096 969	100,00

COMPTES DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

Présenté en Euros

COMPTES DE RÉSULTAT	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	Variation absolue (12 / 12)	%
---------------------	---	---	-----------------------------------	---

	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%
Ventes de marchandises	2 707 653	1 149 432	3 857 085	15,57	3 372 140	14,38	484 945	14,38
Production vendue biens	5 783 990	13 192 848	18 976 838	76,60	19 149 115	81,65	-172 277	-0,89
Production vendue services	354 679	1 586 826	1 941 505	7,84	932 562	3,98	1 008 943	108,19
Chiffres d'Affaires Nets	8 846 322	15 929 106	24 775 428	100,00	23 453 818	100,00	1 321 610	5,63

Production stockée	737 978	2,98	648 464	2,76	89 514	13,80
Production immobilisée	651 767	2,63	587 644	2,51	64 123	10,91
Subventions d'exploitation	48 485	0,20	70 292	0,30	-21 807	-31,01
Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges	79 023	0,32	117 291	0,50	-38 268	-32,62
Autres produits	3 372	0,01	216	0,00	3 156	N/S
Total des produits d'exploitation (I)	26 296 053	106,14	24 877 725	106,07	1 418 328	5,70
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	1 073 911	4,33	1 080 111	4,61	-6 200	-0,56
Variation de stock (marchandises)	-27 193	-0,10	408 519	1,74	-435 712	-106,65
Achats de matières premières et autres approvisionnements	9 193 920	37,11	12 830 739	54,71	-3 636 819	-28,33
Variation de stock (matières premières et autres approv.)	339 980	1,37	-3 274 996	-13,95	3 614 976	110,38
Autres achats et charges externes	6 616 947	26,71	6 437 059	27,45	179 888	2,79
Impôts, taxes et versements assimilés	290 038	1,17	367 584	1,57	-77 546	-21,09
Salaires et traitements	3 942 627	15,91	3 422 835	14,59	519 792	15,19
Charges sociales	1 897 373	7,66	1 407 314	6,00	490 059	34,82
Dotations aux amortissements sur immobilisations	2 086 042	8,42	1 580 628	6,74	505 414	31,98
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant	402 544	1,62	51 045	0,22	351 499	688,61
Dotations aux provisions pour risques et charges						
Autres charges	146 739	0,59	78 902	0,34	67 837	85,98
Total des charges d'exploitation (II)	25 962 928	104,79	24 389 740	103,99	1 573 188	6,45
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	333 125	1,34	487 985	2,08	-154 860	-31,72
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations	233 754	0,94			233 754	N/S
Produits des autres valeurs mobilières et créances						
Autres intérêts et produits assimilés	38 559	0,16	10 193	0,04	28 366	278,29
Reprises sur provisions et transferts de charges	27 543	0,11	15 561	0,07	11 982	77,00
Différences positives de change	143 524	0,58	36 014	0,15	107 510	298,52
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (V)	443 379	1,79	61 768	0,26	381 611	617,81
Dotations financières aux amortissements et provisions	59 146	0,24	27 543	0,12	31 603	114,74
Intérêts et charges assimilés	249 761	1,01	221 517	0,94	28 244	12,75
Différences négatives de change	51 026	0,21	63 537	0,27	-12 511	-19,68
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements						
Total des charges financières (VI)	359 933	1,45	312 597	1,33	47 336	15,14
RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)	83 446	0,34	-250 829	-1,06	334 275	133,27
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)	416 571	1,68	237 156	1,01	179 415	75,65

COMPTES DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

Présenté en Euros

COMPTES DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	12 179	0,05	9 612	0,04	2 567	26,71
Produits exceptionnels sur opérations en capital	3 605 522	14,55	81 938	0,35	3 523 584	N/S
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Total des produits exceptionnels (VII)	3 617 701	14,60	91 550	0,39	3 526 151	N/S
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	331 178	1,34	472 900	2,02	-141 722	-29,96
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	3 391 713	13,69	29 727	0,13	3 361 986	N/S
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	187 858	0,76	169 088	0,72	18 770	11,10
Total des charges exceptionnelles (VIII)	3 910 749	15,78	671 715	2,86	3 239 034	482,20
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-293 049	-1,17	-580 166	-2,46	287 117	49,49
Participation des salariés (IX)			79 379	0,34	-79 379	-100,00
Impôts sur les bénéfices (X)	-168 431	-0,67	-46 405	-0,19	-122 026	-262,95
Total des Produits (I+III+V+VII)	30 357 133	122,53	25 031 042	106,72	5 326 091	21,28
Total des Charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	30 065 179	121,35	25 407 027	108,33	4 658 152	18,33
RÉSULTAT NET	291 954	1,18	-375 984	-1,59	667 938	177,65
	<i>Bénéfice</i>		<i>Perte</i>			
Dont Crédit-bail mobilier	8 777	0,04	5 965	0,03	2 812	47,14
Dont Crédit-bail immobilier	310 235	1,25	311 042	1,33	-807	-0,25

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

BILAN ACTIF

DÉTAILLÉ Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Capital souscrit non appelé (0)						
Actif Immobilisé						
Frais d'établissement						
Recherche et développement	14 263 914	8 464 999	5 798 915	8,23	5 730 022	12,99
2030070000 FRAIS DE R&D PROTOS	17 815		17 815	0,03	17 815	0,04
2030110000 PROTOS 2011	365 800		365 800	0,52	365 800	0,83
2031100000 PROJET ENORM	86 940		86 940	0,12	86 940	0,20
2031230000 PROJET BWM - BIO SEA	3 065 402		3 065 402	4,35	3 065 402	6,95
2032000000 DEVELOPPEMENT SITE INTRANET	47 676		47 676	0,07	21 561	0,05
2032001100 BIOSEA + AMELIORATIONS	396 076		396 076	0,56	396 076	0,90
2032003000 ONORM DW	99 761		99 761	0,14	99 761	0,23
2032005000 BIOSEA 30-60	77 202		77 202	0,11	77 202	0,18
2032006000 BIOSEA B B0500 SMVALVES EP	120 220		120 220	0,17	120 220	0,27
2032014800 2014-8 RW 10/20/40	9 874		9 874	0,01	9 874	0,02
2032015300 2015-3- DVL P BIOSEA	494 176		494 176	0,70	465 571	1,06
2032016070 2016-07 E-PDM	7 821		7 821	0,01	7 821	0,02
2032016100 DEV BIOSEA LF	52 319		52 319	0,07		
2032016120 DEV PLC BIOSEA B	23 404		23 404	0,03		
2032016130 DEV PLC BIOSEA LF	8 301		8 301	0,01		
2032016200 2016-20 DELTA MANAGER	15 510		15 510	0,02	15 510	0,04
2032017020 COFFRETS BIO-UV	54 412		54 412	0,08	54 412	0,12
2032017050 GAMMES BIO DEV	148 710		148 710	0,21	148 710	0,34
2032018000 BIOSEA B TA USCG	6 739 820		6 739 820	9,56	6 739 820	15,28
2032018020 O CLEAR	183 928		183 928	0,26		
2032018030 OPTIMISATION GAMME	61 405		61 405	0,09		
2032018050 2018-05 LOGICIEL INTERNE	13 040		13 040	0,02	13 040	0,03
2032018060 BIOSEA LF	176 690		176 690	0,25		
2032019040 NOUVELLE ARMOIRE BIOSEA	25 106		25 106	0,04		
2032019050 BIOSEA B FILTRE USCG	99 941		99 941	0,14	99 941	0,23
2032019060 BIOSEA IMO NOUVEAU G8	939 773		939 773	1,33		
2032019100 BMP 1500	139 093		139 093	0,20	139 093	0,32
2032019110 COFFRET UV HOME	17 425		17 425	0,02	17 425	0,04
2032019120 NOUVEL AUTOMATE BIOSEA	149 231		149 231	0,21		
2032019160 MALETTE VERIF CAPTEUR UV	3 230		3 230	0,00		
2032100000 NOWMMA	43 191		43 191	0,06	43 191	0,10
2032201540 BANC TEST BIOSEA2	7 404		7 404	0,01	7 404	0,02
2036507310 BIOSEA CLASSE STATUTAIRE	73 535		73 535	0,10		
2036510510 SKID BIOSEA B	21 563		21 563	0,03		
2036518660 BIOSCAN LIGHT ACTIV	283 922		283 922	0,40	260 528	0,59
2036548520 BIOSCAN BOX	99 649		99 649	0,14		
2036569330 UV NEO REMPLACEMENT GAMME DELT	32 320		32 320	0,05		
2036570350 BIOSCAN MOBILE	41 103		41 103	0,06		
2036654020 RW 48	21 129		21 129	0,03		
2803070000 AMORT PROTO 2007		17 815	-17 815	-0,02	-17 815	-0,03
2803100000 AMORTISSEMENT ENORM		86 940	-86 940	-0,11	-86 940	-0,19
2803110000 AMORTISSEMENT PROTO 2011		365 800	-365 800	-0,51	-365 800	-0,82
2803120000 AMORT PROJET BALLAST		3 065 402	-3 065 402	-4,34	-2 983 396	-6,76
2803200000 AMORT SITE INTRANET		25 574	-25 574	-0,03	-21 561	-0,04
2803200110 AMORT BIOSEA+AMELIO		352 600	-352 600	-0,49	-271 868	-0,61
2803200300 AMORT ONORM DW		84 150	-84 150	-0,11	-60 964	-0,13
2803200500 AMORT BIOSEA 30-60		73 714	-73 714	-0,09	-58 297	-0,12
2803200600 AMORT BIOSEA B 0500 SM VALVES		108 198	-108 198	-0,14	-84 154	-0,18
2803200800 AMORTISSEMENT BIOSEA B TA USCG		3 580 433	-3 580 433	-5,07	-2 440 523	-5,52
2803200805 Amortissements 2018-05 Logiciels interne		3 269	-3 269	0,00	-3 269	-0,00
2803201480 AMORT RW 10/20/40		3 955	-3 955	-0,00	-1 980	0,00
2803201607 AMORT E-PDM		2 871	-2 871	0,00	-1 307	0,00
2803201610 AMORT DEV BIOSEA LF		10 464	-10 464	-0,00		

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

DÉTAILLÉ Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
2803201612 AMORT DEV PLC BIOSEA LF		2 353	-2 353	0,00		
2803201613 AMORT DEV PLC BIOSEA LF		835	-835	0,00		
2803201620 AMORT DATA MANAGER		6 213	-6 213	-0,00	-3 111	-0,00
2803201702 AMORT COFFRETS BIOUV		21 795	-21 795	-0,02	-10 913	-0,01
2803201705 AMORT GAMMES BIO DEV		44 507	-44 507	-0,05	-14 765	-0,02
2803201802 AMORT O CLEAR		36 786	-36 786	-0,04		
2803201803 AMORT OPTIMISATION GAMME		12 281	-12 281	-0,01		
2803201805 AMORT 2018-05 LOGICIEL INTERNE		3 260	-3 260	0,00		
2803201806 AMORT BIOSEA LF		35 338	-35 338	-0,04		
2803201904 AMORT NOUVELLE ARMOIRE BIOSEA		2 525	-2 525	0,00		
2803201905 AMORT BIOSEA B FILTRE		50 026	-50 026	-0,06	-30 038	-0,06
2803201906 AMORT BIOSEA IMO NOUVEAU G8		94 499	-94 499	-0,12		
2803201910 AMORT BMP 1500		42 999	-42 999	-0,05	-15 180	-0,02
2803201911 AMORT COFFRET UV HOME		8 724	-8 724	-0,00	-4 368	-0,00
2803201912 AMORT NOUVEL AUTOMATE BIOSEA		12 724	-12 724	-0,01		
2803201916 AMORT MALETTE VERIF CAPTEUR UV		646	-646	0,00		
2803210000 AMORT NOWMMA		43 191	-43 191	-0,05	-43 191	-0,09
2803220153 AMORT BIOSEA		118 397	-118 397	-0,16	-23 279	-0,04
2803220154 AMORT BANC BIOSEA2		1 855	-1 855	0,00	-374	0,00
2803650731 AMORT BIOSEA CLASSE STATUTAIRE		14 707	-14 707	-0,01		
2803651051 AMORT SKID BIOSEA B		5 206	-5 206	-0,00		
2803651866 AMORT BIOSCAN LIGHT ACTIV		54 451	-54 451	-0,07		
2803654852 AMORT BIOSCAN BOX		24 912	-24 912	-0,03		
2803656933 AMORT UV NEO REMPL GAMME DELTA		4 040	-4 040	-0,00		
2803657035 AMORT BIOSCAN MOBILE		41 103	-41 103	-0,05		
2803665402 AMORT RW 48		440	-440	0,00		
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires	211 879	164 978	46 901	0,07	34 673	0,08
2050000000 CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	211 879		211 879	0,30	176 919	0,40
2805000000 AMORT.CONCESSIONS BREVETS		164 978	-164 978	-0,22	-142 247	-0,31
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	4 095 239	75 401	4 019 838	5,70	4 208 221	9,54
2081000000 TAXE PC - BAT 850 AV L MEDARD	150 387		150 387	0,21	150 387	0,34
2081100000 UVPS	226 247		226 247	0,32	226 247	0,51
2081200000 UVI	43 520		43 520	0,06	43 520	0,10
2081300000 TUP BIO-UV	836 175		836 175	1,19	836 175	1,90
2081400000 TUP BIOSEA	103 480		103 480	0,15	103 480	0,23
2322016100 2016-10 - DVLPL BIOSEA LF					52 319	0,12
2322016120 2016-12 - DVLPL PLC BIOSEA B					22 767	0,05
2322016130 2016-13 - DVLPL PLC BIOSEA LF					8 301	0,02
2322018020 2018-02 - UV+ ELECTROLYSE					174 688	0,40
2322018030 2018-03 - OPTIMISATION GAMME PE AM					61 405	0,14
2322018040 2018-04 - SMART FERTI REUSE	1 246		1 246	0,00	1 246	0,00
2322018060 2018-06 - BIOSEA LF					176 690	0,40
2322019010 2019-01 - MESURE UVT EN LIGNE	9 485		9 485	0,01	9 485	0,02
2322019040 2019-04 NOUVELLES ARMOIRES ETA BIOSEA					25 106	0,06
2322019060 2019-06 BIOSEA IMO NOUVEAU G8					834 218	1,89
2322019070 2019-07 - LBBM	25 833		25 833	0,04	25 833	0,06
2322019110 2019-11 - COFFRET UV HOME CE	14 547		14 547	0,02	2 578	0,01
2322019120 2019-12 NOUVEL AUTOMATE BIOSEA					69 964	0,16
2322019140 2019-14 - CANAL OUVERT AQUACULTURE	60 921		60 921	0,09	59 497	0,13
2322019160 2019-16 MALETTE VERIFICATION CAPTEURS UV					3 230	0,01
2322019190 2019-19 NOUVEAUX COFFRETS GAMMES HO	50 114		50 114	0,07	18 399	0,04
2322021001 2021-001 DOUCHETTES PRODUCTION	69 792		69 792	0,10		
2322021002 2021-002 SKID CAPOTE	3 953		3 953	0,01		
2326507310 2020-650731 BIOSEA CLASSES STATUTAIRES	106 746		106 746	0,15	55 832	0,13
2326508570 2020-650857 2ND FILTRE BIOSEA - HYDAC	1 364 707		1 364 707	1,94	978 753	2,22
2326510510 2020-651051 SKID BIOSEA B					20 824	0,05
2326512070 651207 - CERTIFICATIONS PRODUITS	5 511		5 511	0,01		
2326517890 651789 - INTEGRA	191 901		191 901	0,27		

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

DÉTAILLÉ Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
2326523700 2020-652370 BIO SCAN PARASOL	381 876		381 876	0,54	181 597	0,41
2326548520 2020-654852 BIO SCAN BOX					95 499	0,22
2326569330 UV NEO REMPLACEMENT DELTA GAMME E					16 748	0,04
2326570350 2020-657035 BIOSCAN MOBILE					10 023	0,02
2326583380 2020-658338 BIOSEA M (BIOSEA C)	399 051		399 051	0,57	3 292	0,01
2326587200 2020-658720 CF NSF CRYPTO	13 279		13 279	0,02	5 493	0,01
2326607920 2021-660792 SKID BIOSEA M	15 405		15 405	0,02		
2326635260 2021-663526 GAMME PE AM OPTIMISATION	2 528		2 528	0,00		
2326653760 2021-665376 AOP GEN II	8 126		8 126	0,01		
2326654020 2021-665402 RW 48	10 409		10 409	0,01		
2808100000 AMORT TAXE TLE		75 401	-75 401	-0,10	-65 375	-0,14
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
Terrains	88 259	9 715	78 544	0,11	60 319	0,14
2110000000 TERRAINS	26 006		26 006	0,04		
2120000000 AGENCEMENTS TERRAIN	62 253		62 253	0,09	62 253	0,14
2812000000 AMORT AGENCEMENT TERRAIN		9 715	-9 715	-0,00	-1 934	0,00
Constructions	128 838	53 262	75 576	0,11	65 762	0,15
2135000000 AMENAGEMENT AG INSTALLATION CONSTRUCTION	128 838		128 838	0,18	101 926	0,23
2813500000 AMORT AAI BATIMENT		53 262	-53 262	-0,07	-136 164	-0,07
Installations techniques, matériel & outillage industriels	540 596	421 075	119 521	0,17	117 316	0,27
2150000000 INSTALLATIONS TECHNIQUES	428 595		428 595	0,61	384 201	0,87
2154000000 MATERIEL INDUSTRIEL UVI PAS DE MOUVEMENT	112 001		112 001	0,16	112 001	0,25
2815000000 AMORT.INS.TEC.MAT.OUT.IND		309 074	-309 074	-0,43	-266 885	-0,60
2815400000 AMORTISSEMENT MATERIEL INDUSTRIEL		112 001	-112 001	-0,15	-112 001	-0,24
Autres immobilisations corporelles	531 870	392 966	138 904	0,20	107 723	0,24
2180000000 AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES					9 360	0,02
2181000000 INSTALLATIONS GEN -AGENCEMENT-...	50 482		50 482	0,07	41 122	0,09
2182000000 MATERIEL DE TRANSPORT	13 999		13 999	0,02		
2183000000 MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	265 375		265 375	0,38	262 910	0,60
2183100000 MATERIEL BUREAU FRANCE	134 385		134 385	0,19	64 927	0,15
2184000000 MOBILIER DE BUREAU	67 629		67 629	0,10	58 059	0,13
2818100000 AMORT AAI		29 258	-29 257	-0,03	-21 825	-0,04
2818200000 AMORT MATERIEL DE TRANSPORT		2 917	-2 916	0,00		
2818300000 AMORT MAT BUREAU		250 061	-250 061	-0,34	-233 412	-0,52
2818310000 AMORT MATERIEL BUREAU FRANCE		53 589	-53 589	-0,07	-19 797	-0,03
2818400000 AMORT.MOBILIER		57 141	-57 141	-0,07	-53 621	-0,11
Immobilisations en cours	17 010		17 010	0,02		
2310000000 IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	17 010		17 010	0,02		
Avances & acomptes						
Participations évaluées selon mise en équivalence						
Autres Participations	33 450 861	41 725	33 409 136	47,39	8 601 763	19,51
2612000000 TITRES BIO-UV ASIA	1 116		1 116	0,00	1 116	0,00
2613000000 TITRES DE PARTICIPATION TRIOGEN	7 755 206		7 755 206	11,00	7 755 206	17,59
2613100000 FRAIS ACQUISITIONS TRIOGEN	845 441		845 441	1,20	845 441	1,92
2614000000 TITRES CORELEC	24 286 000		24 286 000	34,45		
2614100000 FRAIS ACQUISITION CORELEC	563 098		563 098	0,80		
2961000000 PROV PR DEPRECIATION DES TITRES		41 725	-41 725	-0,05		
Créances rattachées à des participations	227 554		227 554	0,32	222 536	0,50
2671020000 CREANCES / PARTICIPATIONS BIOUV ASIA LTD	227 554		227 554	0,32	222 536	0,50
Autres titres immobilisés	1 055 382		1 055 382	1,50	514 110	1,17
2771000000 ACTIONS PROPRES OU PARTS PROPRES	1 055 382		1 055 382	1,50	514 110	1,17
Prêts	2 050		2 050	0,00	49 695	0,11
2743000000 PRETS AU PERSONNEL	2 050		2 050	0,00		
2748000000 PRET CILEO ACTION LOGEMENT PEEC					49 695	0,11
Autres immobilisations financières	5 337 567		5 337 567	7,57	165 623	0,38
2750000000 DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	65 383		65 383	0,09	65 023	0,15
2750000001 DEPOT GARANTIE BUSINESS FRANCE					6 000	0,01

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

DÉTAILLÉ Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
2750000002 DEPOT DE GARANTIE TTE GULF MANAGEMENT CO	6 006		6 006	0,01		
2750000003 DEPOT GARANTIE HUBHUB HUNGARY	203		203	0,00		
2750000004 RG/ PRET BPI 250 K? 1640000004	12 500		12 500	0,02	12 500	0,03
2750000006 RG/ PRET BPI 300 K? 1640000006	15 000		15 000	0,02	15 000	0,03
2750000007 RETENUE GARANTIE BPI FRANCE KELTIC	50 000		50 000	0,07	50 000	0,11
2750000008 GARANTIE PRET BPI ACHAT CORELEC	150 000		150 000	0,21		
2751000000 DEPOTS PROCES CLIMATISATION	37 200		37 200	0,05	17 100	0,04
2751000001 DEPOT DE GARANTIE ALD AUTOMOTIVE POLSKA	1 275		1 275	0,00		
2754000000 GARANTIE ACHAT CORELEC	5 000 000		5 000 000	7,09		
TOTAL (I)	59 951 018	9 624 121	50 326 897	71,39	19 877 762	45,08
Actif circulant						
Matières premières, approvisionnements	5 857 599		5 857 599	8,31	6 197 579	14,05
3110000000 MATIERES GROUPE A	5 832 295		5 832 295	8,27	6 166 960	13,98
3260000000 EMBALLAGES	25 304		25 304	0,04	30 618	0,07
En cours de production de biens	215 391		215 391	0,31		
3310000000 PRODUITS EN COURS	215 391		215 391	0,31		
En cours de production de services						
Produits intermédiaires et finis	1 942 858	266 622	1 676 236	2,38	1 372 124	3,11
3500000000 STOCKS PROD.EN COURS PROD	1 942 858		1 942 858	2,76	1 420 271	3,22
3950000000 PROVISIONS SUR STOCK DE PRODUITS		266 622	-266 622	-0,37	-48 147	-0,10
Marchandises	160 145		160 145	0,23	132 952	0,30
3700000000 STOCK MARCHANDISES	125 821		125 821	0,18	104 881	0,24
3800000000 STOCKS EN VOIE D'ACHEMINEMENT	34 324		34 324	0,05	28 071	0,06
Avances & acomptes versés sur commandes	54 808		54 808	0,08	336 988	0,76
4091000000 FOURNISSEURS AVANCE ACOMPTES	54 808		54 808	0,08	336 988	0,76
Clients et comptes rattachés	3 189 438	47 450	3 141 988	4,46	2 822 625	6,40
4110000000 CLIENTS	3 019 209		3 019 209	4,28	2 700 378	6,12
4130000000 CLIENTS EFFETS A RECEVOIR	155 669		155 669	0,22	126 834	0,29
4181000000 CLIENTS PROD.NON ENC.FACTURES	14 560		14 560	0,02		
4910000000 PROVISIONS SUR COMPTES CLIENTS		47 450	-47 450	-0,06	-4 587	-0,00
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs						
. Personnel					207	0,00
4210000000 PERSONNEL - REMUNERATIONS DUES					207	0,00
. Organismes sociaux	2 941		2 941	0,00		
4387010000 CHARGES SOCIALES PAR	2 941		2 941	0,00		
. Etat, impôts sur les bénéfiques	367 894		367 894	0,52	217 977	0,49
4440000000 IMPOTS SUR LES BENEFICES	367 894		367 894	0,52	217 977	0,49
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	321 160		321 160	0,46	539 287	1,22
4456200000 TVA IMMOBILISATIONS	192		192	0,00		
4456600000 TVA DEDUCTIBLE SUR ABS	11 243		11 243	0,02	1 360	0,00
4456610000 TVA Déductible lors du paiement	67 731		67 731	0,10	62 909	0,14
4456620000 TVA DD/ACQUISITION INTRACOMM	1 281		1 281	0,00		
4456650000 TVA/PREST. INTRACOMMUNAUTAIRES	1 266		1 266	0,00		
4456670000 TVA DEDUCTIBLE DIVERS PAYS CEE	167		167	0,00		
4458300000 CREDIT DE TVA DEMANDE	213 911		213 911	0,30	456 114	1,03
4458600000 TVA FACTURES NON PARVENUES	25 369		25 369	0,04	18 904	0,04
. Autres	374 900	141 206	233 694	0,33	528 420	1,20
4098000000 AVOIRS A RECEVOIR	2 239		2 239	0,00	39 037	0,09
4410000000 QUOTE PART 16/36 SAPHIR					128 064	0,29
4430000000 OPERATIONS PARTICULIERES AVEC L'ETAT	286		286	0,00		
4625000000 CREANCES SUR VENTES DELTA ESCROW	141 206		141 206	0,20	129 616	0,29
4670000000 AUTRES COMPTES DEBITEURS OU CREDITEURS					1 995	0,00
4670009000 FRAIS DEVAL XAVIER					1 500	0,00
4670025000 FRAIS MARTENS-WORMANSEDER ESTELLE					23	0,00
4670027000 FRAIS NGUYEN TRUONG ALAIN					1 094	0,00

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

BILAN ACTIF

DÉTAILLÉ Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
4670050000 FRAIS BARTCZAK DAMIEN					943	0,00
4670051000 FRAIS FALCONY ERIC					1 317	0,00
4670053000 FRAIS JULIA ANNE					66	0,00
4670071000 FRAIS MIGEON LAURENT-EMMANUEL					69	0,00
4670080000 FRAIS SAMPIERI LAURENT					933	0,00
4670137000 FRAIS DEDEURWAERDER MAXIME					1 000	0,00
4672000000 AVANCES FRAIS DIVERS	8 926		8 926	0,01	1 400	0,00
4675000000 COMPTE ATTENTE BATIMENT	5 797		5 797	0,01	5 797	0,01
4678000000 TITRES RESTAURANT PAR SALARIALE	5 938		5 938	0,01	5 059	0,01
4781000000 Créance future d'impôt différé	36 400		36 400	0,05	36 400	0,08
4782000000 CREANCE FUTURE IMPOTS DIFFERE BIO-UV	174 108		174 108	0,25	174 108	0,39
4960000000 PROVISIONS SUR COMPTES DEBITEURS DIVERS		141 206	-141 206	-0,19		
Capital souscrit et appelé, non versé						
Valeurs mobilières de placement	109 504		109 504	0,16		
5020000000 ACTIONS PROPRES	109 504		109 504	0,16		
Instruments financiers à terme et jetons détenus						
Disponibilités	7 850 958		7 850 958	11,14	11 867 313	26,91
5112000000 CHEQUE A ENCAISSER					17 479	0,04
5121000000 LA BANQUE POSTALE	6 680		6 680	0,01		
5121100000 CREDIT AGRICOLE BIO-UV	170 429		170 429	0,24	175 433	0,40
5121210000 BNP PARIBAS BIO-UV	3 692		3 692	0,01	22 605	0,05
5121300000 BANQUE POPULAIRE DU SUD BIO-UV	17 931		17 931	0,03	92 938	0,21
5121400000 GILBERT DUPONT	102 104		102 104	0,14	173 830	0,39
5121410000 GILBERT DUPONT BIO UV RACHAT	6 349		6 349	0,01	206	0,00
5121500000 SOCIETE MARSEILLAISE DE CREDIT	359 368		359 368	0,51	248 338	0,56
5124100000 HSBC USD BIO-UV	1 413 786		1 413 786	2,01	246	0,00
5124120000 HSBC GBP	25 200		25 200	0,04	24 980	0,06
5124140000 CIC USD BIO-UV	76 698		76 698	0,11	15 941	0,04
5124150000 SMC USD	68 852		68 852	0,10		
5125000000 HSBC BIO-UV	96 909		96 909	0,14	410 373	0,93
5125080000 DAT GROUPEMENT	5 400 000		5 400 000	7,66	7 805 164	17,70
5127000000 CIC NIMES BIO-UV	99 209		99 209	0,14	2 879 023	6,53
5301000000 CAISSE ACCUEIL BIO-UV	28		28	0,00	64	0,00
5310000000 CAISSE	3 460		3 460	0,00	559	0,00
5310010000 CAISSE NIS ISRAEL SHEKEL	6		6	0,00	6	0,00
5310020000 CAISSE ROUBLE RUSSE	9		9	0,00	8	0,00
5310050000 CAISSE couronne danoise DKK	47		47	0,00	47	0,00
5314000000 CAISSE USD BIO-UV	17		17	0,00		
5314020000 CAISSE ROUMANIE LEU	12		12	0,00	13	0,00
5314030000 CAISSE POLOGNE	20		20	0,00	20	0,00
5314040000 CAISSE VIETNAM VND	2		2	0,00	2	0,00
5314050000 CAISSE CANADA US	37		37	0,00	35	0,00
5314080000 CAISSE GBP LIVRE STERLING	112		112	0,00	4	0,00
Charges constatées d'avance	162 980		162 980	0,23	176 193	0,40
4860000000 CHARGES CONSTATEES D'AVANCES	162 980		162 980	0,23	176 193	0,40
TOTAL (II)	20 610 575	455 278	20 155 297	28,59	24 191 665	54,86
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des obligations (IV)						
Ecarts de conversion et différences d'évaluation actif (V)	17 541		17 541	0,02	27 543	0,06
4761000000 DIMINUTION DES CREANCES	10 622		10 622	0,02	25 479	0,06
4762000000 AUGMENTATION DES DETTES	6 919		6 919	0,01	2 064	0,00
TOTAL ACTIF (0 à V)	80 579 135	10 079 399	70 499 736	100,00	44 096 969	100,00

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	
Capitaux propres				
Capital social ou individuel (dont versé : 10 346 993) 1013000000 CAPITAL SOCIAL	10 346 993	14,68	10 346 993	23,46
	10 346 993	14,68	10 346 993	23,46
Primes d'émission, de fusion, d'apport ... 1041000000 PRIMES D'EMISSION	18 484 040	26,22	18 484 040	41,92
	18 484 040	26,22	18 484 040	41,92
Ecarts de réévaluation				
Réserve légale				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau 1190000000 REPORT A NOUVEAU DEBITEUR	-1 800 382	-2,54	-1 424 398	-3,22
	-1 800 382	-2,54	-1 424 398	-3,22
Résultat de l'exercice	291 954	0,41	-375 984	-0,84
Subventions d'investissement	174 374	0,25	246 374	0,56
1381010000 SUBVENTION FEDER - BIOSEA 2	450 000	0,64	450 000	1,02
1398100000 QUOTE PART SUBVENTION FEDER - BIOSEA	-275 626	-0,38	-203 626	-0,45
Provisions réglementées	399 218	0,57	211 360	0,48
1450000000 AMORT DEROGATOIRE	380 448	0,54	211 360	0,48
1454100000 AMORT FRAIS ACQUISITION CORELE	18 770	0,03		
TOTAL(I)	27 896 197	39,57	27 488 385	62,34
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées 1674211000 AVANCE REGION LR - PROJET BIOSEA 2	135 000	0,19	225 000	0,51
	135 000	0,19	225 000	0,51
TOTAL(II)	135 000	0,19	225 000	0,51
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques 1515000000 PROVISIONS POUR PERTES DE CHANGE	17 421	0,02	27 543	0,06
	17 421	0,02	27 543	0,06
Provisions pour charges 1580000000 AUTRES PROV RISQUES ET CHARGES	165 960	0,24		
	165 960	0,24		
TOTAL (III)	183 381	0,26	27 543	0,06
Emprunts et dettes				
Emprunts obligataires convertibles	1 543 129	2,19	1 545 372	3,50
1611060000 OCA FCPR ALTO AVENIR INVESTISSEMENT EIFF	49 999	0,07	49 999	0,11
1611070000 OCA FCPI INNOVALTO 2017-2018 - EIFFEL IN	1 450 004	2,06	1 450 004	3,29
1688103000 INTERETS OCA FCPR ALTO AVENIR	1 512	0,00	1 512	0,00
1688104000 INTERETS OCA FCPI INNOVALTO 2017-0018	41 614	0,06	43 858	0,10
Autres Emprunts obligataires	5 034 375	7,14		
1634000000 EMP OBLIGATAIRE ACHAT CORELEEC	5 000 000	7,09		
1688310000 INTERETS EMPRUNT OBLIG CORELEEC	34 375	0,05		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
. Emprunts	20 759 165	29,45	9 296 788	21,08
1640000001 PRET CIC BIOSEA 3 500K ?	214 730	0,30	286 360	0,65
1640000002 PRET BNP BIOSEA 3 300K ?	128 835	0,18	171 980	0,39
1640000003 PRET BPS BIOSEA 3 500K ?	225 988	0,32	297 334	0,67
1640000004 PRET BPI BIOSEA 3 250K ?	150 000	0,21	200 000	0,45
1640000005 PRET BPI BIOSEA 3 250K ?	162 500	0,23	212 500	0,48
1640000006 PRET BPIFRANCE 0068957/00 300 K? 2018	240 000	0,34	300 000	0,68
1640000007 PRET BNP PARIBAS 200 K? 2018	78 634	0,11	118 920	0,27
1640000009 PRET BPIFRANCE 0010726 500K ?	25 000	0,04	125 000	0,28
1640000010 PRET BPIFRANCE 0010733 200K ?	10 000	0,01	50 000	0,11
1640000011 PRET BPIFRANCE 0011274 300K ?	15 000	0,02	75 000	0,17

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	
1640000012 PRET BPS 300K ?			20 889	0,05
1640000013 PRET BNP BIOSEA 3 500K ?	252 495	0,36	323 909	0,73
1640000014 PRET HSBC 200K? 2018-2023	84 793	0,12	124 748	0,28
1640000015 PRET CIC 200K? 2018-2023	82 519	0,12	122 259	0,28
1640000016 PRET CRCA 200 K? 2018-2023	81 882	0,12	121 871	0,28
1640000017 PRET BPS 400 K? 2018	261 936	0,37	324 845	0,74
1640000018 PRET INNOVATION FEI BPI FRANCE 0095558	1 000 000	1,42	1 000 000	2,27
1640000019 PRET HSBC FINANCEMENT TRIOGEN	657 920	0,93	854 418	1,94
1640000020 PRET CRCA FINANCEMENT TRIOGEN	1 225 037	1,74	1 516 754	3,44
1640000021 PRET BPS FOSTER 2020-2027	439 289	0,62	500 000	1,13
1640000022 PGE CIC COVID-19	150 000	0,21	150 000	0,34
1640000023 PGE BNP COVID-19	306 544	0,43	300 000	0,68
1640000024 PGE BPS COVID-19	600 000	0,85	600 000	1,36
1640000025 PGE SMC COVID-19	300 000	0,43	300 000	0,68
1640000026 PGE CRCA COVID-19	750 000	1,06	750 000	1,70
1640000027 PGE HSBC COVID-19	450 000	0,64	450 000	1,02
1640000028 PRET LBP 5M? CORELEC	4 933 191	7,00		
1640000029 PRET CRCA FINANCEMENT CORELEC 5M?	4 932 871	7,00		
1640000030 PRET BPI CORELEC 3M?	3 000 000	4,26		
. Découverts, concours bancaires			260 385	0,59
5191020000 HSBC FINANCEMENT ETA			260 385	0,59
Emprunts et dettes financières diverses				
. Divers	18 864	0,03	263 782	0,60
1688000000 INTERETS COURUS NON ECHUS	18 864	0,03	10 500	0,02
1711030000 DETTES TRIOGEN			253 282	0,57
. Associés				
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours	1 009 302	1,43	588 487	1,33
4191000000 CLIENTS CREDITEURS	1 009 302	1,43	588 487	1,33
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 930 712	4,16	3 137 739	7,12
4010000000 FOURNISSEURS	2 724 132	3,86	2 948 052	6,69
4081000000 FOURN FACTURES NON PARVENUES	206 580	0,29	189 686	0,43
Dettes fiscales et sociales				
. Personnel	699 109	0,99	477 259	1,08
4210000000 PERSONNEL - REMUNERATIONS DUES	1 044	0,00		
4282000000 DETTES PROVISIONS / CONGES PAYES	374 295	0,53	260 780	0,59
4284000000 DETTES PARTICIPATION SALARIES RESULTAT			79 379	0,18
4286000000 PERSONNEL AUTRES CHARGES A PAYER	323 770	0,46	137 100	0,31
. Organismes sociaux	451 401	0,64	353 624	0,80
4310000000 SECURITE SOCIALE	123 288	0,17	132 610	0,30
4370000000 AUTRES ORGANISMES SOCIAUX			1 348	0,00
4372000000 GENERALI MUTUELLE	26 504	0,04	22 339	0,05
4372100000 PREVOYANCE MALAKOFF MEDERIC	16 596	0,02	13 604	0,03
4373000000 B2V - RETRAITE	37 919	0,05	40 638	0,09
4382000000 CHARG.SOC./CONGES PAYES	141 088	0,20	97 843	0,22
4386000000 AUTRES CHARGES SOCIALES A PAYER	106 006	0,15	45 182	0,10
4387010870 IJSS AR L CAUSSE			60	0,00
. Etat, impôts sur les bénéficiaires				
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	2 547	0,00		
4452000000 TVA due intracommunautaire	1 281	0,00		
4457150000 TVA/PRESTA. INTRACOMMUNAUTAIRES	1 266	0,00		
. Etat, obligations cautionnées				
. Autres impôts, taxes et assimilés	267 873	0,38	352 423	0,80
4420000000 IMPOTS ET TAXES SUR TIERS			1 003	0,00
4421000000 PAS IMPOTS TIERS	14 897	0,02	15 286	0,03
4486000000 CHARGES A PAYER	252 976	0,36	336 134	0,76
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 116	0,00	1 116	0,00
2690000000 VERSEMENTS SUR PARTICIPATIONS NON LIBERE	1 116	0,00	1 116	0,00
Autres dettes	9 360 882	13,28	67 021	0,15
4198000000 CLIENTS AVOIRS A ETABLIR	52 399	0,07	52 118	0,12

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

BILAN PASSIF

DÉTAILLÉ Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	
467000000 AUTRES COMPTES DEBITEURS OU CREDITEURS	18 271	0,03		
4670024000 FRAIS SOYRIS HERVE			194	0,00
4670033000 FRAIS CHAPALAIN JORDAN			100	0,00
4670035000 FRAIS DREYFUS DAVY			150	0,00
4670037000 FRAIS LEJEUNE MATHIEU			34	0,00
4670041000 FRAIS CERESOLA CHARLENE			314	0,00
4670057000 FRAIS SUNE VINCENT			509	0,00
4670061000 FRAIS MATHEVON BERTRAND			904	0,00
4670068000 FRAIS PICHAVANT PATRICK-JEAN			125	0,00
4670077000 FRAIS MAZURIC CORALIE			3 103	0,01
4670099000 FRAIS CARRASCO BENJAMIN			1 947	0,00
4670116000 FRAIS MARTINEZ NICOLAS			192	0,00
4670119000 FRAIS TAYAR ATIYA			60	0,00
4670124000 FRAIS BOBON JEREMY			3 406	0,01
4670132000 FRAIS LURATI PATRICK			118	0,00
4674000000 COMPTE XELA ACHAT CORELEC	9 286 000	13,17		
4720001000 ACHATS CB BENOIT GILLMANN	2 021	0,00	2 019	0,00
4720003000 ACHATS CB NATHALIE PETIT	305	0,00		
4720031000 ACHATS CB BENOIT CARIBENT			308	0,00
4720071000 ACHATS CB LAURENT-EMMANUEL MIGEON	275	0,00	950	0,00
4720470000 ACHATS CB XAVIER BAYLE	1 612	0,00	470	0,00
Instruments financiers à terme				
Produits constatés d'avance	206 683	0,29		
4870000000 PRODUITS CONSTATES D'AVANCES	206 683	0,29		
TOTAL(IV)	42 285 157	59,98	16 343 997	37,06
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif			12 045	0,03
4772000000 DIMINUTION DES DETTES			12 045	0,03
TOTAL PASSIF (I à V)	70 499 736	100,00	44 096 969	100,00

COMPTÉ DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

DÉTAILLÉ Présenté en Euros

COMPTÉ DE RÉSULTAT	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	Variation absolue (12 / 12)	%
--------------------	---	---	-----------------------------------	---

	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%
Ventes de marchandises	2 707 653	1 149 432	3 857 085	15,57	3 372 140	14,38	484 945	14,38
7071000000 VENTES DE MARCHANDISES	2 116 441		2 116 441	8,54	2 075 212	8,85	41 229	1,99
7071020000 VENTES DE MARCHANDISES	4 589		4 589	0,02	1 479	0,01	3 110	210,28
7072000000 VENTES DE MARCH EXO AR	620 994		620 994	2,51	381 087	1,62	239 907	62,95
7074000000 VENTES DE MARCHANDISES	18 631		18 631	0,08	57 367	0,24	-38 736	-67,51
7079000000 VENTES DE MARCHANDISES		557 792	557 792	2,25	380 728	1,62	177 064	46,51
7079040000 VENTES DE MARCHANDISES		140	140	0,00			140	N/S
7079100000 VENTES DE MARCHANDISES		595 199	595 199	2,40	521 079	2,22	74 120	14,22
7097100000 RRR ACCORDES SUR VENTE	-53 003		-53 003	-0,20	-37 887	-0,15	-15 116	-39,89
7097900000 RRR ACCORDES SUR VENTE		-2 927	-2 927	-0,00	-5 208	-0,01	2 281	43,80
7097910000 RRR ACCORDES SUR VENTE		-771	-771	0,00	-1 717	-0,00	946	55,10
Production vendue biens	5 783 990	13 192 848	18 976 838	76,60	19 149 115	81,65	-172 277	-0,89
7011000000 VENTES PRODUITS FINIS FR	3 985 410		3 985 410	16,09	2 969 012	12,66	1 016 398	34,23
7011020000 VENTES PRODUITS FINIS FR	1 415		1 415	0,01	136	0,00	1 279	940,44
7012000000 VENTES PRODUITS FINIS EX	1 753 507		1 753 507	7,08	4 983 679	21,25	-3 230 172	-64,81
7014000000 VENTES PRODUITS FINIS DC	43 658		43 658	0,18	53 277	0,23	-9 619	-18,04
7019000000 VENTES PRODUITS FINIS EX		7 274 761	7 274 761	29,36	6 817 818	29,07	456 943	6,70
7019040000 VENTES PRODUITS FINIS EX		2 068	2 068	0,01			2 068	N/S
7019100000 VENTES PRODUITS FINIS CE		5 916 019	5 916 019	23,88	4 325 193	18,44	1 590 826	36,78
Production vendue services	354 679	1 586 826	1 941 505	7,84	932 562	3,98	1 008 943	108,19
7061000000 PRESTATIONS SERVICES FR	75 955		75 955	0,31	45 243	0,19	30 712	67,88
7062000000 PRESTATIONS DE SERVICES	204 884		204 884	0,83	120 339	0,51	84 545	70,26
7069000000 PRESTATIONS DE SERVICES		445 106	445 106	1,80	111 272	0,47	333 834	300,02
7069100000 PRESTATIONS DE SERVICES		284 280	284 280	1,15	192 354	0,82	91 926	47,79
7069150000 PRESTATIONS SERVICES CE		656 313	656 313	2,65	306 510	1,31	349 803	114,12
7081000000 PORT FACTURE FRANCE	40 867		40 867	0,16	38 161	0,16	2 706	7,09
7081020000 PORT FACTURE CORSE 10%	208		208	0,00	66	0,00	142	215,15
7082000000 PORT FACTURE EXO FRANCO	20 973		20 973	0,08	15 125	0,06	5 848	38,66
7083000000 PORT FACTURE CEE A REAF	23		23	0,00			23	N/S
7084000000 PORT FACTURE DOM-TOM	1 938		1 938	0,01	2 442	0,01	-504	-20,63
7085000000 PRODUITS ACTIVITES ANNEE	4 771		4 771	0,02	4 677	0,02	94	2,01
7085200000 PRODUITS ACTIVITES ANNEE	3 227		3 227	0,01	1 947	0,01	1 280	65,74
7085900000 PRODUITS ACTIVITES ANNEE					729	0,00	-729	-100,00
7088000000 FRAIS ADMINISTRATIFS	-1		-1	0,00	-1	0,00		0,00
7088020000 FRAIS ADMNISTR VENTES C	1		1	0,00			1	N/S
7088100000 ECO-CONTRIBUTION FRANCO	1 828		1 828	0,01	2 652	0,01	-824	-31,06
7088102000 FRAIS ADMINISTRATIFS VTE	3		3	0,00	1	0,00	2	200,00
7088200000 EXO CONTRIBUTION EXO FR	3		3	0,00	4	0,00	-1	-24,99
7089000000 PORT FACTURE EXPORT		148 514	148 514	0,60	55 760	0,24	92 754	166,35
7089010000 ECO CONTRIBUTION VTES D		5	5	0,00	6	0,00	-1	-16,66
7089011000 PORT FACTURE EXPORT LIV		1 229	1 229	0,00			1 229	N/S
7089100000 PORT FACTURE CEE		51 380	51 380	0,21	35 274	0,15	16 106	45,66
Chiffres d'Affaires Nets	8 846 322	15 929 106	24 775 428	100,00	23 453 818	100,00	1 321 610	5,63

Production stockée			737 978	2,98	648 464	2,76	89 514	13,80
7133100000 VARIATION EN-COURS PROD BIENS			215 391	0,87	-96 437	-0,40	311 828	323,35
7135000000 VARIATION STOCKS DE PRODUITS			522 587	2,11	744 901	3,18	-222 314	-29,83
Production immobilisée			651 767	2,63	587 644	2,51	64 123	10,91
7210000000 CHARGES D'EXPLOITATION IMMOBILISEES			641 074	2,59	578 284	2,47	62 790	10,86
7220000000 PRODUCTION IMMOBILISEE CORPORELLE			10 693	0,04	9 360	0,04	1 333	14,24
Subventions d'exploitation			48 485	0,20	70 292	0,30	-21 807	-31,01
7400000000 SUBVENTIONS D'EXPLOITATION			28 818	0,12	70 292	0,30	-41 474	-58,99
7401000000 SUBVENTION AIDE A L EMPLOI			19 667	0,08			19 667	N/S
Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges			79 023	0,32	117 291	0,50	-38 268	-32,62

COMPTES DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

DÉTAILLÉ Présenté en Euros

COMPTES DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	Variation absolue (12 / 12)	%
791000000 TRANSFERT DE CHARGES D'EXPLOITATION	6 511	19 774	-13 263	-67,06
7911010000 TRANSFERT CHARGES EXPL HTVA		9 529	-9 529	-100,00
7911030000 INDEMNITE COMPL IJ QUATREM		2 602	-2 602	-100,00
7914100000 AEN VEHICULES	44 860	40 754	4 106	10,08
7914191000 AEN CEE	873		873	N/S
7915000000 TRANSFERT DE CHARGES TRIOGEN	26 778	44 632	-17 854	-39,99
Autres produits	3 372	216	3 156	N/S
7580000000 PRODUITS DE GESTION COURANTE	3 372	216	3 156	N/S
Total des produits d'exploitation (I)	26 296 053	24 877 725	1 418 328	5,70
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	1 073 911	1 080 111	-6 200	-0,56
6070000000 ACHATS DE MARCHANDISES	-2 992	2 992	-5 984	-199,99
6071000000 ACHATS MARCHANDISES FRANCE	869 620	756 192	113 428	15,00
6079000000 ACHATS MARCHANDISES EXPORT	218 979	309 332	-90 353	-29,20
6079100000 ACHATS MARCHANDISES CEE	7 135	11 595	-4 460	-38,45
6097000000 RRR/ACHATS MARCHANDISES	-18 831		-18 831	N/S
Variation de stock (marchandises)	-27 193	408 519	-435 712	-106,65
6037000000 VARIATION STOCK MARCHANDISES	-27 193	408 519	-435 712	-106,65
Achats de matières premières et autres approvisionnements	9 193 920	12 830 739	-3 636 819	-28,33
6010000000 ACHATS MATIERES PREMIERES	2 127	35 621	-33 494	-94,02
6011000000 ACHATS MATIERES PREMIERES FRANCE	4 852 424	4 268 962	583 462	13,67
6019000000 ACHATS MATIERES PREMIERES EXPORT	350 348	289 421	60 927	21,05
6019100000 ACHATS MATIERES PREMIERES CEE	3 653 365	7 987 059	-4 333 694	-54,25
6022110000 FOURNITURES COMBUSTIBLES FRANCE	692	287	405	141,11
6022300000 FOURNITURES D'ATELIER	333		333	N/S
6022310000 FOURNITURES D'ATELIER FRANCE	66 932	58 057	8 875	15,29
6022390000 FOURNITURES D'ATELIER EXPORT	3 075		3 075	N/S
6022391000 FOURNITURES D'ATELIER CEE	9 468	690	8 778	N/S
6026110000 EMBALLAGES PERDUS FRANCE	248 997	210 460	38 537	18,31
6026191000 EMBALLAGES PERDUS CEE	2 094	1 050	1 044	99,43
6081000000 ECO CONTRIBUTION	8 890	8 938	-48	-0,53
6091000000 RRR OBTENU SUR MATIERES PREMIERES	-4 826	-29 805	24 979	83,81
Variation de stock (matières premières et autres approv.)	339 980	-3 274 996	3 614 976	110,38
6031000000 VAR.STOCKS MAT.1ERES FOURNITURES	334 666	-3 279 943	3 614 609	110,20
6032000000 VARIATION STOCK DIVERS	5 314	4 948	366	7,40
Autres achats et charges externes	6 616 947	6 437 059	179 888	2,79
6040000000 ACHATS D'ETUDES ET PRESTATIONS	20 338	341 193	-320 855	-94,03
6041000000 ACHATS D'ETUDES ET PRESTATIONS FRANCE	2 083 106	2 053 786	29 320	1,43
6042000000 ACHATS D'ETUDES ET PRESTATIONS EX FRANCE	380	3 815	-3 435	-90,03
6049000000 ACHATS D'ETUDES ET PRESTATIONS EXPORT	359 599	488 912	-129 313	-26,44
6049100000 ACHATS D'ETUDES ET PRESTATIONS CEE	243 578	455 521	-211 943	-46,52
6061000000 ACHATS ENERGIE EDF	29 007	28 862	145	0,50
6061010000 ACHATS EAU	3 404	1 080	2 324	215,19
6061150000 GAZ	8 317	6 601	1 716	26,00
6061400000 CARBURANT	78 197	57 374	20 823	36,29
6063000000 PETITS EQUIPEMENTS	15 149	7 732	7 417	95,93
6063100000 PETITS EQUIPEMENTS INFORMATIQUES	21 027	15 963	5 064	31,72
6063300000 PETIT OUTILLAGE		163	-163	-100,00
6064000000 FOURNITURES ADMINISTRATIVES	18 625	22 681	-4 056	-17,87
6068000000 ACHATS DIVERS COVID-19	2 374	22 996	-20 622	-89,67
6068100000 ACHATS FOURNITURES SAV	1 419	696	723	103,88
6068110000 ACHATS FOURN FONTAINE EAU	138	48	90	187,50
6068200000 ACHATS CLASSEURS DOCUMENTATION BIOSEA	2 691	29 291	-26 600	-90,80
6096000000 RRR SUR ACHATS NON STOCKES		-514	514	-100,00
6110000000 SOUS-TRAITANCE GENERALE		72	-72	-100,00
6122010000 CREDIT BAIL TOYOTA CHARIOT - TRANSPALET	8 777	5 965	2 812	47,14
6125000000 CREDIT BAIL IMMOBILIER	310 235	311 042	-807	-0,25
6132000000 MISE A DISPOSITION LOCAUX	3 600	3 675	-75	-2,03
6132010000 LOCATION BUREAU VIETNAM	3 524	3 727	-203	-5,44
6132020000 LOCATION BUREAU HONGRIE	2 703	3 510	-807	-22,98

COMPTÉ DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

DÉTAILLÉ Présenté en Euros

COMPTÉ DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)	%
6133010000 LOYER CEGID PAIE Y2			2 170	0,01	-2 170	-100,00
6135000000 LOCATIONS DIVERSES	11 518	0,05	7 344	0,03	4 174	56,84
6135021000 LOYER LEASE GROUP / CEGIT PMI MANUFACTUR	5 784	0,02	5 784	0,02		0,00
6135022000 PORTAIL 1 LIFE-GRENKE LOCATION			570	0,00	-570	-100,00
6135032000 SIEMENS SOLIDWORKS	9 330	0,04	18 660	0,08	-9 330	-49,99
6135040000 LOYER BNP LEASE GROUP / IMPRIMANTE HANDJ	1 431	0,01	1 358	0,01	73	5,38
6135050000 LOYER BNP LEASE GROUP / SOLIDWORKS	34 668	0,14	34 668	0,15		0,00
6135100000 LLD VEHICULES	91 671	0,37	92 462	0,39	-791	-0,85
6135101000 LOCATION VETEMENTS TRAVAIL	5 512	0,02	3 893	0,02	1 619	41,59
6135102000 LOCATION COMPACTEUR - BENNES NICOLLIN	4 087	0,02	4 007	0,02	80	2,00
6135103000 LOCATION CONTAINER SUD RECYCLAGE	569	0,00			569	N/S
6135110000 LLD VEHICULES UTILITAIRES	13 176	0,05	11 757	0,05	1 419	12,07
6135191000 LLD VEHICULE CEE	2 393	0,01			2 393	N/S
6135200000 LCD VEHICULES	34 577	0,14	26 466	0,11	8 111	30,65
6135210000 LOCATION MACHINE A AFFRANCHIR	303	0,00	606	0,00	-303	-49,99
6135300000 LOCATION INSTALLATION TELEPHONIQUE	3 175	0,01	3 228	0,01	-53	-1,63
6135310000 LOCATION SNS FIREWALL	1 528	0,01	1 512	0,01	16	1,06
6135320000 LOCATION MODEM ROUTEUR COMNET			280	0,00	-280	-100,00
6135330000 LOCATION STARLEAF VISIOCONFERENCE	3 882	0,02	3 882	0,02		0,00
6135341000 LOCATION SAAS FRANCE I CLOUD	92	0,00	75	0,00	17	22,67
6135400000 LOCATION FONTAINES A EAU	266	0,00	456	0,00	-190	-41,66
6137020000 LOCATION COPIEURS	15 043	0,06	15 035	0,06	8	0,05
6137030000 LOCATION LOCAM/CT0659714 THALES	168	0,00	168	0,00		0,00
6150000000 ENTRETIEN ET REPARATIONS	-185	0,00	851	0,00	-1 036	-121,73
6152000000 TELESURVEILLANCE BAT/SCUTUM	408	0,00	692	0,00	-284	-41,03
6152100000 ENTRETIEN LOCAUX	38 707	0,16	33 278	0,14	5 429	16,31
6152300000 ENTRETIEN ESPACES VERTS	3 690	0,01	2 070	0,01	1 620	78,26
6152500000 MAINTENANCE DIVERS BATIMENT	22 602	0,09	4 574	0,02	18 028	394,14
6156000000 MAINTENANCE	2 860	0,01	579	0,00	2 281	393,96
6156010000 MAINTENANCE INST TELEPHONIQUE	2 577	0,01	1 665	0,01	912	54,77
6156101000 MAINTENANCE PHOTOCOPIEURS	14 163	0,06	11 645	0,05	2 518	21,62
6156102000 MAINTENANCE INFORMATIQUE	85 807	0,35	14 806	0,06	71 001	479,54
6156200000 MAINTENANCE SITE WEB	2 138	0,01	4 277	0,02	-2 139	-50,00
6157000000 ENTRETIEN ET REPARATIONS VEHICULES	1 334	0,01	8 482	0,04	-7 148	-84,26
6157010000 ENTRETIEN VEH LOC HORS LOYER	37 810	0,15	26 929	0,11	10 881	40,41
6157110000 ENTRETIEN VEHICULE LLD UTILITAIRES	8 519	0,03	5 531	0,02	2 988	54,02
6160000000 PRIMES D'ASSURANCE			4 280	0,02	-4 280	-100,00
6160100000 ASSURANCE VEHICULES	18 084	0,07	13 719	0,06	4 365	31,82
6160200000 ASSURANCE FLOTTE AUTO MISSION	698	0,00			698	N/S
6160300000 ASSURANCE ELEVATEURS ATELIER			802	0,00	-802	-100,00
6161000000 ASSURANCE MULTIRISQUE	7 113	0,03	10 537	0,04	-3 424	-32,49
6161010000 ASSURANCE MATERIEL (hors contrat)			26	0,00	-26	-100,00
6161020000 ASSURANCE RC PROFESSIONNELLE	50 518	0,20	15 671	0,07	34 847	222,37
6161100000 Multirisque immeuble OSEO	4 580	0,02	4 329	0,02	251	5,80
6163010100 ASS PRET BPI 500 K? DOS0010726	1 750	0,01	1 750	0,01		0,00
6163010200 ASS PRET BPI 200 K? DOS0010733	700	0,00	700	0,00		0,00
6163010300 ASS PRET 11274/ 300K?	1 050	0,00	1 050	0,00		0,00
6163010400 ASS PRET 68957 / 00K?	1 050	0,00			1 050	N/S
6163700000 ASSURANCE TRANSPORT MARCHANDISES	6 374	0,03	5 731	0,02	643	11,22
6164000000 CONTRAT GENERALI HOMME CLE	2 539	0,01	3 136	0,01	-597	-19,03
6164010000 ASSURANCE HOMME CLE HSBC	1 480	0,01			1 480	N/S
6164100000 ASSURANCES/PRET Décès-invali	327	0,00			327	N/S
6164106000 ASS PRET BPI 300 K? DOS0068957			1 050	0,00	-1 050	-100,00
6164110000 ASS GS CREDIT BAIL IMMOB	2 482	0,01	4 964	0,02	-2 482	-49,99
6166000000 ASSURANCE COFACE	41 587	0,17	54 336	0,23	-12 749	-23,45
6167000000 AIG RESPONSABILITE DIRIGEANT	4 359	0,02	4 456	0,02	-97	-2,17
6168000000 ASSURANCE DEPLACEMENTS PROFESSIONNELS	690	0,00	163	0,00	527	323,31
6169000000 ASSURANCES RISQUES DIVERS - SPECIAUX	9 994	0,04	750	0,00	9 244	N/S
6171000000 ETUDES ET RECHERCHES FRANCE	22 413	0,09	5 450	0,02	16 963	311,25
6181000000 DOCUMENTATION GENERALE	5 703	0,02	2 631	0,01	3 072	116,76

COMPTES DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

DÉTAILLÉ Présenté en Euros

COMPTES DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)	%
6181900000 DOCUMENTATION GENERALE EXPORT			2 568	0,01	-2 568	-100,00
6181910000 DOCUMENTATION GENERALE CEE	2 809	0,01	168	0,00	2 641	N/S
6185000000 FRAIS COLLOQUES SEMINAIRE CONFERENCE	3 730	0,02	2 286	0,01	1 444	63,17
6185900000 FRAIS SEMINAIRES COLLOQUES EXPORT			126	0,00	-126	-100,00
6211000000 PERSONNEL INTERIMAIRE	204 055	0,82	162 368	0,69	41 687	25,67
6211100000 PERSONNEL INTERIMAIRE BUREAU	22 545	0,09	24 515	0,10	-1 970	-8,03
6214020000 MISE A DISPO PERSONNEL RESPONSABLE QSE	30 000	0,12	28 200	0,12	1 800	6,38
6214030000 MISE A DISPO PERSONNEL CCI FRANCE VIETNA	37 938	0,15	3 455	0,01	34 483	998,06
6215000000 REMUNERATION VIE	3 777	0,02	49 508	0,21	-45 731	-92,36
6222100000 COMMISSIONS ET COURTAGES SUR VENTES FRAN	-39	0,00	39	0,00	-78	-199,99
6222900000 COMMISSIONS ET COURTAGES SUR VENTES EXPO	3 362	0,01	2 055	0,01	1 307	63,60
6222901000 COMMISSIONS - COURTAGE VTE EXPORT BIOSEA	156 145	0,63	45 469	0,19	110 676	243,41
6222910000 COMMISSIONS ET COURTAGES SUR VENTES CEE	8 678	0,04	1 100	0,00	7 578	688,91
6222911000 COMMISSIONS - COURTAGES VTES CEE BIOSEA	31 231	0,13	92 780	0,40	-61 549	-66,33
6226010000 AUTRES HONORAIRES DIVERS	24 443	0,10	8 192	0,03	16 251	198,38
6226100000 HONORAIRES COMMISSAIRES AUX COMPTES	106 889	0,43	108 735	0,46	-1 846	-1,69
6226120000 HONORAIRES COMPTABLES	13 800	0,06	13 502	0,06	298	2,21
6226140000 HONORAIRES PAIE	31 692	0,13			31 692	N/S
6226200000 HONORAIRES TRADUCTIONS	7 548	0,03	9 926	0,04	-2 378	-23,95
6226290000 HONORAIRES TRADUCTIONS EXPORT	12 038	0,05			12 038	N/S
6226291000 HONORAIRES TRADUCTIONS CEE	688	0,00			688	N/S
6226391000 HONORAIRES CONSULTANTS TRIOGEN CEE			78 022	0,33	-78 022	-100,00
6226400000 HONORAIRES ASSISTANCE RESSOURCES HUMAINE	82 081	0,33	8 700	0,04	73 381	843,46
6226401000 HONORAIRES PRAMEX POLOGNE	3 913	0,02			3 913	N/S
6226500000 HONORAIRES AVOCATS Abonnement			5 250	0,02	-5 250	-100,00
6226510000 HONORAIRES AVOCATS	17 287	0,07	17 804	0,08	-517	-2,89
6226520000 HONORAIRES AVOCATS LITIGE BATIMENT			480	0,00	-480	-100,00
6226690000 HONORAIRES NSF EXPORT	5 586	0,02	6 681	0,03	-1 095	-16,38
6226700000 HONORAIRES BUREAU VERITAS ISO CERTIFICAT	1 616	0,01	6 816	0,03	-5 200	-76,28
6226709000 HONORAIRES BUREAU VERITAS BIOSEA	34 356	0,14	48 450	0,21	-14 094	-29,08
6226790000 HONORAIRES FAT BIOSEA EXPORT	14 398	0,06	22 613	0,10	-8 215	-36,32
6226791000 HONORAIRES FAT CERTIF BIOSEA CEE	9 530	0,04	7 800	0,03	1 730	22,18
6226900000 HONORAIRES DIVERS BOURSE	203 386	0,82	252 632	1,08	-49 246	-19,48
6227000000 FRAIS ACTES	-640	0,00	1 763	0,01	-2 403	-136,29
6227010000 FRAIS DE CONTENTIEUX COFACE	442	0,00	440	0,00	2	0,45
6228010000 FRAIS FORMATION	15 034	0,06	5 114	0,02	9 920	193,98
6228100000 FRAIS SURVEILLANCE ET ENQUETES CERIP/COF	9 654	0,04	9 166	0,04	488	5,32
6228900000 FRAIS DIVERS EXPORT	182 902	0,74			182 902	N/S
6228910000 FRAIS DIVERS CEE			14 836	0,06	-14 836	-100,00
6230000000 PUBLICITE	150 739	0,61	77 496	0,33	73 243	94,51
6231000000 ANNONCES ET INSERTIONS	24 324	0,10	21 841	0,09	2 483	11,37
6231900000 ANNONCE ET INSERTION EXPORT	3 611	0,01	3 993	0,02	-382	-9,56
6231910000 ANNONCE ET INSERTION CEE	3 818	0,02	16 054	0,07	-12 236	-76,21
6233100000 FOIRES ET EXPOSITIONS FRANCE	28 779	0,12	5 769	0,02	23 010	398,86
6233900000 FOIRES ET EXPOSITIONS EXPORT	7 197	0,03	1 982	0,01	5 215	263,12
6233910000 FOIRES ET EXPOSITIONS CEE	46 317	0,19	4 200	0,02	42 117	N/S
6234000000 CADEAUX CLIENTS ET AUTRES	5 143	0,02	5 233	0,02	-90	-1,71
6236000000 CATALOGUES ET IMPRIMES	2 286	0,01	10 931	0,05	-8 645	-79,08
6237000000 PUBLICATIONS	9 933	0,04	1 037	0,00	8 896	857,86
6238000000 POURBOIRES, DONS COURANTS	7 800	0,03	10 199	0,04	-2 399	-23,51
6241000000 TRANSPORT SUR ACHATS	-2 427	-0,00	2 570	0,01	-4 997	-194,43
6241100000 TRANSPORT SUR ACHATS FRANCE	66 350	0,27	34 812	0,15	31 538	90,60
6241900000 TRANSPORT SUR ACHATS EXPORT	62 095	0,25	58 627	0,25	3 468	5,92
6241910000 TRANSPORT SUR ACHATS CEE	32 333	0,13	53 620	0,23	-21 287	-39,69
6242090000 TRANSPORT SUR VENTE FRANCE BIO-SEA	10 254	0,04	6 718	0,03	3 536	52,63
6242100000 TRANSPORT SUR VENTES FRANCE	159 054	0,64	130 264	0,56	28 790	22,10
6242190000 TRANSPORT SUR VENTE EXPORT BIO-SEA	77 640	0,31	63 043	0,27	14 597	23,15
6242900000 TRANSPORT SUR VENTES EXPORT	115 602	0,47	45 240	0,19	70 362	155,53
6242910000 TRANSPORT SUR VENTES CEE	78 029	0,31	80 604	0,34	-2 575	-3,18
6242911000 TRANSPORT SUR VENTES CEE BIOSEA	43 811	0,18	27 487	0,12	16 324	59,39

COMPTES DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

DÉTAILLÉ Présenté en Euros

COMPTES DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)	%
6244000000 TRANSPORTS ADMINISTRATIFS	19	0,00	210	0,00	-191	-90,94
6248000000 TRANSPORT DIVERS	3 346	0,01			3 346	N/S
6251200000 HOTELS	108 962	0,44	43 058	0,18	65 904	153,06
6251300000 AUTOROUTE / PARKING	37 586	0,15	31 006	0,13	6 580	21,22
6251400000 TRAIN / AVION	99 617	0,40	65 548	0,28	34 069	51,98
6251500000 INDEMNITES KILOMETRIQUES	3 496	0,01	1 737	0,01	1 759	101,27
6251600000 TAXI	9 374	0,04	3 964	0,02	5 410	136,48
6256000000 MISSIONS	78 090	0,32	33 011	0,14	45 079	136,56
6257000000 RECEPTIONS	19 916	0,08	13 864	0,06	6 052	43,65
6258000000 DEPLACEMENTS TRIOGEN			17 890	0,08	-17 890	-100,00
6260000000 FRAIS POSTAUX ET TELECOMUNICATIONS	7 183	0,03	8 998	0,04	-1 815	-20,16
6261000000 FRAIS TELEPHONE LF	12 073	0,05	12 681	0,05	-608	-4,78
6261010000 ORANGE 0499537186- Ligne secours	557	0,00	500	0,00	57	11,40
6261020000 ORANGE Ligne 0467153732- Alarme	572	0,00	561	0,00	11	1,96
6263000000 TELEPHONES PORTABLES	32 999	0,13	19 790	0,08	13 209	66,75
6265000000 DSN LINK - CEGID PAIE - ABONNEMENT	130	0,00	124	0,00	6	4,84
6270000000 SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	3	0,00			3	N/S
6271000000 FRAIS SUR TITRES	2 137	0,01	896	0,00	1 241	138,50
6272000000 COMM ET FRAIS /EMISSIONS EMPRUNTS	8 791	0,04	4 122	0,02	4 669	113,27
6272120000 GARANTIE RSI PRET BPS 300 KE	6	0,00	51	0,00	-45	-88,23
6272250000 GARANTIE PRET SMC PGE 300 K?	654	0,00			654	N/S
6272260000 GARANTIE PRET CRCA PGE 750 K?	1 875	0,01			1 875	N/S
6275000000 FRAIS SUR EFFETS	317	0,00	371	0,00	-54	-14,55
6278000000 FRAIS BANCAIRES AUTRES SERVICES	3 188	0,01	3 731	0,02	-543	-14,54
6278010000 COMMISSIONS REMISE CB	503	0,00	454	0,00	49	10,79
6278030000 FRAIS TRSF ETRANGER EMIS	4 915	0,02	2 980	0,01	1 935	64,93
6278040000 FRAIS TRSF ETRANGER RECUS	5 038	0,02	4 005	0,02	1 033	25,79
6278090000 FRAIS VIRT SEPA	641	0,00	825	0,00	-184	-22,29
6278110000 COMMISSIONS SUR CAUTION FRANCE	110	0,00			110	N/S
6278120000 COMMISSIONS LETTRE DE CREDIT	6 715	0,03	12 888	0,05	-6 173	-47,89
6278190000 COMMISSIONS SUR CAUTION EXPORT			14	0,00	-14	-100,00
6278190100 COMMISSIONS SUR CAUTIONS BIOSEA	1 497	0,01	2 920	0,01	-1 423	-48,72
6278200000 FRAIS ARRETE DE COMPTE	8 206	0,03	10 902	0,05	-2 696	-24,72
6278300000 ABONNEMENT TELETRANSMISSION	3 600	0,01	4 577	0,02	-977	-21,34
6278500000 FRAIS GESTION CARTES BLEUES	941	0,00	566	0,00	375	66,25
6280000000 DIVERS	3 263	0,01	3 848	0,02	-585	-15,19
6281100000 COTISATIONS / ADHESIONS FRANCE	20 323	0,08	43 943	0,19	-23 620	-53,74
6281900000 COTISATIONS / ADHESIONS EXPORT	1 876	0,01	2 071	0,01	-195	-9,41
6281910000 COTISATIONS / ADHESIONS CEE	600	0,00	227	0,00	373	164,32
6284000000 FRAIS DE RECRUTEMENT	24 720	0,10	33 577	0,14	-8 857	-26,37
6284900000 FRAIS DE RECRUTEMENT EXPORT	19 326	0,08			19 326	N/S
6284910000 FRAIS DE RECRUTEMENT CEE	10 940	0,04	1 080	0,00	9 860	912,96
6290000000 RRR OBTENUS SUR AUTRES SERVICES EXTERIEU			-2 690	-0,00	2 690	-100,00
Impôts, taxes et versements assimilés	290 038	1,17	367 584	1,57	-77 546	-21,09
6311500000 CUFPA	65 063	0,26	58 194	0,25	6 869	11,80
6318000000 TAXES HANDICAPES			6 934	0,03	-6 934	-100,00
6334000000 EFFORT CONSTRUCTION PEEC	64 513	0,26			64 513	N/S
6338000000 CONTRIBUTION AGEFIPH / DOETH	946	0,00			946	N/S
6351100000 CFE-CVAE	75 818	0,31	197 445	0,84	-121 627	-61,59
6351200000 TAXE FONCIERE	32 169	0,13	59 800	0,25	-27 631	-46,20
6351400000 TAXE VEHICULES SOCIETE	10 332	0,04	9 291	0,04	1 041	11,20
6354000000 DROITS ENREGISTREMENT ET TIMBRE	2 035	0,01	603	0,00	1 432	237,48
6358020000 TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE	1 155	0,00			1 155	N/S
6358100000 DROITS DE DOUANES	8 369	0,03	11 428	0,05	-3 059	-26,76
6371000000 C3S CONTRIBUTION SOCIALE DE SOLIDARITE	9 600	0,04	6 517	0,03	3 083	47,31
6378000000 Taxes diverses	2 822	0,01			2 822	N/S
6378100000 COREM	17 079	0,07	17 235	0,07	-156	-0,90
6388200000 REDEVANCE AUDIOVISUELLE	138	0,00	138	0,00	0,00	0,00
Salaires et traitements	3 942 627	15,91	3 422 835	14,59	519 792	15,19
6410000000 REMUNERATION DU PERSONNEL	3 671 923	14,82	3 250 225	13,86	421 698	12,97

COMPTES DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

DÉTAILLÉ Présenté en Euros

COMPTES DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)		%	
6411100000 PRIMES A PAYER	71 170	0,29	90 600	0,39	-19 430	-21,44		
6411910000 REMUNERATION DU PERSONNEL CEE	40 286	0,16			40 286	N/S		
6412000000 CONGES PAYES	113 515	0,46	14 855	0,06	98 660	664,15		
6414000000 PRIME POUVOIR ACHAT			26 400	0,11	-26 400	-100,00		
6414100000 AEN VEHICULES	44 860	0,18	40 754	0,17	4 106	10,08		
6414910000 AEN CEE	873	0,00			873	N/S		
Charges sociales	1 897 373	7,66	1 407 314	6,00	490 059	34,82		
6451000000 COTISATION URSSAF ASSEDIC	992 460	4,01	883 982	3,77	108 478	12,27		
6451100000 CHARGES SOCIALES / CONGES PAYES	43 245	0,17	397	0,00	42 848	N/S		
6451500000 CHARGES / PRIMES	27 067	0,11	30 104	0,13	-3 037	-10,08		
6452100000 PREVOYANCE NON CADRE	6 897	0,03	5 922	0,03	975	16,46		
6452200000 PREVOYANCE CADRES	58 818	0,24	46 374	0,20	12 444	26,83		
6453000000 RETRAITE COMPLEMENTAIRE	272 490	1,10			272 490	N/S		
6453010000 RETRAITE COMPLEMENTAIRE AGIRC			116 286	0,50	-116 286	-100,00		
6453020000 RETRAITE COMPLEMENTAIRE ARRCO			124 406	0,53	-124 406	-100,00		
6455000000 MUTUELLE NON CADRES	28 194	0,11	23 345	0,10	4 849	20,77		
6455100000 MUTUELLE CADRES	32 785	0,13	24 948	0,11	7 837	31,41		
6470000000 AUTRES CHARGES SOCIALES	100	0,00	1 444	0,01	-1 344	-93,06		
6471010000 CADEAUX SALARIES	99	0,00	2 584	0,01	-2 485	-96,16		
6472000000 VERSEMENTS AU CSE	13 420	0,05	17 349	0,07	-3 929	-22,64		
6475000000 AIPALS MEDECINE DU TRAVAIL	11 100	0,04	10 246	0,04	854	8,33		
6475010000 ACHATS PRODUITS PHARMACIE	903	0,00	111	0,00	792	713,51		
6479100000 AUTRES CHARGES SOCIALES CEE	6 983	0,03			6 983	N/S		
6480000000 AUTRES CHARGES DE PERSONNEL	166 052	0,67	1 292	0,01	164 760	N/S		
6481000000 APRIL MOBILITE	167	0,00	865	0,00	-698	-80,68		
6481010000 PARTICIPATION FRAIS TRANSPORT	768	0,00			768	N/S		
6482000000 INDEMNITE RUPTURE CONVENTIONNELLE	6 220	0,03	11 105	0,05	-4 885	-43,98		
6482100000 INDEMNITE TRANSACTION	9 200	0,04	4 800	0,02	4 400	91,67		
6483000000 TICKETS RESTAURANT	86 630	0,35	76 491	0,33	10 139	13,26		
6484000000 INDEMNITE STAGES	1 600	0,01	4 584	0,02	-2 984	-65,09		
6485100000 INDEMNITE DE GRANDS DEPLACEMENTS	21 945	0,09	20 860	0,09	1 085	5,20		
6486000000 INTERESSEMENT	110 229	0,44	-180	0,00	110 409	N/S		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	2 086 042	8,42	1 580 628	6,74	505 414	31,98		
6811100000 DOT AMORT INCORPO	1 954 662	7,89	1 497 077	6,38	457 585	30,57		
6811200000 DOT AMORT IMMO CORPO	131 379	0,53	83 551	0,36	47 828	57,24		
Dotations aux provisions sur immobilisations								
Dotations aux provisions sur actif circulant	402 544	1,62	51 045	0,22	351 499	688,61		
6817300000 DOTATIONS AUX PROVISIONS DEPRECIA STOCKS	218 475	0,88	48 147	0,21	170 328	353,77		
6817400000 DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR CREANCES CL	184 069	0,74	2 898	0,01	181 171	N/S		
Dotations aux provisions pour risques et charges								
Autres charges	146 739	0,59	78 902	0,34	67 837	85,98		
6510000000 REDEVANCES POUR BREVETS			411	0,00	-411	-100,00		
6511000000 REDEVANCE POUR CONCESSIONS, LICENCES, MARQUE	78 526	0,32	44 080	0,19	34 446	78,14		
6511900000 REDEVANCE CONCESSIONS, LICENCES, MARQUES EXP	846	0,00			846	N/S		
6511910000 REDEVANCE CONCESSIONS, LICENCES, MARQUES CEE	270	0,00	488	0,00	-218	-44,66		
6530000000 JETON DE PRESENCE	64 325	0,26	31 573	0,13	32 752	103,73		
6580000000 CHARGES DE GESTION COURANTE	434	0,00	385	0,00	49	12,73		
6580100000 ECARTS PRIX FACTURATION FOURNISSEURS FRA	19	0,00	2	0,00	17	850,00		
6580910000 ECARTS PRIX FACTURATION FOURNISSEURS CEE	-1	0,00	-1	0,00	0	0,00		
6582000000 FRAIS FACTURATION FOURNISSEURS			45	0,00	-45	-100,00		
6582100000 FRAIS FACTURATION FOURNISSEURS FRANCE	1 611	0,01	723	0,00	888	122,82		
6582910000 FRAIS FACTURATION FOURNISSEURS CEE	710	0,00	1 194	0,01	-484	-40,53		
Total des charges d'exploitation (II)	25 962 928	104,79	24 389 740	103,99	1 573 188	6,45		
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	333 125	1,34	487 985	2,08	-154 860	-31,72		
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun								
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)								
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)								

COMPTES DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

DÉTAILLÉ Présenté en Euros

COMPTES DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)	%
Produits financiers de participations	233 754	0,94			233 754	N/S
7611000000 REVENUS PARTICIPATION - TRIOGEN	233 754	0,94			233 754	N/S
Produits des autres valeurs mobilières et créances						
Autres intérêts et produits assimilés	38 559	0,16	10 193	0,04	28 366	278,29
7631000000 REVENUS DES CREANCES COMMERCIALES	48	0,00	44	0,00	4	9,09
7640000000 REVENUS DES VMP	11 591	0,05	7 845	0,03	3 746	47,75
7650000000 ESCOMPTES OBTENUS	26 906	0,11	2 274	0,01	24 632	N/S
7685000000 INTERETS SUR COMPTE COURANT DELTA UV	13	0,00	31	0,00	-18	-58,05
Reprises sur provisions et transferts de charges	27 543	0,11	15 561	0,07	11 982	77,00
7866500000 REPRISE PROVISION ECART DE CONVERSION	27 543	0,11	15 561	0,07	11 982	77,00
Différences positives de change	143 524	0,58	36 014	0,15	107 510	298,52
7660000000 GAINS DE CHANGE	143 524	0,58	36 014	0,15	107 510	298,52
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (V)	443 379	1,79	61 768	0,26	381 611	617,81
Dotations financières aux amortissements et provisions	59 146	0,24	27 543	0,12	31 603	114,74
6866200000 DOTATIONS IMMOBILISATIONS FINANCIERES	41 725	0,17			41 725	N/S
6866500000 PROVISION POUR ECART DE CHANGE	17 421	0,07	27 543	0,12	-10 122	-36,74
Intérêts et charges assimilées	249 761	1,01	221 517	0,94	28 244	12,75
6610000000 INTERETS COURUS NON ECHUS	18 864	0,08	19 245	0,08	-381	-1,97
6610010000 INTERET OCA ATALYA	87 756	0,35	120 310	0,51	-32 554	-27,05
6611060000 INTERETS PRET EQUIPEMENT ATELIER 50 KE			33	0,00	-33	-100,00
6611600001 INTERETS PRETS CIC 500K? BIOSEA 3	2 747	0,01	1 549	0,01	1 198	77,34
6611600002 INTERETS PRETS BNP PARIS 300K? BIOSEA	1 827	0,01	2 078	0,01	-251	-12,07
6611600003 INTERETS PRET BPS BIOSEA 3 500KE	2 432	0,01	2 863	0,01	-431	-15,04
6611600004 INTERETS PRET BPI BIOSEA 3 250K ?	5 637	0,02	6 900	0,03	-1 263	-18,29
6611600006 INTERET PRET BPIFRANCE 0068957/00 300 K?	7 402	0,03	5 073	0,02	2 329	45,91
6611600007 PART INTERETS PRET BNP 200K ? 2018	1 256	0,01	1 635	0,01	-379	-23,17
6611600008 INTERETS PRET BPIFRANCE 0011274 300 K?	1 234	0,00	2 379	0,01	-1 145	-48,12
6611600010 INT PRET BPIFRANCE 500 K? DOS0010726	2 485	0,01	4 793	0,02	-2 308	-48,14
6611600011 INTERETS PRET BPIFRANCE 0010733 200K ?	994	0,00	1 917	0,01	-923	-48,14
6611600013 PART INT PRET BPS 08678825 300 KE	56	0,00	489	0,00	-433	-88,54
6611600014 INTERETS PRET HSBC 200K? 2018-2023	1 278	0,01	1 466	0,01	-188	-12,81
6611600015 INTERETS PRET CIC 200K? 2018-....	1 544	0,01	678	0,00	866	127,73
6611600016 INTERETS PRET CRCA 200K? 2018-2023	1 036	0,00	1 304	0,01	-268	-20,54
6611600017 INTERETS PRET BPS 400K? 2018-2025	3 609	0,01	3 894	0,02	-285	-7,31
6611600018 INTERETS PRET INNOVATION FEI BPI 0095558	10 300	0,04	10 263	0,04	37	0,36
6611600019 INTERETS PRET HSBC FINANCEMENT TRIOGEN	10 933	0,04	12 473	0,05	-1 540	-12,34
6611600020 INTERETS PRET CRCA FINANCEMENT TRIOGEN	10 500	0,04	4 189	0,02	6 311	150,66
6611600021 INTERETS PRET BPS FOSTER 500K? 2020-2027	5 854	0,02	4 343	0,02	1 511	34,79
6611600022 INTERETS PRET PGE CIC 150 K?	495	0,00			495	N/S
6611600023 INTERETS PRET PGE BNP 300 K?	7 693	0,03			7 693	N/S
6611600024 INTERETS PRET PGE BPS 600 K?	2 561	0,01			2 561	N/S
6611600025 INTERETS PRET PGE SMC 300 K?	855	0,00			855	N/S
6611600026 INTERETS PRET PGE CRCA 750 K?	2 063	0,01			2 063	N/S
6611600027 INTERETS PRET PGE HSBC 405 K?	694	0,00			694	N/S
6611600028 INTERET PRET LBP 5M? CORELEC	7 403	0,03			7 403	N/S
6611600029 INTERETS PRET CRCA CORELEC 5M?	8 867	0,04			8 867	N/S
6611600030 INTERET PRET BPI 3M? CORELEC	4 083	0,02			4 083	N/S
6611600113 INTERETS PRET BNP 500 KE -2017	1 310	0,01	1 499	0,01	-189	-12,60
6614100000 INTERETS OC CORELEC	34 375	0,14			34 375	N/S
6616000000 INTERETS BANCAIRES SUR OPERA FINANCEMENT	697	0,00	8 475	0,04	-7 778	-91,77
6616050000 INTERETS BANCAIRES ESCOMPTE	921	0,00	3 486	0,01	-2 565	-73,57
6650000000 ESCOMPTES ACCORDES			184	0,00	-184	-100,00
Différences négatives de change	51 026	0,21	63 537	0,27	-12 511	-19,68
6660000000 PERTES DE CHANGE	51 026	0,21	63 537	0,27	-12 511	-19,68
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements						
Total des charges financières (VI)	359 933	1,45	312 597	1,33	47 336	15,14

COMPTÉ DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

DÉTAILLÉ Présenté en Euros

COMPTÉ DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	Variation absolue (12 / 12)	%
RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)	83 446	-250 829	334 275	133,27
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)	416 571	237 156	179 415	75,65
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	12 179	9 612	2 567	26,71
7718000000 Autres produits exceptionnels/opé gestio	12 179	9 612	2 567	26,71
Produits exceptionnels sur opérations en capital	3 605 522	81 938	3 523 584	N/S
7756000000 PRODUITS CESSIONS FINANCIERS	3 533 522		3 533 522	N/S
7770000000 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT VIREE AU RE	72 000	81 938	-9 938	-12,12
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (VII)	3 617 701	91 550	3 526 151	N/S
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	331 178	472 900	-141 722	-29,96
6711200000 PENALITES AMENDES FISCALE ET PENALES	1 011	585	426	72,82
6718000000 CHARGES EXCEPTION/OP. GESTION	151 064	12 966	138 098	N/S
6718020000 PROJET KELTIC		72 043	-72 043	-100,00
6718030000 CHARGES EXCEPTIONNELLES NEPTUNE BENSON	144 350	359 416	-215 066	-59,83
6718040000 CHARGES EXCEPTIONNELLES CLIMATISATION	34 753	23 990	10 763	44,86
6718050000 CHARGES EXCEPTIONNELLES AGRANDIS PARKING		3 900	-3 900	-100,00
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	3 391 713	29 727	3 361 986	N/S
6751000000 VCEAC IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 012	29 727	-28 715	-96,59
6756000000 VNC IMMO FINANCIERES	3 390 701		3 390 701	N/S
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	187 858	169 088	18 770	11,10
6872500000 AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	187 858	169 088	18 770	11,10
Total des charges exceptionnelles (VIII)	3 910 749	671 715	3 239 034	482,20
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-293 049	-580 166	287 117	49,49
Participation des salariés (IX)		79 379	-79 379	-100,00
6910000000 PARTICIPATION DES SALARIES		79 379	-79 379	-100,00
Impôts sur les bénéfices (X)	-168 431	-46 405	-122 026	-262,95
6950000000 IMPOTS SUR LES BENEFICES	-168 431	-46 405	-122 026	-262,95
Total des Produits (I+III+V+VII)	30 357 133	25 031 042	5 326 091	21,28
Total des Charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	30 065 179	25 407 027	4 658 152	18,33
RÉSULTAT NET	291 954	-375 984	667 938	177,65
	<i>Bénéfice</i>	<i>Perte</i>		
Dont Crédit-bail mobilier	8 777	5 965	2 812	47,14
6122010000 CREDIT BAIL TOYOTA CHARIOT - TRANSPALET	8 777	5 965	2 812	47,14
Dont Crédit-bail immobilier	310 235	311 042	-807	-0,25
6125000000 CREDIT BAIL IMMOBILIER	310 235	311 042	-807	-0,25

**ANNEXES COMPTES SOCIAUX
2021
BIO-UV GROUP**

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2021 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2020 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 70 499 736€.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 291 953,75€.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés le 04/04/2022 par les dirigeants.

Les comptes sociaux de Bio UV sont établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règl. ANC 2014-03 relatif au PCG).

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- ⇒ Amortissements dérogatoires : ils sont calculés par différence entre l'amortissement fiscal et l'amortissement économique des biens concernés par cette méthode.
- ⇒ Les subventions d'investissement reçues des collectivités publiques et organismes assimilés au titre des immobilisations en recherche et développement sont portées au poste « Subventions d'investissement » (présenté au sein des capitaux propres) et reprises au compte de résultat proportionnellement à l'amortissement des immobilisations incorporelles concernées.
- ⇒ Provisions pour risques et charges : elles sont constituées pour tenir compte des risques financiers existant à la date de clôture des comptes.
- ⇒ Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.
- ⇒ Provisions pour dépréciation d'actif : elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrecouvrabilité relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes.
- ⇒ Stocks de matières premières : ils sont évalués au dernier prix d'achat connu.
- ⇒ Stocks des autres approvisionnements : ils sont évalués au dernier prix d'achat connu.
- ⇒ En cours de production de biens et Stocks de produits: Les produits fabriqués ou en cours de fabrication ou de travaux sont évalués à leur coût réel d'entrée, c'est-à-dire en procédant à une identification spécifique de leurs coûts individuels. Le coût de production est constitué du coût des approvisionnements augmenté des autres coûts engagés par l'entreprise au cours des opérations de production, pour amener le bien dans l'état et à l'endroit où il se trouve. ils sont valorisés au coût de revient de production.
- ⇒ Stocks de marchandises : ils sont évalués au dernier prix d'achat connu.
- ⇒ Dépréciation de stock : Les stocks sont, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date d'arrêté des comptes.
La valeur actuelle, correspondant à la valeur probable de cession, est déterminée par application à la valeur brute des stocks d'un taux de dépréciation, variable selon la nature et l'ancienneté des produits.
- ⇒ Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

⇒ Les immobilisations incorporelles : La Société a opté pour la méthode de référence de comptabilisation des frais de développement à l'actif. Ils sont comptabilisés en immobilisations incorporelles uniquement si l'ensemble des critères suivants sont satisfaits :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement du projet de développement en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- l'intention de la Société d'achever le projet de développement et d'utiliser l'immobilisation incorporelle ou de la vendre,
- la capacité à utiliser ou à vendre cet actif incorporel,
- la démonstration de la probabilité d'avantages économiques futurs attachés à l'actif,
- la disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le projet de développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ; et,
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Sont activables les coûts qui sont directement attribuables à la production de l'immobilisation, qui incluent :

- Les coûts des services utilisés ou consommés pour générer l'immobilisation incorporelle ;
- les salaires et charges du personnel engagé pour générer l'actif.

⇒ Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont regroupées pour être testées. Le groupe d'actifs au niveau duquel est réalisé le test de dépréciation est déterminé en fonction du mode de gestion et de suivi des activités de l'entreprise, à savoir au niveau de chaque secteur d'activité (terrestre et maritime).

Les groupes d'actifs auxquels est affecté un fonds commercial non amorti sont testés au moins une fois par an. Les autres groupes d'actifs ne sont testés que s'il existe un indice de perte de valeur à la clôture. Lorsque la valeur actuelle du groupe d'actifs est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est constatée. Elle est comptabilisée en priorité en réduction de la valeur comptable du fonds commercial (le cas échéant). Le résiduel est affecté aux autres actifs du groupe d'actifs. La reprise éventuelle de la dépréciation est examinée à chaque date de clôture. Une dépréciation constatée sur le fonds commercial est définitive.

Pour les groupes d'actifs destinés à être conservés et utilisés, la valeur actuelle est le plus souvent déterminée sur la base de la valeur d'usage, celle-ci correspondant à la valeur des avantages économiques futurs attendus de son utilisation et de sa sortie.

Elle est égale :

- à la somme des flux de trésorerie futurs actualisés déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la direction ; les projections de flux de trésorerie couvrent la période de prévisions budgétaires de 4 ans ; au-delà de la période de prévisions budgétaires, les projections de flux de trésorerie sont estimées par extrapolation sur 4 ans des données budgétaires tenant compte des données économiques générales,
- à laquelle s'ajoute une valeur terminale calculée par application d'un taux de croissance attendu des activités considérées à un flux normatif en général égal à la dernière année de la période d'extrapolation.
- Le taux d'actualisation utilisé pour la clôture des comptes au 31 décembre 2020 est de 9.5% (terrestre et maritime), le taux de croissance long terme est de 1.5%. Les tests de dépréciation prennent en compte l'impact attendu du Covid. Aucune dépréciation identifiée à la suite des tests réalisés.

Les dépenses ne sont activées qu'à partir de la date à laquelle les conditions d'activation de l'immobilisation incorporelle sont remplies notamment lorsque la Société dispose d'une assurance raisonnable de la prochaine commercialisation d'un produit à l'issue des tests de validation (tests de conformité CE et CEM, et de performance opérationnelle d'efficacité réalisé en interne, puis confirmés par des laboratoires indépendants).

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

La Société n'a pas comptabilisé dans les comptes sociaux:

- la provision pour engagement de retraite dont le montant évalué au 31 Décembre 2021, est de 276 K€ estimée selon la recommandation ANC n°2013-02 faisant référence à une méthode d'évaluation actuarielle rétrospective dont les paramètres sont les suivants:
 - Age de la retraite : 67 ans
 - Hypothèse d'actualisation : 0.98% (Taux iBoxx Corporate AA10+ zone euro)
 - Taux de revalorisation annuel des salaires : 1.5 %
 - Table de mortalité : table de mortalité 2018 publiée par l'INSEE
 - Taux de charges sociales : taux réel des charges supportées par les sociétés

⇒ Les titres de participation et créances rattachées sont comptabilisées au bilan à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

Une dépréciation des titres de participation est calculée par différence entre la valeur brute et leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est calculée par référence à la situation nette sociale et aux résultats de la filiale, augmentée le cas échéant des actifs incorporels retenus en consolidation et par référence, aux perspectives de rentabilité à court et moyen terme.

Les prêts sont le cas échéant dépréciés pour tenir compte de la valeur de recouvrement estimée.

⇒ Les créances clients sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte des risques de non-recouvrement, appréciés au cas par cas en fonction du retard de règlement, de la situation des débiteurs (procédure collective ou non) et de toute autre information pertinente à l'arrêté des comptes.

Les créances et dettes libellées en monnaies étrangères sont converties et comptabilisées sur la base des couvertures réalisées ou à défaut des taux de change à la clôture de l'exercice. Les différences liées à la réévaluation sont comptabilisées en écart de conversion.

⇒ Les disponibilités correspondent aux soldes bancaires à la clôture. Les disponibilités en devises étrangères sont converties et comptabilisées sur la base des taux de change à la clôture de l'exercice. Les différences liées à la réévaluation sont comptabilisées dans le compte de résultat.

⇒ Le chiffre d'affaires généré par la vente de produits est constaté lors du transfert des risques et avantages attachés, dans la mesure où toutes les obligations contractuelles significatives ont été exécutées et l'encaissement des créances correspondantes paraît raisonnablement certain. Les ventes qui ne répondent pas aux conditions décrites ci-dessus sont différées au bilan en « produits constatés d'avance ».

- ⇒ Résultat exceptionnel : Les produits et charges exceptionnels incluent les éléments qualifiés d'exceptionnels dans leur nature par le droit comptable (notamment les résultats sur cession d'immobilisations, rappels ou dégrèvements d'impôt autres qu'impôts sur les bénéfices), sauf si cette nature de charge ou de produit existe également dans la liste des éléments d'exploitation du PCG. Dans ce cas, ils ne sont classés en résultat exceptionnel que si leur montant et/ou leur fréquence n'est pas courante (notamment, les créances irrécouvrables ou rentrées sur créances amorties et les dons versés et subventions d'équilibre reçues).
- ⇒ Prise en compte des risques relatifs au climat, à l'eau et la biodiversité : La société essaie de prendre en compte au mieux les risques climatiques dans l'hypothèse de clôture et d'intégrer le cas échéant leur impact potentiel dans les comptes sociaux. Cependant, du fait de la nature de son activité, l'exposition actuelle de la société aux conséquences du changement climatique s'avère limitée.
Son activité ne génère pas de façon significative et directe de pollution de l'eau ou de l'air et n'a pas d'impact sur la biodiversité de la planète.
Les impacts environnementaux liés à son activité résultent principalement de la consommation d'électricité, des achats et des déplacements de ses employés. Par conséquent, les impacts du changement climatique à court terme sur les états financiers ne sont pas significatifs.

FAITS MARQUANTS

Impact de la pandémie due au Coronavirus

L'émergence et l'expansion du coronavirus début 2020 ont affecté les activités économiques et commerciales au plan mondial. Cependant, cette situation n'a pas eu d'impacts majeurs sur notre activité en 2021.

Autres éléments significatifs

⇒ Immobilisations incorporelles:

Les frais de recherche et développements sont essentiellement composés des développements réalisés au titre de :

- BIOSEA I, II et améliorations lowflow et BIOSEA M pour environ 4 318 K€ et,
- 6 740 K€ relatifs aux frais liés à l'obtention de la certification USCG et IMO 68

⇒ La société est attaquée aux Etats Unis sur des points de fonctionnement des systèmes DELTA UV équipant des spas vendus avant la cession de DELTA UV à Neptune Benson. Ces produits n'étaient plus garantis et le groupe conteste en tous points les demandes des parties. Un jugement a été rendu en faveur des parties adverses en 8 mai 2020 faisant droit aux demandes de NEPTUNE BENSON sans toutefois préciser les demandes chiffrées. BIO-UV Group a fait appel de ce dernier le 8 septembre 2020, et a été débouté de son appel en 2021. La direction a estimé sur la base de ses conseils qu'aucune provision pour risque n'était nécessaire compte tenu du caractère contestable du litige et de l'absence de demandes chiffrées.

⇒ Prise de Participation dans CORELEC:

BIO-UV Group a acquis début novembre 2021, 100% de la société CORELEC, spécialisée dans les technologies d'électrolyse de sel pour le traitement des eaux de piscines privées. Cette acquisition a été financée à hauteur de 18 M€ par emprunt bancaire.

Valeur des titres de participation : 24.3 M€

Frais d'acquisitions : 0.6 M€

Rappel éléments significatifs de 2020

Une augmentation de capital en numéraire a été réalisée sur le second semestre 2020 pour un montant de 2 193 milliers d'euros. Celle-ci a donné lieu à l'émission d'une prime de 10 528 milliers d'euros. La société a placé 2 193 234 actions nouvelles d'une valeur nominale unitaire de 1,00€, au prix unitaire de 5,80€, prime d'émission incluse, pour un montant total de 12,7 M€, représentant 21,20% du capital social post-opération de la société.

Les fonds levés à travers cette augmentation de capital vont principalement permettre de saisir les opportunités de croissances externes visant à acquérir notamment de nouvelles technologies propres dans l'univers de la désinfection sans chimie, et d'accompagner l'amplification des actions commerciales et marketing. L'opération a été mise en oeuvre par décision du Conseil d'administration du 21 septembre 2020 et du Directeur général agissant sur subdélégation du Conseil d'administration en date du 1er octobre 2020, conformément à la délégation octroyée par la quatorzième (14ème) résolution approuvée par l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 29 mai 2020 et au prix de 5,80€ par action.

A l'issue de cette opération, le capital social de BIO-UV Group est désormais composé de 10 346 993 actions et 12 072 784 droits de vote

Les options de conversions des emprunts obligataires convertibles en actions « FCPI DIVIDENDES PLUS 3, 4 et 5 » ont été exercées en date du 22 avril 2020, 28 avril 2020 et 5 mai 2020 et ont données lieu à une augmentation de capital par émission de 315 790 nouvelles actions.

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Frais de recherche & développement = 14 263 914€

Frais recherche & développement	Valeur brute	Amortissement	Valeur nette
Frais recherche & développement	14 263 914	8 464 999	5 798 915
Dont Biosea	12 349 940	7 421 079	4 928 861
Dont Terrestre	958 029	891 350	66 679
Dont surface	424 674	120 467	304 207
Dont Autres	531 271	32 103	499 168

Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes = 59 951 018€

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	16 723 630	1 847 401		18 571 031
Immobilisations corporelles	1 096 758	209 815		1 306 573
Immobilisations financières	9 553 727	30 519 687		40 073 414
TOTAL	27 374 115	32 576 939		59 951 018

La variation des immobilisations financières fait suite à l'acquisition de Corelec, elle est constituée principalement de :

- ⇒ 24.3 M€ de titres Corelec
- ⇒ 0.60 M€ de frais d'acquisition
- ⇒ 5 M€ de garantie

Amortissements et provisions d'actif = 9 624 121€

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	6 750 715	1 954 663		8 705 378
Immobilisations corporelles	745 639	131 379		877 018
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières		41 725		41 725
TOTAL	7 496 354	2 086 042		9 624 121

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période :

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Frais de r&d protos	17 815	17 815	0	de 2 à 3 ans
Protos 2011	365 800	365 800	0	5 ans
Projet enorm	86 940	86 940	0	2 ans
Projet bwm - bio sea	3 065 402	3 065 402	0	5 ans
Developpement site intranet	47 676	25 574	22 102	de 3 à 5 ans
Biosea + ameliorations	396 076	352 600	43 476	de 3 à 5 ans
Onorm dw	99 761	84 150	15 612	de 3 à 5 ans
Biosea 30-60	77 202	73 714	3 487	5 ans
Biosea b b0500 smvalves ep	120 220	108 198	12 022	5 ans
2014-8 rw 10/20/40	9 874	3 955	5 919	5 ans
2015-3- dvlp biosea	494 176	0	494 176	Non amortiss.
2016-07 e-pdm	7 821	2 871	4 950	5 ans
Dev biosea lf	52 319	10 464	41 855	5 ans
Dev plc biosea b	23 404	2 353	21 051	5 ans
Dev plc biosea lf	8 301	835	7 466	5 ans
2016-20 delta manager	15 510	6 213	9 298	5 ans
Coffrets bio-uv	54 412	21 795	32 617	5 ans
Gammes bio dev	148 710	44 507	104 203	5 ans
Biosea b ta uscg	6 739 820	3 580 433	3 159 386	de 5 à 6 ans
O clear	183 928	36 786	147 142	5 ans
Optimisation gamme	61 405	12 281	49 124	5 ans
2018-05 logiciel interne	13 040	3 260	9 780	4 ans
Biosea lf	176 690	35 338	141 352	5 ans
Nouvelle armoire biosea	25 106	2 525	22 581	5 ans
Biosea b filtre uscg	99 941	50 026	49 915	5 ans
Biosea imo nouveau g8	939 773	94 499	845 274	5 ans
Bmp 1500	139 093	42 999	96 094	5 ans
Coffret uv home	17 425	8 724	8 700	4 ans
Nouvel automate biosea	149 231	12 724	136 506	5 ans
Malette verif capteur uv	3 230	646	2 584	5 ans
Nowmma	43 191	43 191	0	5 ans
Banc test biosea2	7 404	1 855	5 549	5 ans
Biosea classe statutaire	73 535	14 707	58 828	5 ans
Skid biosea b	21 563	5 206	16 356	4 ans
Bioscan light activ	283 922	54 451	229 471	5 ans
Bioscan box	99 649	24 912	74 736	4 ans
Uv neo remplacement gamme delt	32 320	4 040	28 280	4 ans
Bioscan mobile	41 103	41 103	0	1 ans
Rw 48	21 129	440	20 689	4 ans
Concessions et droits similaires	211 879	164 978	46 901	de 1 à 5 ans

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Taxe pc - bat 850 av l medard	150 387	75 401	74 986	15 ans
Uvps	226 247	0	226 247	Non amortiss.
Uvi	43 520	0	43 520	Non amortiss.
Tup bio-uv	836 175	0	836 175	Non amortiss.
Tup biosea	103 480	0	103 480	Non amortiss.
Terrains	26 006	0	26 006	Non amortiss.
Agencements terrain	62 253	9 715	52 538	8 ans
Amenagement ag installation construction	128 838	53 262	75 576	de 3 à 15 ans
Installations techniques	428 595	309 074	119 521	de 2 à 7 ans
Materiel industriel uvi pas de mouvement	112 001	112 001	0	de 2 à 5 ans
Installations gen -agencement-...	50 482	29 258	21 224	de 2 à 10 ans
Materiel de transport	13 999	2 917	11 083	4 ans
Materiel de bureau et informatique	265 375	250 061	15 314	de 2 à 5 ans
Materiel bureau france	134 385	53 589	80 795	de 3 à 4 ans
Mobilier de bureau	67 629	57 141	10 488	de 1 à 5 ans
Immobilisations corporelles en cours	17 010	0	17 010	Non amortiss.
2018-04 - smart ferti reuse	1 246	0	1 246	Non amortiss.
2019-01 - mesure uvt en ligne	9 485	0	9 485	Non amortiss.
2019-07 - lbbm	25 834	0	25 834	Non amortiss.
2019-11 - coffret uv home ce	14 547	0	14 547	Non amortiss.
2019-14 - canal ouvert aquaculture	60 921	0	60 921	Non amortiss.
2019-19 nouveaux coffrets gammes ho	50 114	0	50 114	Non amortiss.
2021-001 douchettes production	69 792	0	69 792	Non amortiss.
2021-002 skid capote	3 953	0	3 953	Non amortiss.
2020-650731 biosea classes statutaires	106 746	0	106 746	Non amortiss.
2020-650857 2nd filtre biosea - hydac	1 364 707	0	1 364 707	Non amortiss.
651207 - certifications produits	5 511	0	5 511	Non amortiss.
651789 - integra	191 901	0	191 901	Non amortiss.
2020-652370 bio scan parasol	381 876	0	381 876	Non amortiss.
2020-658338 biosea m (biosea c)	399 051	0	399 051	Non amortiss.
2020-658720 cf nsf crypto	13 280	0	13 280	Non amortiss.
2021-660792 skid biosea m	15 405	0	15 405	Non amortiss.
2021-663526 gamme pe am optimisation	2 528	0	2 528	Non amortiss.
2021-665376 aop gen ii	8 126	0	8 126	Non amortiss.
2021-665402 rw 48	10 409	0	10 409	Non amortiss.
TOTAL	19 877 604	9 460 729	10 416 875	

Etat des stocks = 8 175 993€

Etat des stocks	A l'ouverture	A la clôture
Matières premières et autres appro	6 197 579	5 891 923
En cours de production		215 391
Produits intermédiaires et finis	1 420 271	1 942 858
Marchandises	132 952	125 821
TOTAL	7 750 802	8 175 993

Les stocks de matières premières sont constitués de produits liés aux filtres en cuproaluminium, aux éléments électriques, acier 316 L, tubes quartz, lampes UV, emballages, appareils et pièces détachées DELTA-UV, à toutes pièces détachées nécessaires tant à la production qu'au négoce après-vente.

Les stocks de produits finis comprennent les appareils de traitement de l'eau et de surface par ultraviolets pour tout type d'application, les plateformes de montage BIOSEA.

Les produits en-cours sont constitués des éléments en cours d'assemblages.

Etat des créances = 9 986 484€

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	5 567 171		5 567 171
Actif circulant & charges d'avance	4 419 313	4 419 313	
TOTAL	9 986 484	4 419 313	5 567 171

Provisions pour dépréciation = 455 278€

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	utilisées	non utilisées	A la clôture
Stocks et en-cours	48 147	218 475			266 622
Comptes de tiers	4 587	184 069			188 656
Comptes financiers					
TOTAL	52 734	402 544			455 278

La provision pour dépréciation de stock porte sur :

- ⇒ 2 produits finis Biosea. Elle s'élève à 100% de leur valeur (98 k€)
- ⇒ 20% de la valeur des pièces pour la fabrication du Bioscan Light et 32% des pièces pour le Bioscan Mobile (120 k€)

La provision pour dépréciation des compte tiers est constituée :

- ⇒ Client : 47 k€
- ⇒ Escrow Delta UV : 141 k€

Créances représentées par des effets de commerce = 155 669€

Origine des effets de commerce	Montant
Clients et assimilés	155 669
Autres créances	
TOTAL	155 669

Produits à recevoir par postes du bilan = 19 740€

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	14 560
Autres créances	5 180
Disponibilités	
TOTAL	19 740

Charges constatées d'avance = 162 980€

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

Disponibilités = 7 850 958€

Comptes à terme : 5 400 000 €

Les comptes de dépôts à terme ont été considérés comme liquides dans la mesure où la société peut en disposer rapidement sans pénalité matérielle.

Disponibilités : 2 450 958 €

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Capital social = 10 346 993€

Mouvements des titres	Nombre	Val. nominale	Capital social
Titres en début d'exercice	10 346 993	1,00	10 346 993
Titres émis			
Titres remboursés ou annulés			
Titres en fin d'exercice	10 346 993	1,00	10 346 993

Variations des capitaux propres

	Capital	Prime d'émission	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Subv. d'investis.	Provisions Règlem.	Total
Situation au 01/01/2021	10 346 993	18 484 040	0	-1 424 398	-375 984	246 374	211 360	27 488 385
Résultat de l'exercice 2021					291 954			291 954
Options de souscri. d'actions								0
Dividendes								0
Affectation du Résultat 2020				-375 984	375 984			0
Autres variations (1)						-72 000	187 858	115 858
Augmentation de capital (2)								0
Obligations converties								0
Diminution de capital								0
Situation au 31/12/2021	10 346 993	18 484 040	0	-1 800 382	291 954	174 374	399 218	27 896 197

Provisions = 582 600€

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Utilisées	Non utilisées	A la clôture
Provisions réglementées	211 360	187 858			399 218
Provisions pour risques & charges	27 543	183 381	27 543		183 381
TOTAL	238 903	371 239	27 543		582 600

Etat des dettes = 41 275 856€

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires (1)	6 577 504		6 577 504	
Etablissements de crédit	20 759 164	3 431 538	10 130 601	7 197 025
Dettes financières diverses	18 864	18 864		
Fournisseurs	2 930 712	2 930 712		
Dettes fiscales & sociales	1 420 931	1 420 931		
Dettes sur immobilisations	1 116	1 116		
Autres dettes	9 360 882	9 360 882		
Produits constatés d'avance	206 683	206 683		
TOTAL	41 275 856	17 370 726	16 708 105	7 197 025

(1) Dont 6 500 003 de nominal et 77 501€ d'intérêts courus

Charges à payer par postes du bilan = 1 553 479€

Charges à payer	Montant
Emp. & dettes établ. de crédit	96 366
Emp.& dettes financières div.	
Fournisseurs	206 580
Dettes fiscales & sociales	1 198 135
Autres dettes	52 399
TOTAL	1 553 479

Produits constatés d'avance = 206 683€

Les produits constatés d'avance ne sont composés que de produits ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Ventilation du chiffre d'affaires = 24 775 428€

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

Nature du chiffre d'affaires	Montant HT	Taux
Ventes de marchandises	3 913 786	15,80 %
Ventes de produits finis	18 976 838	76,60 %
Prestations de services	1 666 537	6,73 %
Produits des activités annexes	274 967	1,11 %
Rabais, remises & ristournes accord	-56 701	-0,23 %
TOTAL	24 775 428	100.00 %

Zones géographiques	En k€	Taux
France	8 690	35%
Europe Hors France	10 637	43%
Asie	1 865	8%
Amérique	1 719	7%
Moyen Orient	818	3%
Autre	1 046	4%
TOTAL	24 775	100%

Nature des activités	en k€	Taux
Activité terrestre	10 899	44%
Activité maritime	13 830	56%
Activité surface	46	0%
TOTAL	24 775	100%

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices = -168 431€

Niveau de résultat	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Résultat d'exploitation	333 125		333 125
Résultat financier	83 446		83 446
Résultat exceptionnel	-293 049		-293 049
Participation des salariés			
TOTAL	123 523	-168 431	291 954

Résultat exceptionnel = -293 049€

	31/12/2021	31/12/2020
Résultat exceptionnel	-293 049	-580 165
- Produits exceptionnels	84 179	91 550
QP de subvention d'investissement	72 000	81 938
Autres produits (1)	12 179	9 612
-Portefeuille Actions propres net (1)	142 821	
- Charges exceptionnelles	-520 049	-671 715
sur litige Neptune	-144 350	-359 416
sur KELTIC		-72 043
sur litige climatisation	-34 753	-23 990
VNCEA	-1 012	-29 727
Dotation amortissement dérogatoire	-187 858	-169 088
Autres	-152 076	-17 451

(1) Cession-VNC

AUTRES INFORMATIONS

Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Honoraires des Commissaires Aux Comptes

	Montant
- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes 2021 (1)	66 000
- Honoraires facturés au titre des conseils & prestations de service (2)	30 881
TOTAL	106 889

(1) Le montant des honoraires relatifs aux missions de contrôle légal du 1er janvier au 31 décembre 2021, des comptes sociaux, des sociétés intégrées dans les comptes consolidés, il s'élève à 49 milliers d'euros pour PwC Audit et 17 milliers d'euros pour Jean Paul LACOMBE.

(2) Les comptes clos au 30 juin 2021 ont fait l'objet d'un rapport d'examen limité de la part du collège des Commissaires aux comptes (21.5 milliers d'euros pour PwC et 9 milliers d'euros pour Jean Paul LACOMBE).

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	26	
Agents de maîtrise & techniciens	23	
Employés	20	
Ouvriers	18	
Apprentis sous contrat	2	
TOTAL	89	0

Dettes garanties par des sûretés réelles

- Hypothèque consentie par un tiers à hauteur de 892 742 € à la clôture pour le leasing immobilier sur le bâtiment à usage commercial

Autres informations complémentaires

Engagements donnés auprès de la Banque CIC :

Cautions marché privé Gar. Exécution : 50 949 €

Goodwill pledge : 700 000 €

Engagements donnés auprès de la HSBC :

Nantissement du fonds de commerce Bio UV : 1 000 000 €

Engagements donnés auprès de la BNP :

Nantissement du fonds de commerce : 1 045 000 €

Les engagements donnés sont relatifs au nantissement du fonds de commerce / pari-passu et se décomposent comme suit :

Emprunt En KEUR	Date de départ du nantissement / pari passu	Montant de l'emprunt	Montant restant dû au poste de bilan au 31/12/2021	Montant restant dû au poste de bilan au 31/12/2020
Banque Populaire du Sud	octobre-15	300	-	21
CIC Lyonnaise de Banque	avril-17	500	215	286
BNP Paribas	mai-17	300	129	172
Banque Populaire du Sud	mai-17	500	226	297
BNP Paribas	juin-18	200	79	119
HSBC	juin-18	200	85	125
CIC	juin-18	200	81	122
CRCA	juin-18	200	82	122
Banque Populaire du Sud	juin-18	400	263	325
BPI France / HSBC	septembre-19	1 000	1 000	1 000
HSBC	septembre-19	1 000	658	854
CREDIT AGRICOLE	septembre-19	1 500	1 225	1 517
CREDIT AGRICOLE (*)	octobre-21	5 000	4 933	
LA BANQUE POSTALE (*)	octobre-21	5 000	4 933	
France Economie Réelle (*)	octobre-21	5 000	5 000	
Total		21 300	18 909	4 960

(*) Nantissement titres CORELEC, garantie formalisée par actes séparés dans le cadre d'une convention intercréanciers

Information relative au Crédit-Bail

La société dispose d'un contrat de crédit-bail immobilier, mis en place pour le financement des locaux de son activité industrielle, signé le 11 janvier 2013, pour 3 500 000 € (hors levée option 295 000 €) en 60 trimestres de 78 750 € dont le dernier sera le 04/04/2028. Les redevances restant à verser s'élèvent à : 2 056 223 €.

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Tableau

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A - Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
<i>- Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>										
BIO UV ASIA LIMITED	1 116		100	1 116	1 116					
TRIOGEN LIMITED	116		100	7 755 206	7 755 206					
CORELEC SAS	100 000		100	24 286 000	24 286 000					
<i>Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>										
B - Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										
<i>- Filiales non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										
<i>Participations non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

L'audience d'appel au titre du litige opposant la société BIO-UV Group à Neptune Benson s'est tenue le 26 janvier 2021, son jugement a été rendu le 13 mai 2021, confirmant le jugement en première instance, sans indiquer de montant. Depuis, les parties continuent d'échanger et aucun évènement significatif n'est intervenu.

Dans le cadre du rachat de CORELEC, il a été convenu qu'un complément de prix de 5 M€ soit versé au 31 mars 2022, en plus des 15 M€ versés au moment de l'acquisition. Dans l'hypothèse la plus probable, le coût total de l'acquisition serait d'environ 25 M€. Pour couvrir l'acquisition, BIO-UV Group a contracté des emprunts à hauteur de 18 M€ auprès de ses partenaires bancaires en novembre 2021.

BIO-UV Group a acheté en février 2022 une parcelle jouxtant le bâtiment existant, et déposé le 1er Avril 2022 un permis de construire pour agrandir son site de Lunel de 1200 m². La mise en service est prévue courant mars 2023, permettant ainsi à l'entreprise d'accueillir sur ce site jusqu'à 120 personnes.

Enfin, Bio UV group a réalisé environ 1 % de son activité en 2021 avec la Russie, la Biélorussie ou l'Ukraine. Par ailleurs, le groupe n'a pas de site de production, ni de salarié exposé sur cette zone, et ne réalise aucun achat direct avec des fournisseurs dans ces territoires. L'exposition directe au conflit en Ukraine est très faible pour le groupe, ce qui est confirmé par la bonne activité commerciale du mois de mars 2022 et le fort carnet de commandes pour le second semestre 2022. En revanche, les difficultés d'approvisionnement notamment sur les cartes électroniques Siemens, les augmentations des prix de nombreux articles et les retards logistiques sont plus nombreux qu'en 2021, et nous incitent à la plus grande prudence pour l'exercice en cours. Le groupe pour faire face à ces nouvelles contraintes a :

- Renforcé son service achat et diversifié ses approvisionnements ;
- Augmenté son niveau de stock, et raccourci ses délais de paiement.

VII. RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

BIO-UV GROUP SA

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

A l'assemblée générale
BIO-UV GROUP SA
850 Avenue Louis Medard
34400 LUNEL

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société BIO-UV GROUP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « 2.2 Référentiel comptable » de l'annexe aux comptes consolidés concernant l'application du nouveau règlement ANC 2020-01 et les impacts liés au changement de méthode comptable.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes, qui selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Estimations Comptables – « Ecart d'acquisition »

Les écarts d'acquisition, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2021 s'établit à 28 617 715 euros, ont fait l'objet de tests de dépréciation selon les modalités décrites dans la note 2.3.2 « Traitement des écarts de première consolidation et des écarts d'acquisition » de l'annexe des comptes consolidés.

Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées, et nous avons vérifié que la note 2.3.2 « Traitement des écarts de première consolidation et des écarts d'acquisition » de l'annexe des comptes consolidés donne une information appropriée.

Principes comptables – « Immobilisations incorporelles »

Comme indiqué dans la note 2.4.1.1.1 « Méthodes et règles d'évaluation des immobilisations incorporelles » de l'annexe, la société comptabilise en immobilisations incorporelles les frais de développement répondant aux critères prévus par les règles et principes comptables français. Nous avons examiné les prévisions d'activité et de profitabilité sous-tendant le caractère approprié de cette comptabilisation, les modalités retenues pour l'amortissement des frais de développement ainsi comptabilisés et, pour la vérification de leur valeur actuelle, nous nous sommes assurés que la note 2.4.1.1.1 « Méthodes et règles d'évaluation des immobilisations incorporelles » de l'annexe fournit une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Marseille et à Saint Jean de Védas, le 29 avril 2022

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Frank Vanhal

Frank Vanhal

 *Jean Paul Lacombe*

Jean-Paul LACOMBE

BIO-UV GROUP SA

Comptes consolidés

31 décembre 2021



Table des matières

1	<u>Etats financiers consolidés</u>	5
1.1	<u>Bilan consolidé</u>	5
1.2	<u>Compte de résultat consolidé</u>	6
1.3	<u>Tableau de flux de trésorerie</u>	7
2	<u>Principes et modalités de consolidation</u>	7
2.1	<u>Préambule</u>	7
2.2	<u>Référentiel comptable</u>	8
2.3	<u>Modalités de consolidation</u>	8
2.3.1	<u>Méthodes de consolidation</u>	8
2.3.2	<u>Traitement des écarts de première consolidation et des écarts d'acquisition</u>	8
2.3.2.1	<u>Principes</u>	8
2.3.2.2	<u>Méthode de conversion utilisée</u>	9
a.	<u>Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation des états financiers</u>	9
b.	<u>Transactions et soldes</u>	9
c.	<u>Conversion des comptes des filiales en devises</u>	9
2.4	<u>Méthodes et règles d'évaluation</u>	10
2.4.1	<u>Immobilisations</u>	10
2.4.1.1	<u>Modes et méthodes d'évaluation appliqués</u>	10
2.4.1.1.1	<u>Immobilisations incorporelles</u>	10
2.4.1.1.2	<u>Immobilisations corporelles</u>	10
2.4.1.1.3	<u>Contrats de location financement</u>	11
2.4.1.2	<u>Méthodes utilisées pour le calcul des amortissements</u>	11
2.4.2	<u>Stocks</u>	11
2.4.2.1	<u>Evaluation des stocks</u>	11
2.4.2.2	<u>Dépréciation des stocks</u>	12
2.4.3	<u>Créances</u>	12
2.4.3.1	<u>Evaluation des créances</u>	12
2.4.3.2	<u>Dépréciation des créances</u>	12
2.4.4	<u>Valeurs mobilières de placement</u>	12
2.4.5	<u>Avances remboursables</u>	12
2.4.6	<u>Subventions d'investissement</u>	12

2.4.7	<u>Provision pour engagement de départ à la retraite (méthode préférentielle)</u>	12
2.4.8	<u>Impôts différés</u>	13
2.4.9	<u>Crédit d'impôt recherche</u>	13
2.4.10	<u>Charges et produits exceptionnels</u>	14
2.4.11	<u>Trésorerie</u>	14
2.4.12	<u>Opérations en devises étrangères</u>	14
2.4.13	<u>Prise en compte des risques relatifs au climat, à l'eau et la biodiversité</u>	14
2.5	<u>Informations diverses</u>	14
2.5.1	<u>Résultat par action</u>	14
2.5.1.1	<u>Résultat par action</u>	14
2.5.1.2	<u>Résultat dilué par action</u>	14
2.5.2	<u>Honoraires des commissaires aux comptes</u>	16
2.5.3	<u>Montant des rémunérations</u>	16
2.6	<u>Faits marquants</u>	16
3	<u>Périmètre de consolidation</u>	17
3.1	<u>Périmètre de consolidation</u>	17
3.2	<u>Variations du périmètre et des % d'intérêt</u>	17
4	<u>Analyses des postes du bilan et du compte de résultat</u>	18
4.1	<u>Bilan consolidé</u>	18
4.1.1	<u>Actif immobilisé</u>	18
4.1.1.1	<u>Ecarts d'acquisition</u>	20
4.1.1.2	<u>Immobilisations incorporelles</u>	20
4.1.1.3	<u>Immobilisations corporelles</u>	21
4.1.1.4	<u>Immobilisations financières</u>	21
4.1.2	<u>Autres postes d'actif</u>	21
4.1.2.1	<u>Stocks</u>	21
4.1.2.2	<u>Créances</u>	21
4.1.2.3	<u>Impôts différés :</u>	22
4.1.2.4	<u>Titres de placement et disponibilités</u>	22
4.1.2.5	<u>Comptes de régularisation</u>	22
4.1.2.6	<u>Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice</u>	23
4.1.3	<u>Capitaux propres part du groupe et intérêts minoritaires</u>	23
4.1.4	<u>Autres postes du passif</u>	23

4.1.4.1	<u>Avances remboursables</u>	23
4.1.4.2	<u>Provisions pour risques et charges</u>	23
4.1.4.3	<u>Emprunts et dettes assimilées</u>	24
4.1.4.4	<u>Fournisseurs et autres dettes</u>	25
4.2	<u>Postes du compte de résultat consolidé</u>	26
4.2.1	<u>Comptes pro-forma</u>	26
4.2.2	<u>Produits d'exploitation</u>	26
4.2.3	<u>Charges d'exploitation</u>	26
4.2.4	<u>Résultat financier</u>	27
4.2.5	<u>Résultat exceptionnel</u>	28
4.2.6	<u>Impôt sur le résultat</u>	28
5	<u>Autres informations</u>	29
5.1	<u>Information sectorielle</u>	29
5.1.1	<u>Documentation et explications sur les différents secteurs d'activité.</u>	29
5.1.2	<u>Décomposition des principales données financières par secteur d'activité :</u>	30
5.2	<u>Engagements hors bilan</u>	30
5.2.1	<u>Engagements hors bilan reçus</u>	30
5.2.2	<u>Dettes garanties par des suretés réelles</u>	30
5.2.3	<u>Engagements hors bilan accordés</u>	30
5.3	<u>Evènements postérieurs à la clôture</u>	31

1 Etats financiers consolidés

1.1 Bilan consolidé

Les comptes consolidés clos au 31 décembre 2021 présentent un total Actif - Passif de 81 123 354 €, et un résultat bénéficiaire part du groupe de 689 376 €.

Actif en EUR	Montants Bruts	Amort. Et Dépréciations	Net 31/12/2021	Net 31/12/2020
Ecart d'acquisition	28 617 715		28 617 715	9 158 191
Capital souscrit non appelé	-			
Immobilisations incorporelles	18 068 604	8 815 207	9 253 397	9 030 376
Immobilisations corporelles	5 652 548	2 773 189	2 879 359	2 825 775
Immobilisations financières	5 352 838		5 352 838	215 318
Participations par mise en équivalence	-			
Actif immobilisé	29 073 990	11 588 396	17 485 594	12 071 469
Stocks et en-cours	15 099 844	299 525	14 800 319	9 558 880
Créances clients et comptes rattachés	5 239 234	65 864	5 173 370	4 473 455
Actifs d'impôts différés	1 799 657		1 799 657	1 781 277
Autres créances	2 590 049	141 206	2 448 843	2 106 792
Valeurs mobilières de placement	361 074		361 074	-
Disponibilités	10 213 315		10 213 315	12 570 112
Actif circulant	35 303 173	506 595	34 796 578	30 490 516
Comptes de régularisation	223 467		223 467	199 275
Total Actif	93 218 345	12 094 991	81 123 354	51 919 451
Passif en EUR			31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel			10 346 993	10 346 993
Primes d'émission, de fusion, d'apport			18 484 040	18 484 040
Ecart de réévaluation				
Réserves			2 024 195	1 296 824
Résultat Groupe			689 376	583 947
Subvention investissement			174 374	
Provisions réglementées				-
Titres en auto-contrôle			- 1 055 382	- 514 110
Capitaux propres - Part du groupe			30 663 596	30 197 694
Part Hors Groupe - Réserves				
Part Hors Groupe - Résultat				
Provisions pour risques et charges			614 142	245 849
Emprunts et dettes financières			30 737 491	13 655 798
Avances remboursables			135 000	225 000
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			1 143 609	678 365
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			5 407 178	4 697 942
Dettes fiscales et sociales			2 731 386	1 859 019
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			1 116	1 116
Autres dettes			9 451 343	67 022
Dettes			49 607 123	21 184 262
Comptes de régularisation			238 493	291 646
Total Passif			81 123 354	51 919 451

1.2 Compte de résultat consolidé

En EUR	31/12/2021 12 mois	31/12/2020 12 mois
Chiffre d'affaires	33 462 062	32 174 760
Production stockée	786 756	579 248
Production immobilisée	1 028 594	791 342
Subventions d'exploitation	57 271	70 292
Reprises sur provisions et transferts de charges	57 830	105 232
Autres produits	14 986	65 280
Autres Produits d'exploitation	1 945 437	1 611 394
Achats et variations de stocks	14 577 348	16 061 617
Autres achats et charges externes	8 837 364	7 237 494
Impôts et taxes	345 649	413 269
Charges de personnel	7 671 497	6 672 077
Dotations aux amortissements des immobilisations	2 352 247	1 791 630
Dotations aux provisions pour risques et charges	29 744	62 944
Autres provisions et charges d'exploitation	596 015	148 067
Charges d'exploitation	34 409 864	32 387 098
Résultat d'exploitation	997 635	1 399 056
Produits financiers	227 471	122 700
Charges financières	488 379	557 140
Résultat financier	-260 908	-434 440
Résultat courant avant impôt	736 727	964 616
Produits exceptionnels	3 617 701	91 550
Charges exceptionnelles	3 723 101	502 633
Résultat exceptionnel	-105 400	-411 083
Impôt sur le résultat	-58 049	-30 414
<i>Convention de signe sur la ligne "Impôt" : - (correspond à un produit) et + correspond à une charge.</i>		
Résultat des sociétés intégrées	689 376	583 947
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions		
Résultat d'ensemble consolidé	689 376	583 947
Résultat groupe	689 376	583 947
Résultat hors-groupe		
Résultat par action	0,068	0,068
Résultat dilué par action	0,074	0,079

1.3 Tableau de flux de trésorerie

En EUR	31/12/2021	31/12/2020
Résultat net consolidé	689 376	583 947
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions nettes de reprises	2 975 617	1 829 979
Variation des impôts différés	- 18 380	- 86 598
Plus-values de cession, nettes d'impôt	-	29 727
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	3 646 613	2 357 055
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	- 348 400	- 2 478 913
Flux net de trésorerie généré par l'activité	3 298 213	- 121 858
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	- 2 726 520	- 3 015 945
Produit de cession d'immobilisations, net d'impôt	74 715	
Variation de l'écart d'acquisition		- 180 508
Incidence des variations de périmètres	- 18 043 429	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	- 20 695 234	- 3 196 453
Rachat et revente d'actions propres	- 541 272	- 105 919
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire	-	13 827 180
Emissions d'emprunts	18 049 219	4 600 702
Remboursements d'emprunts et fonds non remboursables et assimilés	- 1 973 880	- 3 973 933
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	15 534 067	14 348 030
Incidence des variations de cours des devises		
Variations de trésorerie (A)	- 1 729 621	10 919 022
Trésorerie d'ouverture (B)	12 300 783	1 381 761
Trésorerie de clôture (C)	10 571 162	12 300 783
Incidence des variations de cours des devises	133 333	-110 697

2 Principes et modalités de consolidation

2.1 Préambule

Cette annexe est établie en euros.

L'exercice clos au 31 décembre 2021 a une durée de 12 mois comme l'exercice clos au 31 décembre 2020.

Date de clôture des comptes consolidés :

Les comptes consolidés sont établis au 31 décembre, date de clôture de la société Tête de Groupe BIO-UV Group SA. La société Tête de Groupe BIO-UV Group SA a été créée le 14 octobre 2010.

2.2 Référentiel comptable

Les comptes consolidés de BIO-UV Group sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, selon les dispositions du règlement CRC N°2020-01 relatif aux comptes consolidés des entreprises industrielles et commerciales.

A partir du 1er janvier 2021, le règlement ANC N°2020-01 a remplacé les anciens textes réglementant les comptes consolidés, à savoir le règlement 99-02 et ses différents amendements.

Ce changement a pour impact le classement des subventions d'investissement au sein des capitaux propres au lieu du classement en produits constatés d'avance selon l'ancien règlement. Exception faite de ce traitement, ce nouveau règlement n'a pas d'impact sur les comptes consolidés au 31 décembre 2021.

2.3 Modalités de consolidation

2.3.1 Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles BIO-UV Group dispose directement ou indirectement du contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés sur lesquelles est exercée une influence notable sont mises en équivalence.

Dans le cas de contrôle conjoint, les sociétés sont consolidées par intégration proportionnelle.

Aucune société n'est consolidée par mises en équivalence ou par intégration proportionnelle en décembre 2021.

2.3.2 Traitement des écarts de première consolidation et des écarts d'acquisition

2.3.2.1 Principes

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation à leur juste valeur des actifs et des passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition.

Lors de la constitution du Groupe, les fonds commerciaux inscrits dans les comptes individuels des sociétés consolidées ont été annulés. La valeur attribuée aux fonds, qu'ils aient été ou non identifiés dans les comptes sociaux, a ensuite été constatée dans les comptes consolidés en tant qu'écart d'acquisition, ou de première consolidation, de ces sociétés.

Les actifs et passifs repris ont été comptabilisés à la juste valeur.

Les écarts d'acquisition négatifs sont constatés en provision pour risque, et sont repris dans le résultat en fonction des objectifs fixés lors de l'acquisition. Il n'existe aucun écart d'acquisition négatif au 31 décembre 2021.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis et un test de dépréciation reposant sur l'appréciation de la valeur d'usage correspondant à l'estimation des avantages économiques futurs attendus de l'utilisation de l'actif et de sa sortie est réalisé à la clôture de chaque exercice.

Les critères justifiant de l'absence d'amortissement sont :

- les cycles de vie des produits résultant de l'actif et les informations publiques concernant l'estimation de la durée d'utilisation d'actifs similaires qui sont utilisés de façon similaire ;

- La stabilité du secteur d'activité dans lequel l'actif est utilisé et l'évolution de la demande portant sur les produits ou les services résultant de l'actif.

Les écarts d'acquisition étant rattachés à des activités spécifiques, les groupes d'actifs nécessaires à leur exploitation ont pu leur être directement rattachables.

La crise sanitaire liée à la Covid-19 représente un indice de perte de valeur sur les comptes clos au 31 décembre 2021, cela ayant entraîné la réalisation des tests de dépréciation sur cette clôture annuelle.

La valeur actuelle du groupe d'actifs a été déterminée sur la base des calculs de la valeur d'utilité. Ces calculs sont effectués à partir de la projection de flux de trésorerie basés sur les budgets financiers à 5 ans approuvés par la direction après application d'un taux d'actualisation de 9.5% et un taux de croissance long terme de 1.5% pour BIO-UV et 1.3% pour TRIOGEN ET CORELEC. Les tests de dépréciation prennent en compte l'impact attendu du Covid.

Nous estimons que les résultats obtenus sont probants et n'aboutissent à la constatation d'aucune dépréciation dans les comptes clos au 31 décembre 2021.

2.3.2.2 Méthode de conversion utilisée

Le Groupe détient deux filiales étrangères, BIO-UV ASIA et TRIOGEN HOLDINGS LIMITED, détenant 100% des titres de la société TRIOGEN qui ont été intégrées au périmètre consolidé.

a. Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation des états financiers

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités du Groupe sont évalués en utilisant la monnaie de l'environnement économique de base dans lequel l'entité opère et génère l'essentiel de ses cash-flows (« la monnaie fonctionnelle »). Les états financiers consolidés sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation de la Société.

b. Transactions et soldes

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties en euros en utilisant les taux de change en vigueur aux dates des transactions. Les pertes et les gains de change résultant du dénouement de ces transactions comme ceux résultant de la conversion, aux taux en vigueur à la date de clôture, des actifs et passifs monétaires libellés en devises, sont comptabilisés en résultat.

c. Conversion des comptes des filiales en devises

Les comptes de toutes les entités du Groupe (dont aucune n'exerce ses activités dans une économie hyper inflationniste) dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation (l'euro), sont convertis dans la monnaie de présentation, selon les modalités suivantes :

- les éléments d'actif et de passif sont convertis aux cours de clôture à la date de chaque bilan ;
- les produits et les charges de chaque compte de résultat sont convertis aux taux de change moyens (sauf si cette moyenne n'est pas représentative de l'effet cumulé des taux en vigueur aux dates des transactions, auquel cas les produits et les charges sont convertis aux taux en vigueur aux dates des transactions) ;
- et toutes les différences de conversion en résultant sont comptabilisées en tant que composante distincte des capitaux propres. Lorsqu'une entité étrangère est cédée, ces différences de conversion initialement reconnues en capitaux propres sont comptabilisées au compte de résultat dans les pertes et les profits de cession.

2.4 Méthodes et règles d'évaluation

2.4.1 Immobilisations

2.4.1.1 Modes et méthodes d'évaluation appliqués

2.4.1.1.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement :

- Les licences et logiciels informatiques faisant l'objet d'amortissement,
- Le logiciel, ainsi que les frais engagés pour son adaptation, et la licence d'exploitation du site internet.
- Les frais de développement.

La Société a opté pour la méthode de référence de comptabilisation des frais de développement à l'actif. Ils sont comptabilisés en immobilisations incorporelles uniquement si l'ensemble des critères suivants sont satisfaits :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement du projet de développement en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- l'intention de la Société d'achever le projet de développement et d'utiliser l'immobilisation incorporelle ou de la vendre,
- la capacité à utiliser ou à vendre cet actif incorporel,
- la démonstration de la probabilité d'avantages économiques futurs attachés à l'actif,
- la disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le projet de développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ; et,
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Sont activables les coûts qui sont directement attribuables à la production de l'immobilisation, qui incluent :

- les coûts des services utilisés ou consommés pour générer l'immobilisation incorporelle ;
- les salaires et charges du personnel engagé pour générer l'actif.

Les dépenses ne sont activées qu'à partir de la date à laquelle les conditions d'activation de l'immobilisation incorporelle sont remplies notamment lorsque la Société dispose d'une assurance raisonnable de la prochaine commercialisation d'un produit à l'issue des tests de validation (tests de conformité CE et CEM, et de performance opérationnelle d'efficacité réalisé en interne, puis confirmés par des laboratoires indépendants).

2.4.1.1.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production par l'entreprise.

Les éléments d'actif font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée réelle d'utilisation du bien.

2.4.1.1.3 Contrats de location financement

Les contrats de location financement sont analysés comme des achats à crédit lorsqu’au regard des loyers payés annuellement sur la durée du contrat, de la valeur du bien et du montant de l’option, il existe une forte probabilité que l’option sera exercée à la fin du contrat.

Les biens concernés sont comptabilisés à l’actif avec en contrepartie une dette financière et au compte de résultat, sous forme d'une dotation aux amortissements et d'une charge financière.

La valeur d’entrée des biens pris en crédit-bail correspond à la juste valeur du bien loué à la date de signature du contrat. En contrepartie une dette financière étalée sur la durée du contrat est constatée au passif.

2.4.1.2 Méthodes utilisées pour le calcul des amortissements

Les durées d’amortissements sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Eléments	Méthode amortissement	Durée amortissement en années
Ecart d'acquisition	NA	
ECARTS D'ACQUISITION		
Frais de recherche et développement	Linéaire	5
Concessions, brevets et droits similaires	Linéaire	1 à 5
Autres immobilisations incorporelles	Linéaire	1 à 5
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
Terrains	NA	
Terrains en crédit bail	NA	
Constructions	Linéaire	Gros Œuvre 30 Façade et étanchéité 25 Installations Générales et Techniques 20 Agencement 10
Constructions en crédit bail	Linéaire	
Installations techniques, matériel, outillage	Linéaire	2 à 10
Autres immobilisations corporelles	Linéaire	3 à 10
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		

L'amortissement des frais de recherche et développement débute lorsque la Société commence à consommer les avantages économiques associés, c'est-à-dire, lorsque les innovations attachées à ces frais de développement commencent à être commercialisées.

2.4.2 Stocks

2.4.2.1 Evaluation des stocks

Les stocks de marchandises sont évalués au dernier prix d’achat connu.

La valeur brute des matières, marchandises et approvisionnements comprend le prix d’achat et les frais accessoires.

Les éventuels produits fabriqués ou en cours de fabrication ou de travaux sont évalués à leur coût réel d’entrée, c'est-à-dire en procédant à une identification spécifique de leurs coûts individuels. Le coût de production est constitué du coût des approvisionnements augmenté des autres coûts engagés par

l'entreprise au cours des opérations de production, pour amener le bien dans l'état et à l'endroit où il se trouve.

2.4.2.2 Dépréciation des stocks

Les stocks sont, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date d'arrêté des comptes.

La valeur actuelle, correspondant à la valeur probable de cession, est déterminée par application à la valeur brute des stocks d'un taux de dépréciation, variable selon la nature et l'ancienneté des produits.

2.4.3 Créances

2.4.3.1 Evaluation des créances

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

2.4.3.2 Dépréciation des créances

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement.

La dépréciation est déterminée individuellement en fonction des éléments connus à la date d'arrêté des comptes.

2.4.4 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent à l'actif pour leur valeur d'acquisition.

Les dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

2.4.5 Avances remboursables

Les avances remboursables ont été reçues d'organismes publics pour le financement des activités de recherche de la Société ou pour la prospection commerciale territoriale, dont les remboursements sont obligatoires, sont présentées au passif sous la rubrique « Avances remboursables ».

2.4.6 Subventions d'investissement

Le choix fait dans les comptes individuels, d'inscrire les subventions d'investissements en capitaux propres, est conservé dans les états financiers consolidés.

Conformément au Règlement de l'ANC 2020-01, les subventions sont étalées en résultat, au même rythme que les amortissements des immobilisations qu'elles ont contribuées à financer.

2.4.7 Provision pour engagement de départ à la retraite

Les indemnités de fin de carrière sont constatées dans les comptes consolidés pour l'ensemble des sociétés où cela est requis (uniquement BIO-UV Group). Le seul engagement de retraite supporté par l'entreprise est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel, la législation prévoyant que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. Le coût actuariel des engagements est pris en charge chaque année pendant la durée de vie active des salariés et il est comptabilisé en résultat en « Dotations

aux amortissements et provisions ». L'incidence des variations d'hypothèses est constatée immédiatement en compte de résultat.

L'engagement de retraite est évalué selon la méthode rétrospective qui s'appuie sur la situation future du salarié (ancienneté qu'il aura le jour de son départ) et sur des hypothèses actuarielles :

- Augmentation annuelle des salaires,
- Probabilité de départ (démission, licenciement) du salarié avant l'âge de la retraite,
- Probabilité de mortalité du salarié avant l'âge de la retraite, - Taux d'actualisation.

Paramètres utilisés :

- Age de la retraite : 67 ans
- Hypothèse d'actualisation : 0.98% (Taux iBoxx Corporate AA10+ zone euro)
- Taux de revalorisation annuel des salaires : 1.5 %
- Table de mortalité : table de mortalité 2018 publiée par l'INSEE
- Taux de charges sociales : taux réel des charges supportées par la société

2.4.8 Impôts différés

Les impôts différés sont calculés conformément à l'approche bilancielle du règlement 2020-01.

Le montant de la créance ou de la dette d'impôts à la clôture de l'exercice est corrigé des impôts différés, calculés selon la méthode du report variable sur les retraitements pratiqués en consolidation ainsi que sur les différences temporaires existant entre le résultat comptable et le résultat fiscal. L'excédent des impôts différés actif, y compris ceux se rapportant aux déficits reportables, sur les impôts différés passifs, déterminés par entité fiscale, est constaté dès lors que la probabilité de sa réalisation est établie.

Les taux d'impôt utilisés pour chaque entité sont les suivants :

Sociétés	N+1	N+2 et suivants
BIO-UV Group	25,0%	25%
CORELEC	25,0%	25%
TRIOGEN	19%	19%
BIO-UV ASIA	(1)	(1)

(1) - Aucune activation d'impôt différé n'a été pris en compte sur cette structure

2.4.9 Crédit d'impôt recherche

Des crédits d'impôt recherche sont octroyés aux entreprises par l'État français afin de les inciter à réaliser des recherches d'ordre technique et scientifique. Les entreprises qui justifient des dépenses remplissant les critères requis (dépenses de recherche localisées en France ou, depuis le 1er janvier 2005, au sein de la Communauté Européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace Économique Européen et ayant conclu avec la France une convention fiscale contenant une clause d'assistance administrative) bénéficient d'un crédit d'impôt qui peut être utilisé pour le paiement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice de réalisation des dépenses et des trois exercices suivants ou, le cas échéant, être remboursé pour sa part excédentaire.

Le crédit d'impôt recherche est présenté dans le compte de résultat au crédit de la ligne « impôts sur les bénéfices ».

2.4.10 Charges et produits exceptionnels

La distinction entre résultat courant et résultat exceptionnel est faite selon les règles du PCG. Le résultat courant est constitué par tous les produits et charges d'exploitation et financier. Le résultat exceptionnel comprend toutes les sommes ne se rattachant pas à l'exploitation courante.

2.4.11 Trésorerie

Dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie est définie comme l'ensemble des liquidités du groupe en comptes courants bancaires, caisses et valeurs mobilières de placement, sous déduction des concours bancaires à court terme.

2.4.12 Opérations en devises étrangères

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les créances et dettes en devises étrangères existantes à la clôture de l'exercice sont converties au cours en vigueur à cette date. La contrepartie étant constatée en résultat financier.

2.4.13 Prise en compte des risques relatifs au climat, à l'eau et la biodiversité

Le Groupe essaie de prendre en compte au mieux les risques climatiques dans l'hypothèse de clôture. Cependant du fait de la nature de son activité l'exposition actuelle du Groupe aux conséquences du changement climatique s'avère limitée et participe de façon positive à la désinfection des eaux sans chimie.

L'activité du Groupe ne génère pas de façon significative et directe de pollution de l'eau ou de l'air et n'a pas d'impact négatif sur la biodiversité de la planète.

Les impacts environnementaux liés à l'activité du Groupe résultent principalement de la consommation d'électricité, des achats et des déplacements de ses employés.

Par conséquent, les impacts du changement climatique à court terme sur les états financiers ne sont pas significatifs.

2.5 Informations diverses

2.5.1 Résultat par action

2.5.1.1 Résultat par action

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation.

Sur la base d'un résultat net part du groupe de 689 376 € et d'un nombre de titres de 10 346 993, il ressort un résultat par actions de 0.068 € au 31 décembre 2021.

2.5.1.2 Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action est obtenu en divisant le résultat net part du groupe augmenté des économies des frais financiers réalisées (nettes d'impôt) en cas de conversion des instruments dilutifs (par

hypothèse considérée intervenue au 1er janvier de l'exercice clos, par le nombre total d'actions, y compris celles qui seraient créées à la suite de la conversion des instruments convertibles en actions.

Résultat dilué par action au 31 décembre 2021 :

Aux actions prises en compte pour le calcul du résultat par action, ont été ajoutées les options de conversions des emprunts obligataires convertibles en actions donnant droit à l'émission de 315 790 nouvelles actions.

Le résultat au 31 décembre 2021 dilué par action s'établit à 0.074 € (bénéfice).

Résultat dilué par action au 31 décembre 2020 :

Le résultat au 31 décembre 2020 dilué par action s'établit à 0.079 € (bénéfice).

2.5.2 Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires relatifs aux missions de contrôle légal du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021, des comptes sociaux, des sociétés intégrées dans les comptes consolidés, il s'élève à 55 milliers d'euros pour PwC Audit et 26 milliers d'euros pour Jean Paul LACOMBE.

Le montant des honoraires facturés au titre des travaux réalisés pour l'entité de TRIOGEN dans le cadre des travaux de consolidation s'élève à 14.6 milliers d'euros (honoraires PwC).

2.5.3 Montant des rémunérations

Les membres du Conseil d'administration reçoivent, à raison de leur fonction, des jetons de présence pour un montant de 64 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

Les rémunérations allouées au PDG et aux directeurs généraux par le conseil d'administration, au 31 décembre 2021 et à raison de leur fonction, se sont élevées à 421 k€ contre 396 k€ au 31 décembre 2020.

2.6 Faits marquants

Le 31 octobre 2021, BIO-UV Group a racheté 100% de la société CORELEC. Cette société basée en France, qui existe depuis 17 ans a réalisé 11.9 millions d'euros de chiffre d'affaires au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 sur des marchés et des technologies complémentaires de BIO-UV Group. Cette acquisition a eu pour corollaire la constatation d'un écart d'acquisition de 19 460 000 € dans les comptes consolidés au 31 décembre 2021.

Pour ce qui concerne le litige avec la société Neptune Benson : le 27 novembre 2018, la Société a fait l'objet d'une assignation en justice devant le Tribunal de première instance du comté d'Allegheny dans l'état de Pennsylvanie aux Etats-Unis (le "Tribunal"), sur le fondement du contrat de cession aux termes duquel la société Neptune Benson, filiale d'Evoqua, a acquis auprès de BIO-UV Group 100% des titres de Delta Ultraviolet Corporation. BIO-UV Group a formellement contesté les demandes formulées dans cette assignation par voie de conclusions déposées devant le Tribunal le 12 mars 2019. Depuis, Monsieur Benoît Gillmann a été formellement interrogé en dehors de tout tribunal par les avocats de Neptune Benson, à New York, le vendredi 28 février 2020 ("deposed" au sens américain du terme). Une audience sollicitée par Neptune Benson, initialement fixée devant le Tribunal de première instance du comté d'Alleghany, Pennsylvanie, au 6 avril 2020, a été reportée à début mai 2020, en raison de la pandémie de COVID-19. Un jugement a été rendu en faveur des parties adverses le 8 mai 2020 faisant droit aux demandes de NEPTUNE BENSON sans toutefois préciser les demandes chiffrées. BIO-UV Group a fait appel de ce dernier le 8 septembre 2020. L'audience d'appel s'est tenue le 26 janvier 2021 et le jugement rendu le 13 mai 2021 a confirmé le jugement en première instance. Les parties continuent d'échanger par le truchement de leurs conseillers juridiques.

L'impact sur nos activités de la COVID 19, a été limité sur l'année 2021 :

- Sur notre personnel : notre mode d'organisation et les mesures sanitaires prises ont permis de préserver la santé de nos salariés et leur efficacité.
- Sur notre activité commerciale : la société n'est pas en capacité à mesurer l'impact chiffré, mais indéniablement il y a eu un frein sur la zone Asie pour toutes nos activités et un effet assez positif sur le marché de la piscine France.
- Sur nos approvisionnements : nous avons continué à augmenter nos niveaux de stocks sur les produits sensibles, principalement avec nos fournisseurs asiatiques.

- A la date d'arrêté des comptes, dans le contexte de cette épidémie, la direction de BIO-UV Group n'a pas connaissance d'incertitudes qui remettraient en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

3 Périmètre de consolidation

3.1 Périmètre de consolidation

Périmètre au 31 décembre 2021 :

Sociétés	% Contrôle	% Intérêt	% Intégration	Méthode consolidation
BIO-UV Group	100%	100%	100%	Mère
TRIOGEN	100%	100%	100%	Intégration Globale
CORELEC	100%	100%	100%	Intégration Globale
BIO-UV ASIA	100%	100%	100%	Intégration Globale

Siège social : 850 avenue Louis Médard, 34400 LUNEL.

Périmètre au 31 décembre 2020 :

Sociétés	% Contrôle	% Intérêt	% Intégration	Méthode consolidation
BIO-UV Group	100%	100%	100%	Mère
TRIOGEN	100%	100%	100%	Intégration Globale
BIO-UV ASIA	100%	100%	100%	Intégration Globale

Siège social : 850 avenue Louis Médard, 34400 LUNEL.

La société TRIOGEN HOLDING, détenue à 100% par BIO-UV Group, ayant eu peu d'activité sur l'exercice, elle n'a pas été intégrée dans les comptes consolidés au 31 décembre 2021. L'impact sur le résultat de l'intégration de cette filiale aurait été de 0 milliers d'euros et sur le bilan une hausse de la trésorerie de 37 milliers d'euros avec en contrepartie une diminution de l'écart d'acquisition du même montant.

3.2 Variations du périmètre et des % d'intérêt

Le 31 octobre 2021, le groupe a acquis 100% du capital social de Corelec. Pour la période du 1 novembre 2021 au 31 décembre 2021, la société acquise a contribué au chiffre d'affaires du groupe à hauteur de 989 959 euros et à ses bénéfices nets à concurrence de – 6 569 euros. Le chiffre d'affaires du groupe incluant cette acquisition ressort à 33 462 K€ au 31 décembre 2021. Si cette acquisition avait eu lieu le 1^{er} janvier 2021, le chiffres d'affaires du groupe se serait établi à 44 399 K€ et le résultat net à 3 295K€. Ces montants ont été calculés à l'aide des méthodes comptables du groupe.

L'écart d'acquisition des titres de Corelec se décompose de la façon suivante :

Prix d'acquisition des titres : 24 286 K€

Frais d'acquisition net d'impôt différé : 423 K€

Prix total d'acquisition : 24 709 K€

Valeur d'entrée des actifs net acquis : 5 249 K€

Ecart d'acquisition : 19 460 K€

Pour rappel, aucune variation de périmètre n'avait eu lieu sur la période au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

4 Analyses des postes du bilan et du compte de résultat

4.1 Bilan consolidé

4.1.1 Actif immobilisé

Décomposition des valeurs brutes :

En EUR	31/ 12/ 2020	Acquisitions	Activation d'immobilisations	Cession	Variation de périmètre	31/ 12/ 2021
Ecart d'acquisition	9 158 191	19 459 524				28 617 715
ECARTS D'ACQUISITION	9 158 191	19 459 524	-	-	-	28 617 715
Frais d'établissement	-					-
Frais de recherche et développement	12 514 845	419 752	1 947 873			14 882 470
Concessions, brevets et droits similaires	218 638	41 267			40 412	300 317
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	150 387					150 387
Immobilisations incorporelles en cours	2 913 787	1 770 528	-	1 947 873	1 012	2 735 430
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	15 797 657	2 231 547	-	1 012	40 412	18 068 604
Terrains	366 251	26 006				392 257
Constructions	3 297 928	26 912			18 282	3 343 122
Installations techniques, matériel, outillage	551 525	87 463			294 595	933 583
Autres immobilisations corporelles	754 058	139 581			72 937	966 576
Immobilisations en cours		17 010				17 010
Avances et acomptes						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 969 762	296 972	-	-	385 814	5 652 548
Titres de participations	-	-				-
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés					162	162
Prêts	49 695	19 818		67 463	-	2 050
Autres immobilisations financières	165 623	5 178 184		6 240	13 060	5 350 627
Créances rattachées à des participations		-		-		-
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	215 318	5 198 002	-	73 703	13 222	5 352 839
TOTAL GENERAL	30 140 928	27 186 045	-	74 715	439 448	57 691 706

Décomposition des amortissements et dépréciations :

Amortissements et dépréciations

En EUR	31/ 12/ 2020	Reprises / Sorties	Dotations	Variation Périmètre	31/ 12/ 2021
Ecart d'acquisition					
ECARTS D'ACQUISITION	-	-	-	-	-
Frais de recherche et développement	6 550 700		1 970 251		8 520 951
Concessions, brevets et droits similaires	151 206		34 770	32 879	218 855
Autres immobilisations incorporelles	65 375		10 026		75 401
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 767 281	-	2 015 047	32 879	8 815 207
Terrains	1 934		7 781		9 715
Constructions	1 149 751		165 746	18 219	1 333 716
Installations techniques, matériel, outill.	421 186		51 612	228 718	701 516
Autres immobilisations corporelles	571 116				728 242
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 143 987	-	225 139	246 937	2 773 189
Titres de participations					
Actifs nets en cours de cession					
Participations par mises en équivalence					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	-				-
Créances rattachées à des participations					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	8 911 268	-	2 240 186	279 816	11 588 396

Immobilisations nettes :

En EUR	Montant Brut	Amort. Et Dépréciations	Net 31/ 12/ 2021	Montant Brut	Amort. Et Dépréciations	Net 31/ 12/ 2020
Ecart d'acquisition	28 617 715		28 617 715	9 158 191		9 158 191
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Frais de recherche et développement	14 882 470	8 520 951	6 361 519	12 514 845	6 550 700	5 964 145
Concessions, brevets, droits similaires	300 317	218 855	81 462	218 638	151 206	67 432
Autres immobilisations incorporelles	150 387	75 401	74 986	150 387	65 375	85 012
Immobilisations incorporelles en cours	2 735 430		2 735 430	2 913 787		2 913 787
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains	392 257	9 715	382 542	366 251	1 934	364 317
Constructions	3 343 122	1 333 716	2 009 406	3 297 928	1 149 751	2 148 177
Installations techniques, matériel, outillage	933 583	701 516	232 067	687 494	498 012	189 482
Autres immobilisations corporelles	966 576	728 242	238 334	618 089	494 290	123 799
Immobilisations en cours	17 010		17 010			
Avances et acomptes						
IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
Titres de participations	-		-	-		-
Créances rattachées à des participations	-		-	-		-
Autres titres immobilisés	162		162			-
Prêts	2 050		2 050	49 695		49 695
Autres immobilisations financières	5 350 627		5 350 627	165 623		165 623
Total	57 691 706	11 588 396	46 103 310	30 140 928	8 911 268	21 229 660

4.1.1.1 Ecarts d'acquisition

L'écart d'acquisition figurant dans les comptes consolidés au 31 décembre 2021 pour 28 617 milliers d'euros porte sur les acquisitions suivantes :

- La société BIO-UV réalisée en 2010 pour 2 737 milliers d'euros.
- La société TRIOGEN réalisée en 2019 pour 6 421 milliers d'euros. Notons que cet écart d'acquisition a fait l'objet d'une révision de prix à la hausse de 181 milliers durant l'exercice 2020.
- La société CORELEC réalisée au 31 octobre 2021 pour 19 460 milliers d'euros.

A noter que les frais d'acquisitions Corelec s'élève à 563 k€

Les écarts d'acquisitions sont rattachés à l'activité terrestre du groupe, à ce titre ils ne sont pas amortissables et font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

4.1.1.2 Immobilisations incorporelles

Les mouvements sur les immobilisations proviennent essentiellement des mouvements sur les frais de développement activés sur la période.

Les frais de recherches et développements sont essentiellement composés des développements réalisés au titre de l'activité traitement des eaux de ballast :

- Le développement de notre nouvelle gamme BIOSEA M, pour renforcer notre position sur les systèmes de traitement des eaux de ballast à plus gros débits.
- La mise à jour mise de notre TA USCG sur le BIOSEA B et Low Flow

Sur l'activité terrestre les travaux de développement se sont focalisés sur la gamme Intégra qui est dédiée au marché aquacole.

Les autres immobilisations incorporelles pour 150 milliers d'euros correspondent aux droits et taxes liées à la construction des locaux du groupe.

4.1.1.3 Immobilisations corporelles

Les postes terrains et constructions correspondent essentiellement au retraitement du crédit-bail signé en 2013 pour la construction du nouveau siège social du groupe. Le contrat a débuté en date du 4 juillet 2013 pour une durée de 15 ans.

4.1.1.4 Immobilisations financières

La garantie liée à l'achat de la société Corelec s'élève à 5 millions d'euros.

4.1.2 Autres postes d'actif

4.1.2.1 Stocks

Stocks et en-cours en EUR	31/12/2021			31/12/2020		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Matières premières, approvisionnements	10 029 654	32 903	9 996 751	7 869 206	16 129	7 853 077
En-cours de production de biens	509 962		509 962	151 191		151 191
En-cours de production de services	-			-		
Produits intermédiaires et finis	4 400 083	266 622	4 133 461	1 469 807	48 147	1 421 660
Marchandises	160 145		160 145	132 952		132 952
Total	15 099 844	299 525	14 800 319	9 623 156	64 276	9 558 880

Le montant de la dépréciation figurant au bilan s'élève à 299 milliers d'euros. La société estime que la crise sanitaire actuelle ne présente pas d'impact sur la valorisation des stocks.

Les stocks de matières premières sont constitués de produits liés aux filtres en cuproaluminium, aux éléments électriques, acier 316 L, tubes quartz, lampes UV, emballages, appareils et pièces détachées DELTA-UV, à toutes pièces détachées nécessaires tant à la production qu'au négoce après-vente.

Les stocks de produits finis comprennent les appareils de traitement de l'eau et de surface par ultraviolets pour tout type d'application, les plateformes de montage BIOSEA.

Les produits en-cours sont constitués des éléments en cours d'assemblages.

4.1.2.2 Créances

Créances en EUR	31/12/2021	31/12/2020
Créances clients et comptes rattachés	5 173 370	4 473 455
Autres créances	1 752 353	1 747 557
Avances et acomptes versés sur commandes	678 949	359 235
Total	7 604 672	6 580 247

La société n'a réalisé aucune opération de cessions à titre d'escomptes au 31 décembre 2021 tout comme au 31 décembre 2020.

Les créances clients sont à échéances à moins d'un an.

Les autres créances se décomposent comme suit :

Autres créances en EUR	31/ 12/ 2021	31/ 12/ 2020
Créances fiscales et sociales	1 718 618	1 556 316
Autres créances	33 735	191 241
Total	1 752 353	1 747 557

Les créances fiscales comprennent au 31 décembre 2021 les éléments suivants :

- Créances d'impôts pour 368 milliers d'euros au titre du CIR.
- Créances de TVA pour 1 345 milliers d'euros.
- Créances sociales pour 5 milliers d'euros au titre d'IJSS à recevoir.

Les créances fiscales comprennent au 31 décembre 2020 les éléments suivants :

- Créances d'impôts pour 218 milliers d'euros au titre du CIR.
- 128 milliers d'euros relatifs à des subventions à recevoir.
- Créances de TVA pour 1 210 milliers d'euros.

4.1.2.3 Impôts différés :

Les actifs d'impôts différés sont constitués essentiellement de l'activation de déficits sociaux reportables. Les déficits fiscaux activés au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020 s'établissaient à 1 637 milliers d'euros et 1 642 milliers d'euros.

Actifs d'impôts différés en EUR	31/ 12/ 2020	31/ 12/ 2020
Activation des déficits reportables	1 637 044	1 642 126
IDA sur indemnité de départ à la retraite	68 898	61 462
IDA sur frais acquisition TRIOGEN et CORELEC	252 330	158 520
Autres ID	- 176 995	- 80 831
Total	1 799 656	1 781 277

4.1.2.4 Titres de placement et disponibilités

Trésorerie et équivalents en EUR	31/ 12/ 2021	31/ 12/ 2020
Valeurs mobilières de placement	361 074	
Disponibilités - Actions propres	109 504	4 764 948
Disponibilités - Compte de dépôt à terme	10 103 811	7 805 164
Total	10 574 389	12 570 112

Les comptes de dépôts à terme ont été considérés comme liquides dans la mesure où la société peut en disposer rapidement sans pénalité matérielle.

4.1.2.5 Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation correspondent aux charges constatées d'avance.

4.1.2.6 Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice

Créances en EUR	31/ 12/ 2021	< 1 an	< 5 ans
Immobilisations financières	5 352 839	5 002 050	350 789
Avances et acomptes versés sur commandes	678 949	678 949	
Créances clients et comptes rattachés	5 239 234	5 239 234	
Actifs d'impôts différés	1 799 657		1 799 657
Autres créances	1 893 559	1 893 559	
Charges constatées d'avance	223 467	223 467	
Total	15 187 705	13 037 259	2 150 446

4.1.3 Capitaux propres part du groupe et intérêts minoritaires

	Capital	Primes d'émission	Réserves	Résultat	Titres autocontrôle	Subvention investissement	Total part groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres 31 12 2021	7 837 969	7 165 884	1 855 594	-448 073	-408 191		16 003 183	
Résultat N				583 947			583 947	
Affectation résultat			-448 073	448 073				
Titres en autocontrôle					-105 919		-105 919	
Variation des écarts de conversion			-110 697				-110 697	
Augmentation de capital	2 509 024	11 318 156					13 827 180	
Capitaux propres 31 12 2020	10 346 993	18 484 040	1 296 824	583 947	-514 110		30 197 694	
Résultat N				689 376			689 376	
Affectation résultat			583 947	-583 947				
Titres en autocontrôle					-541 272		-541 272	
Variation des écarts de conversion			133 333				133 333	
Autres variations			10 091				10 091	
Reclassement subvention investissement						174 374	174 374	
Capitaux propres 31 12 2021	10 346 993	18 484 040	2 024 195	689 376	-1 055 382	174 374	30 663 596	

Le capital de la Société s'élève à 10 346 993 €. Il est constitué de 10 346 993 actions de 1 €. Les actions auto détenues représentent un montant de 1 055 milliers et un nombre d'actions de 190 468.

4.1.4 Autres postes du passif

4.1.4.1 Avances remboursables

Les avances remboursables ne donnent lieu au paiement d'aucun intérêt et feront l'objet d'un remboursement en 2023.

4.1.4.2 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour charges comprennent sont composées :

- Provision pour indemnité de départ à la retraite : 320 703 euros.
- Provision pour attribution d'actions gratuites : 165 960 euros.

Les modalités de calcul ont été explicitées en note 2.4.7. « Provision pour engagement de départ à la retraite (méthode préférentielle) ».

Les autres provisions pour 127 479 euros se décomposent de la façon suivante :

- Provision pour risques de change : 17 421 euros.
- Provision pour garantie clients : 110 058 euros.

Provisions pour risques-charges et autres provisions en EUR	31/12/2020	Dotations	Reprises / Utilisation	Variation périmètre	31/12/2021
Provision pour indemnité de départ à la retraite	245 849	29 744	4 237	49 347	320 703
Provision pour attribution d'actions gratuites	-	165 960			165 960
Provision pour risques de change		17 421			17 421
Provision pour garantie client		2 152		107 906	110 058
Total	245 849	215 277	4 237	157 253	614 142

4.1.4.3 Emprunts et dettes assimilées

Dettes financières en EUR	31/12/2020	Augmentation	Diminution	Variation périmètre	31/12/2021
Emprunts obligataires convertibles	1 500 003				1 500 003
Autres emprunts obligataires		5 000 000			5 000 000
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9 630 745	13 049 219	- 1 631 566	1 182 456	22 230 854
Emprunts en crédit-bail	2 255 721		- 252 314		2 003 407
Concours bancaires courants	269 329		- 266 102		3 227
Emprunts et dettes financières divers					
Total	13 655 798	18 049 219	- 2 149 982	1 182 456	30 737 491

L'augmentation des emprunts et dettes et des emprunts obligataires correspond essentiellement au financement mis en place pour l'acquisition de Corelec.

L'emprunt obligataire convertible figurant au bilan pour un montant de 1 500 milliers représente un nombre d'obligations convertibles de 315 790. Elles pourront être converties avant le 12 septembre 2024 au prix de conversion de 4.75 euros. En cas de non-conversion, la prime qui sera capitalisée est égale à un taux d'intérêt complémentaire de 4% par an.

Les dettes financières au 31 décembre 2021 d'un montant total de 30 737 491 €, peuvent être ventilées comme suit :

Dettes financières en EUR	31/12/2021	< 1 an	< 5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	1 500 003		1 500 003	
Autres emprunts obligataires	5 000 000		5 000 000	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	22 230 854	4 149 774	10 884 054	7 197 025
Concours bancaires courants	3 227	3 227		
Emprunts en crédit- bail	2 003 407	266 998	1 004 402	732 007
Emprunts et dettes financières divers	-			
Total	30 737 491	4 419 999	18 388 459	7 929 032

Les emprunts sont tous des emprunts en euros/livres à taux fixe et ne font pas l'objet d'une couverture.

Le groupe a opté pour l'application de la méthode préférentielle d'étalement des frais d'émission, de la prime de remboursement et émission.

4.1.4.4 Fournisseurs et autres dettes

La décomposition des dettes fournisseurs et des autres dettes est la suivante :

Fournisseurs et autres dettes en EUR	31/12/2021	31/12/2020
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 143 609	678 365
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 407 178	4 697 942
Dettes fiscales et sociales	2 731 384	1 859 019
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 116	1 116
Autres dettes	9 419 932	67 022
Ecart de conversion passif	31 411	
Produits constatés d'avance	238 493	291 647

Les dettes fournisseurs sont à échéances à moins d'un an.

Les dettes fiscales et sociales comprennent au 31 décembre 2021 les éléments suivants :

- Dettes sociales envers le personnel pour 872 milliers d'euros.
- Dettes envers les organismes sociaux pour 545 milliers d'euros.
- Dettes de TVA pour 795 milliers d'euros.
- Dettes fiscales pour 519 milliers d'euros.

Les dettes fiscales et sociales comprennent au 31 décembre 2020 les éléments suivants :

- Dettes sociales envers le personnel pour 586 milliers d'euros.
- Dettes envers les organismes sociaux pour 354 milliers d'euros.
- Dettes de TVA pour 461 milliers d'euros.
- Dettes fiscales pour 458 milliers d'euros.

Le poste autres dettes est essentiellement composé du complément de prix d'acquisition des titres de Corelec.

Les produits constatés d'avance correspondent aux ventes réalisées qui n'ont pas été réalisées à la clôture eu égard à l'incoterm.

4.2 Postes du compte de résultat consolidé

4.2.1 Produits d'exploitation

Le groupe conçoit, fabrique et commercialise des systèmes innovants de désinfection de l'eau par ultraviolets (UV).

Le fait générateur de la constatation du chiffre d'affaires est le transfert de propriété qui est le départ usine pour les ventes sur la France. A l'export les incoterms le plus souvent utilisés sont EXW, DAP et FOB.

En EUR	31/ 12/ 2021 12 mois	31/ 12/ 2020 12 mois
Chiffre d'affaires	33 462 062	32 174 760
Production stockée et immobilisée	1 815 350	1 370 590
Subventions d'exploitation	57 271	70 292
Reprises sur provisions et transferts de charges	57 830	105 232
Autres produits	14 986	65 280
Autres Produits d'exploitation	1 945 437	1 611 394

Notons que la production immobilisée 2021 s'élève à 1 028 milliers d'euros (dont 332 milliers d'euros relatifs à la production immobilisée de TRIOGEN) contre 791 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

Les reprises sur provisions s'élèvent à 5 milliers d'euros au 31 décembre 2021 contre 33 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

Chiffre d'affaires par origine :

En kEUR	31/12/2021 12 mois	31/12/2020 12 mois
France	11 146	10 329
Europe Hors France	13 416	10 521
Asie	3 742	6 130
Moyen-Orient	1 295	1 600
Amérique	2 526	1 980
Autre	1 337	1 615
Total Chiffre d'affaires	462	175

4.2.2 Charges d'exploitation

En EUR	31/ 12/ 2021 12 mois	31/ 12/ 2020 12 mois
Achats et variations de stocks	14 577 348	16 061 617
Autres achats et charges externes	8 837 364	7 237 494
Impôts et taxes	345 649	413 269
Charges de personnel	7 671 497	6 672 077
Dotations aux amortissements des immobilisations	2 352 247	1 791 630
Dotations aux provisions pour risques et charges	29 744	62 944
Autres provisions et charges d'exploitation	596 015	148 067
Charges d'exploitation	34 409 864	32 387 098

Les dotations aux amortissements sur frais de développement s'élèvent à 1 970 milliers d'euros, contre 1 479 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

L'effectif moyen annuel est le suivant :

Effectif moyen	31/ 12/ 2021	31/ 12/ 2020
BIO-UV Group	89	79
TRIOGEN	35	35
CORELEC	17	
Total :	141	114

L'effectif de 17 salariés pour Corelec correspond à l'effectif moyen annuel.

4.2.3 Résultat financier

En EUR	31/ 12/ 2021 12 mois	31/ 12/ 2020 12 mois
Produits financiers		
Produits financiers de participations	11 977	7 845
Autres intérêts et produits assimilés	26 967	2 349
Reprises sur provisions et transferts de charges	27 543	15 561
Différences positives de change	160 984	96 945
Produit nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total produits financiers	227 471	122 700
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements et provisions	17 421	15 561
Intérêts et charges assimilées	364 277	378 957
Différences négatives de change	106 680	162 621
Ecart de conversion	1	1
Total charges financières	488 379	557 140
Résultat financier	- 260 908	- 434 440

Le résultat financier est constitué des charges financières et assimilées sur emprunts ainsi que des différences de change. Les différences de change concernent principalement des opérations hors exploitation, de fait elles restent classées en résultat financier et ne sont pas reclassées en exploitation.

4.2.4 Résultat exceptionnel

La distinction entre résultat courant et résultat exceptionnel est faite selon les règles du Code de Commerce. Le résultat exceptionnel comprend toutes les sommes ne se rattachant pas à l'exploitation courante.

La décomposition du résultat exceptionnel est la suivante :

En EUR	31/12/2021 12 mois	31/12/2020 12 mois
Quote part du subvention d'investissement	72 000	81 938
Produits cession éléments actifs	3 533 522	
Autres produits	12 179	9 612
Total produits exceptionnels	3 617 701	91 550
Charge exceptionnelle sur le litige Neptune	144 349	359 416
Charge exceptionnelle CIR et indemnité transactionnelle	151 064	72 043
Charge exceptionnelle sur Climatisation	34 753	23 990
Valeur nette comptable des éléments cédés	3 392 725	29 727
Autres charges	203	17 457
Total charges exceptionnels	3 723 094	502 633
Résultat exceptionnel	- 105 393	- 411 083

4.2.5 Impôt sur le résultat

En EUR	31/ 12/ 2021 12 mois	31/ 12/ 2020 12 mois
Impôts dus sur les bénéfices	- 180 445	56 184
Impôts différés sur les bénéfices	122 396	- 86 598
Total :	- 58 049	- 30 414

Impôt sur le résultat en EUR	Avant IS	IS	Après IS
Résultat courant avant impôt	736 727	31 699	768 426
Résultat exceptionnel	- 105 400	26 350	- 79 050
Résultat Net	631 327	58 049	689 376

PREUVE D'IMPOT En EUR	31/12/2021	31/12/2020
Résultat consolidé après impôt		689 376
Résultat des sociétés mises en équivalence		583 947
Résultat net consolidé après impôt des sociétés intégrées	689 376	583 947
Impôt réel		-36049
Impôt différé changement de taux au résultat (CRC-99-02)		609
Résultat reconstitué avant impôt des sociétés intégrées	653 327	554 112
IMPOT THEORIQUE GROUPE	173 132	138 536
ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE GROUPE ET IMPOT REEL	-209 181	-168 950
JUSTIFICATION DE L'ECART		
Ecart sur bases imposées à taux différent		
Produits (minoration) d'impôts des autres éléments que l'impôts société	-224 861	-46 405
Charges (Majoration) d'impôts des autres éléments que l'impôts société		
Justification de l'écart lié au calcul de l'impôt	-224 861	-46 405
SOLDE ECART LIE AUX BASES FISCALES A JUSTIFIER		
Ecart permanents (Résultat non imposé hors dividendes internes)	14 835	-122 841
Autres bases	4 569	8 342
Non activation des déficits de la filiales BIO-UV ASIA et CORELEC	13 113	-2 231
Ajustement de taux sur les activations futures de déficits	22 000	62 205
Ecart taux d'impôt sur filiale étrangère	-38 837	-68 020
Justification de l'écart lié aux bases fiscales	15 680	-122 545
JUSTIFICATION GLOBALE DE L'ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE ET IMPOT REEL	-209 181	-168 950

Convention de signes : dans la partie relative à la justification des écarts les montants négatifs correspondent à des produits et les montants positifs à des charges.

Le produit d'impôt de 46 405 € correspond au crédit d'impôt recherche 2020 pour 176 111 € et au crédit d'impôt innovation pour 23 352 €. Le crédit d'impôt recherche s'établissait à 122 217 € au 31 décembre 2019. Ce produit est compensé par l'impôt relatif aux frais d'augmentation de capital de 153 059 €.

Le produit d'impôt de 224 861 € correspond au crédit d'impôt recherche et innovation 2021. Le crédit d'impôt recherche et innovation s'établissait à 199 463 € au 31 décembre 2020.

5 Autres informations

5.1 Information sectorielle

5.1.1 Documentation et explications sur les différents secteurs d'activité.

Le groupe adresse deux secteurs d'activités distincts dans la désinfection des eaux par UV :

- Le traitement des eaux dites récréatives, municipales et industrielles, dit secteur traditionnel / historique ou terrestre. En 2000, le Groupe a lancé la gamme BIO-UV de traitement automatique sans chlore des piscines et spas privés permettant d'adresser le marché dit Récréatif (piscines et spas privées et collectifs). Entre 2002 et 2011, le Groupe a complété ses activités historiques par des gammes de produits permettant d'adresser le marché de la potabilisation, traitement des effluents, des eaux usées et des eaux de process, dit marché Municipal et Industriel.
- Le traitement des eaux de ballast ou activité « maritime », qui est un marché porté par des exigences règlementaires qui imposent depuis septembre 2017 aux bateaux neufs et pour les bateaux existants à compter de septembre 2019 de disposer d'un équipement de traitement de leurs eaux de ballast. Le Groupe a lancé en 2011 le développement d'un système de traitement des eaux de ballast (BIO-SEA) qui a abouti à l'obtention de la certification OMI en 2013 et à l'obtention de la certification US Coast-Guard (USCG) en juin 2018. BIOUV-group améliore constamment sa gamme et ses services pour mieux répondre aux évolutions du marché.

5.1.2 Décomposition des principales données financières par secteur d'activité :

Ventilation du chiffre d'affaires :

Nature des activités		31/12/2021 12 mois		31/12/2020 12 mois	
		en KEUR	en %	en KEUR	en %
Chiffre d'affaires	activité terrestre	19 632	59%	17 573	51%
Chiffre d'affaires	activité maritime	13 830	41%	15 048	47%
Chiffre d'affaires	Total	33 462	100%	32 175	100%

5.2 Engagements hors bilan

5.2.1 Engagements hors bilan reçus

Néant

Aucune transaction matérielle n'a été réalisée avec des entreprises non consolidées ou des parties liées.

5.2.2 Dettes garanties par des suretés réelles

Hypothèque consentie par un tiers à hauteur de 892 742 € à la clôture pour le leasing immobilier sur le bâtiment à usage commercial.

5.2.3 Engagements hors bilan accordés

- Engagements donnés auprès de la Banque CIC :
 - Caution marché privé Gar. Exécution : 50 949 €
 - Goodwill pledge : 700 000 €

- Engagements donnés auprès de la HSBC :
 - Nantissement du fonds de commerce Bio UV : 1 000 000 €

- Engagements donnés auprès de la BNP :
 - Nantissement du fonds de commerce : 1 045 000 €

- Les engagements donnés sont relatifs au nantissement du fonds de commerce / pari-passu et se décomposent comme suit :

Emprunt En KEUR	Date de départ du nantissement / pari passu	Montant de l'emprunt	Montant restant dû au poste de bilan au 31/12/2021	Montant restant dû au poste de bilan au 31/12/2020
Banque Populaire du Sud	octobre-15	300	-	21
CIC Lyonnaise de Banque	avril-17	500	215	286
BNP Paribas	mai-17	300	129	172
Banque Populaire du Sud	mai-17	500	226	297
BNP Paribas	juin-18	200	79	119
HSBC	juin-18	200	85	125
CIC	juin-18	200	81	122
CRCA	juin-18	200	82	122
Banque Populaire du Sud	juin-18	400	263	325
BPI France / HSBC	septembre-19	1 000	1 000	1 000
HSBC	septembre-19	1 000	658	854
CREDIT AGRICOLE	septembre-19	1 500	1 225	1 517
CREDIT AGRICOLE (*)	octobre-21	5 000	4 933	
LA BANQUE POSTALE (*)	octobre-21	5 000	4 933	
France Economie Réelle (*)	octobre-21	5 000	5 000	
Total		21 300	18 909	4 960

(*) Nantissement titres CORELEC, garantie formalisé par actes séparés dans le cadre d'une convention intercréanciers

L'état s'est porté garant pour l'ensemble des PGE souscrits par la société BIO-UV Group.

5.3 Evènements postérieurs à la clôture

Concernant BIO-UV Group :

L'audience d'appel au titre du litige opposant la société BIO-UV Group à Neptune Benson s'est tenue le 26 janvier 2021, son jugement a été rendu le 13 mai 2021, confirmant le jugement en première instance, sans indiquer de montant. Depuis, les parties continuent d'échanger et aucun évènement significatif n'est intervenu.

Dans le cadre du rachat de CORELEC, il a été convenu qu'un complément de prix de 5 M€ soit versé au 31 mars 2022, en plus des 15 M€ versés au moment de l'acquisition. Dans l'hypothèse la plus probable, le coût total de l'acquisition serait d'environ 25 M€. Pour couvrir l'acquisition, BIO-UV Group a contracté des emprunts à hauteur de 18 M€ auprès de ses partenaires bancaires en novembre 2021.

BIO-UV Group a acheté en février 2022 une parcelle jouxtant, le bâtiment existant, et déposé le 1er Avril 2022 un permis de construire pour agrandir son site de Lunel de 1200 m2. La mise en service est prévue courant mars 2023, permettant ainsi à l'entreprise d'accueillir sur ce site jusqu'à 120 personnes.

Concernant l'impact de la guerre en Ukraine, le Groupe a réalisé environ 1 % de son activité en 2021 avec la Russie, la Biélorussie ou l'Ukraine. Par ailleurs, le groupe n'a pas de site de production, ni de salarié exposé sur cette zone, et ne réalise aucun achat direct avec des fournisseurs dans ces territoires. L'exposition directe au conflit en Ukraine est très faible pour le groupe, ce qui est confirmé par la bonne activité commerciale du premier trimestre 2022 et le fort carnet de commandes pour le second trimestre 2022. En revanche, les difficultés d'approvisionnement notamment sur les cartes électroniques Siemens, les augmentations des prix de nombreux articles et les retards logistiques sont plus nombreux qu'en 2021, et nous incitent à la plus grande prudence pour l'exercice en cours.

BIO-UV GROUP SA

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

A l'assemblée générale
BIO-UV GROUP SA
850 Avenue Louis Medard
34400 LUNEL

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BIO-UV GROUP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Règles et principes comptables

Comme indiqué dans la note « Principes, règles et méthodes comptables » de l'annexe, la société comptabilise en immobilisations incorporelles les frais de développement répondant aux critères prévus par les règles et principes comptables français. Nous avons examiné les prévisions d'activité et de rentabilité sous-tendant le caractère approprié de cette comptabilisation, les modalités retenues pour l'amortissement des frais de développement ainsi comptabilisés et pour la vérification de leur valeur actuelle et nous nous sommes assurés que la note « Principes, règles et méthodes comptables » relative aux immobilisations incorporelles de l'annexe, fournit une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Marseille et Saint Jean de Védas, le 29 avril 2022

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Frank Vanhal

Frank Vanhal

 *Jean Paul Lacombe*

Jean-Paul LACOMBE

BIOUV Group

850 AVENUE LOUIS MEDARD

34400 LUNEL

BILAN ET COMPTE DE RÉSULTAT

Présenté en Euros

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Capital souscrit non appelé (0)						
Actif Immobilisé						
Frais d'établissement						
Recherche et développement	14 263 914	8 464 999	5 798 915	8,23	5 730 022	12,99
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires	211 879	164 978	46 901	0,07	34 673	0,08
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	4 095 239	75 401	4 019 838	5,70	4 208 221	9,54
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
Terrains	88 259	9 715	78 544	0,11	60 319	0,14
Constructions	128 838	53 262	75 576	0,11	65 762	0,15
Installations techniques, matériel & outillage industriels	540 596	421 075	119 521	0,17	117 316	0,27
Autres immobilisations corporelles	531 870	392 966	138 904	0,20	107 723	0,24
Immobilisations en cours	17 010		17 010	0,02		
Avances & acomptes						
Participations évaluées selon mise en équivalence						
Autres Participations	33 450 861	41 725	33 409 136	47,39	8 601 763	19,51
Créances rattachées à des participations	227 554		227 554	0,32	222 536	0,50
Autres titres immobilisés	1 055 382		1 055 382	1,50	514 110	1,17
Prêts	2 050		2 050	0,00	49 695	0,11
Autres immobilisations financières	5 337 567		5 337 567	7,57	165 623	0,38
TOTAL (I)	59 951 018	9 624 121	50 326 897	71,39	19 877 762	45,08
Actif circulant						
Matières premières, approvisionnements	5 857 599		5 857 599	8,31	6 197 579	14,05
En cours de production de biens	215 391		215 391	0,31		
En cours de production de services						
Produits intermédiaires et finis	1 942 858	266 622	1 676 236	2,38	1 372 124	3,11
Marchandises	160 145		160 145	0,23	132 952	0,30
Avances & acomptes versés sur commandes	54 808		54 808	0,08	336 988	0,76
Clients et comptes rattachés	3 189 438	47 450	3 141 988	4,46	2 822 625	6,40
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs						
. Personnel					207	0,00
. Organismes sociaux	2 941		2 941	0,00		
. Etat, impôts sur les bénéfices	367 894		367 894	0,52	217 977	0,49
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	321 160		321 160	0,46	539 287	1,22
. Autres	374 900	141 206	233 694	0,33	528 420	1,20
Capital souscrit et appelé, non versé						
Valeurs mobilières de placement	109 504		109 504	0,16		
Instruments financiers à terme et jetons détenus						
Disponibilités	7 850 958		7 850 958	11,14	11 867 313	26,91
Charges constatées d'avance	162 980		162 980	0,23	176 193	0,40
TOTAL (II)	20 610 575	455 278	20 155 297	28,59	24 191 665	54,86
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des obligations (IV)						
Ecarts de conversion et différences d'évaluation actif (V)	17 541		17 541	0,02	27 543	0,06
TOTAL ACTIF (0 à V)	80 579 135	10 079 399	70 499 736	100,00	44 096 969	100,00

BILAN PASSIF

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	
Capitaux propres				
Capital social ou individuel (dont versé : 10 346 993)	10 346 993	14,68	10 346 993	23,46
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	18 484 040	26,22	18 484 040	41,92
Ecarts de réévaluation				
Réserve légale				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	-1 800 382	-2,54	-1 424 398	-3,22
Résultat de l'exercice	291 954	0,41	-375 984	-0,84
Subventions d'investissement	174 374	0,25	246 374	0,56
Provisions réglementées	399 218	0,57	211 360	0,48
TOTAL (I)	27 896 197	39,57	27 488 385	62,34
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées	135 000	0,19	225 000	0,51
TOTAL (II)	135 000	0,19	225 000	0,51
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques	17 421	0,02	27 543	0,06
Provisions pour charges	165 960	0,24		
TOTAL (III)	183 381	0,26	27 543	0,06
Emprunts et dettes				
Emprunts obligataires convertibles	1 543 129	2,19	1 545 372	3,50
Autres Emprunts obligataires	5 034 375	7,14		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
. Emprunts	20 759 165	29,45	9 296 788	21,08
. Découverts, concours bancaires			260 385	0,59
Emprunts et dettes financières diverses				
. Divers	18 864	0,03	263 782	0,60
. Associés				
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours	1 009 302	1,43	588 487	1,33
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 930 712	4,16	3 137 739	7,12
Dettes fiscales et sociales				
. Personnel	699 109	0,99	477 259	1,08
. Organismes sociaux	451 401	0,64	353 624	0,80
. Etat, impôts sur les bénéfiques				
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	2 547	0,00		
. Etat, obligations cautionnées				
. Autres impôts, taxes et assimilés	267 873	0,38	352 423	0,80
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 116	0,00	1 116	0,00
Autres dettes	9 360 882	13,28	67 021	0,15
Instruments financiers à terme				
Produits constatés d'avance	206 683	0,29		
TOTAL (IV)	42 285 157	59,98	16 343 997	37,06
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif (V)			12 045	0,03
TOTAL PASSIF (I à V)	70 499 736	100,00	44 096 969	100,00

COMPTES DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

Présenté en Euros

COMPTES DE RÉSULTAT	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	Variation absolue (12 / 12)	%
---------------------	---	---	-----------------------------------	---

	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%
Ventes de marchandises	2 707 653	1 149 432	3 857 085	15,57	3 372 140	14,38	484 945	14,38
Production vendue biens	5 783 990	13 192 848	18 976 838	76,60	19 149 115	81,65	-172 277	-0,89
Production vendue services	354 679	1 586 826	1 941 505	7,84	932 562	3,98	1 008 943	108,19
Chiffres d'Affaires Nets	8 846 322	15 929 106	24 775 428	100,00	23 453 818	100,00	1 321 610	5,63

Production stockée	737 978	2,98	648 464	2,76	89 514	13,80
Production immobilisée	651 767	2,63	587 644	2,51	64 123	10,91
Subventions d'exploitation	48 485	0,20	70 292	0,30	-21 807	-31,01
Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges	79 023	0,32	117 291	0,50	-38 268	-32,62
Autres produits	3 372	0,01	216	0,00	3 156	N/S
Total des produits d'exploitation (I)	26 296 053	106,14	24 877 725	106,07	1 418 328	5,70
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	1 073 911	4,33	1 080 111	4,61	-6 200	-0,56
Variation de stock (marchandises)	-27 193	-0,10	408 519	1,74	-435 712	-106,65
Achats de matières premières et autres approvisionnements	9 193 920	37,11	12 830 739	54,71	-3 636 819	-28,33
Variation de stock (matières premières et autres approv.)	339 980	1,37	-3 274 996	-13,95	3 614 976	110,38
Autres achats et charges externes	6 616 947	26,71	6 437 059	27,45	179 888	2,79
Impôts, taxes et versements assimilés	290 038	1,17	367 584	1,57	-77 546	-21,09
Salaires et traitements	3 942 627	15,91	3 422 835	14,59	519 792	15,19
Charges sociales	1 897 373	7,66	1 407 314	6,00	490 059	34,82
Dotations aux amortissements sur immobilisations	2 086 042	8,42	1 580 628	6,74	505 414	31,98
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant	402 544	1,62	51 045	0,22	351 499	688,61
Dotations aux provisions pour risques et charges						
Autres charges	146 739	0,59	78 902	0,34	67 837	85,98
Total des charges d'exploitation (II)	25 962 928	104,79	24 389 740	103,99	1 573 188	6,45
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	333 125	1,34	487 985	2,08	-154 860	-31,72
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations	233 754	0,94			233 754	N/S
Produits des autres valeurs mobilières et créances						
Autres intérêts et produits assimilés	38 559	0,16	10 193	0,04	28 366	278,29
Reprises sur provisions et transferts de charges	27 543	0,11	15 561	0,07	11 982	77,00
Différences positives de change	143 524	0,58	36 014	0,15	107 510	298,52
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (V)	443 379	1,79	61 768	0,26	381 611	617,81
Dotations financières aux amortissements et provisions	59 146	0,24	27 543	0,12	31 603	114,74
Intérêts et charges assimilés	249 761	1,01	221 517	0,94	28 244	12,75
Différences négatives de change	51 026	0,21	63 537	0,27	-12 511	-19,68
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements						
Total des charges financières (VI)	359 933	1,45	312 597	1,33	47 336	15,14
RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)	83 446	0,34	-250 829	-1,06	334 275	133,27
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)	416 571	1,68	237 156	1,01	179 415	75,65

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	12 179	0,05	9 612	0,04	2 567	26,71
Produits exceptionnels sur opérations en capital	3 605 522	14,55	81 938	0,35	3 523 584	N/S
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Total des produits exceptionnels (VII)	3 617 701	14,60	91 550	0,39	3 526 151	N/S
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	331 178	1,34	472 900	2,02	-141 722	-29,96
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	3 391 713	13,69	29 727	0,13	3 361 986	N/S
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	187 858	0,76	169 088	0,72	18 770	11,10
Total des charges exceptionnelles (VIII)	3 910 749	15,78	671 715	2,86	3 239 034	482,20
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-293 049	-1,17	-580 166	-2,46	287 117	49,49
Participation des salariés (IX)			79 379	0,34	-79 379	-100,00
Impôts sur les bénéfices (X)	-168 431	-0,67	-46 405	-0,19	-122 026	-262,95
Total des Produits (I+III+V+VII)	30 357 133	122,53	25 031 042	106,72	5 326 091	21,28
Total des Charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	30 065 179	121,35	25 407 027	108,33	4 658 152	18,33
RÉSULTAT NET	291 954	1,18	-375 984	-1,59	667 938	177,65
	<i>Bénéfice</i>		<i>Perte</i>			
Dont Crédit-bail mobilier	8 777	0,04	5 965	0,03	2 812	47,14
Dont Crédit-bail immobilier	310 235	1,25	311 042	1,33	-807	-0,25

**ANNEXES COMPTES SOCIAUX
2021
BIO-UV GROUP**

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2021 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2020 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 70 499 736€.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 291 953,75€.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés le 04/04/2022 par les dirigeants.

Les comptes sociaux de Bio UV sont établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règl. ANC 2014-03 relatif au PCG).

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- ⇒ Amortissements dérogatoires : ils sont calculés par différence entre l'amortissement fiscal et l'amortissement économique des biens concernés par cette méthode.
- ⇒ Les subventions d'investissement reçues des collectivités publiques et organismes assimilés au titre des immobilisations en recherche et développement sont portées au poste « Subventions d'investissement » (présenté au sein des capitaux propres) et reprises au compte de résultat proportionnellement à l'amortissement des immobilisations incorporelles concernées.
- ⇒ Provisions pour risques et charges : elles sont constituées pour tenir compte des risques financiers existant à la date de clôture des comptes.
- ⇒ Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.
- ⇒ Provisions pour dépréciation d'actif : elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrécouvrabilité relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes.
- ⇒ Stocks de matières premières : ils sont évalués au dernier prix d'achat connu.
- ⇒ Stocks des autres approvisionnements : ils sont évalués au dernier prix d'achat connu.
- ⇒ En cours de production de biens et Stocks de produits: Les produits fabriqués ou en cours de fabrication ou de travaux sont évalués à leur coût réel d'entrée, c'est-à-dire en procédant à une identification spécifique de leurs coûts individuels. Le coût de production est constitué du coût des approvisionnements augmenté des autres coûts engagés par l'entreprise au cours des opérations de production, pour amener le bien dans l'état et à l'endroit où il se trouve. ils sont valorisés au coût de revient de production.
- ⇒ Stocks de marchandises : ils sont évalués au dernier prix d'achat connu.
- ⇒ Dépréciation de stock : Les stocks sont, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date d'arrêté des comptes.
La valeur actuelle, correspondant à la valeur probable de cession, est déterminée par application à la valeur brute des stocks d'un taux de dépréciation, variable selon la nature et l'ancienneté des produits.
- ⇒ Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

⇒ Les immobilisations incorporelles : La Société a opté pour la méthode de référence de comptabilisation des frais de développement à l'actif. Ils sont comptabilisés en immobilisations incorporelles uniquement si l'ensemble des critères suivants sont satisfaits :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement du projet de développement en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- l'intention de la Société d'achever le projet de développement et d'utiliser l'immobilisation incorporelle ou de la vendre,
- la capacité à utiliser ou à vendre cet actif incorporel,
- la démonstration de la probabilité d'avantages économiques futurs attachés à l'actif,
- la disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le projet de développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ; et,
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Sont activables les coûts qui sont directement attribuables à la production de l'immobilisation, qui incluent :

- Les coûts des services utilisés ou consommés pour générer l'immobilisation incorporelle ;
- les salaires et charges du personnel engagé pour générer l'actif.

⇒ Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont regroupées pour être testées. Le groupe d'actifs au niveau duquel est réalisé le test de dépréciation est déterminé en fonction du mode de gestion et de suivi des activités de l'entreprise, à savoir au niveau de chaque secteur d'activité (terrestre et maritime).

Les groupes d'actifs auxquels est affecté un fonds commercial non amorti sont testés au moins une fois par an. Les autres groupes d'actifs ne sont testés que s'il existe un indice de perte de valeur à la clôture. Lorsque la valeur actuelle du groupe d'actifs est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est constatée. Elle est comptabilisée en priorité en réduction de la valeur comptable du fonds commercial (le cas échéant). Le résiduel est affecté aux autres actifs du groupe d'actifs. La reprise éventuelle de la dépréciation est examinée à chaque date de clôture. Une dépréciation constatée sur le fonds commercial est définitive.

Pour les groupes d'actifs destinés à être conservés et utilisés, la valeur actuelle est le plus souvent déterminée sur la base de la valeur d'usage, celle-ci correspondant à la valeur des avantages économiques futurs attendus de son utilisation et de sa sortie.

Elle est égale :

- à la somme des flux de trésorerie futurs actualisés déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la direction ; les projections de flux de trésorerie couvrent la période de prévisions budgétaires de 4 ans ; au-delà de la période de prévisions budgétaires, les projections de flux de trésorerie sont estimées par extrapolation sur 4 ans des données budgétaires tenant compte des données économiques générales,
- à laquelle s'ajoute une valeur terminale calculée par application d'un taux de croissance attendu des activités considérées à un flux normatif en général égal à la dernière année de la période d'extrapolation.
- Le taux d'actualisation utilisé pour la clôture des comptes au 31 décembre 2020 est de 9.5% (terrestre et maritime), le taux de croissance long terme est de 1.5%. Les tests de dépréciation prennent en compte l'impact attendu du Covid. Aucune dépréciation identifiée à la suite des tests réalisés.

Les dépenses ne sont activées qu'à partir de la date à laquelle les conditions d'activation de l'immobilisation incorporelle sont remplies notamment lorsque la Société dispose d'une assurance raisonnable de la prochaine commercialisation d'un produit à l'issue des tests de validation (tests de conformité CE et CEM, et de performance opérationnelle d'efficacité réalisé en interne, puis confirmés par des laboratoires indépendants).

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

La Société n'a pas comptabilisé dans les comptes sociaux:

- la provision pour engagement de retraite dont le montant évalué au 31 Décembre 2021, est de 276 K€ estimée selon la recommandation ANC n°2013-02 faisant référence à une méthode d'évaluation actuarielle rétrospective dont les paramètres sont les suivants:
 - Age de la retraite : 67 ans
 - Hypothèse d'actualisation : 0.98% (Taux iBoxx Corporate AA10+ zone euro)
 - Taux de revalorisation annuel des salaires : 1.5 %
 - Table de mortalité : table de mortalité 2018 publiée par l'INSEE
 - Taux de charges sociales : taux réel des charges supportées par les sociétés

⇒ Les titres de participation et créances rattachées sont comptabilisées au bilan à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

Une dépréciation des titres de participation est calculée par différence entre la valeur brute et leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est calculée par référence à la situation nette sociale et aux résultats de la filiale, augmentée le cas échéant des actifs incorporels retenus en consolidation et par référence, aux perspectives de rentabilité à court et moyen terme.

Les prêts sont le cas échéant dépréciés pour tenir compte de la valeur de recouvrement estimée.

⇒ Les créances clients sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte des risques de non-recouvrement, appréciés au cas par cas en fonction du retard de règlement, de la situation des débiteurs (procédure collective ou non) et de toute autre information pertinente à l'arrêté des comptes.

Les créances et dettes libellées en monnaies étrangères sont converties et comptabilisées sur la base des couvertures réalisées ou à défaut des taux de change à la clôture de l'exercice. Les différences liées à la réévaluation sont comptabilisées en écart de conversion.

⇒ Les disponibilités correspondent aux soldes bancaires à la clôture. Les disponibilités en devises étrangères sont converties et comptabilisées sur la base des taux de change à la clôture de l'exercice. Les différences liées à la réévaluation sont comptabilisées dans le compte de résultat.

⇒ Le chiffre d'affaires généré par la vente de produits est constaté lors du transfert des risques et avantages attachés, dans la mesure où toutes les obligations contractuelles significatives ont été exécutées et l'encaissement des créances correspondantes paraît raisonnablement certain. Les ventes qui ne répondent pas aux conditions décrites ci-dessus sont différées au bilan en « produits constatés d'avance ».

- ⇒ Résultat exceptionnel : Les produits et charges exceptionnels incluent les éléments qualifiés d'exceptionnels dans leur nature par le droit comptable (notamment les résultats sur cession d'immobilisations, rappels ou dégrèvements d'impôt autres qu'impôts sur les bénéfices), sauf si cette nature de charge ou de produit existe également dans la liste des éléments d'exploitation du PCG. Dans ce cas, ils ne sont classés en résultat exceptionnel que si leur montant et/ou leur fréquence n'est pas courante (notamment, les créances irrécouvrables ou rentrées sur créances amorties et les dons versés et subventions d'équilibre reçues).
- ⇒ Prise en compte des risques relatifs au climat, à l'eau et la biodiversité : La société essaie de prendre en compte au mieux les risques climatiques dans l'hypothèse de clôture et d'intégrer le cas échéant leur impact potentiel dans les comptes sociaux. Cependant, du fait de la nature de son activité, l'exposition actuelle de la société aux conséquences du changement climatique s'avère limitée.
Son activité ne génère pas de façon significative et directe de pollution de l'eau ou de l'air et n'a pas d'impact sur la biodiversité de la planète.
Les impacts environnementaux liés à son activité résultent principalement de la consommation d'électricité, des achats et des déplacements de ses employés. Par conséquent, les impacts du changement climatique à court terme sur les états financiers ne sont pas significatifs.

FAITS MARQUANTS

Impact de la pandémie due au Coronavirus

L'émergence et l'expansion du coronavirus début 2020 ont affecté les activités économiques et commerciales au plan mondial. Cependant, cette situation n'a pas eu d'impacts majeurs sur notre activité en 2021.

Autres éléments significatifs

⇒ Immobilisations incorporelles:

Les frais de recherche et développements sont essentiellement composés des développements réalisés au titre de :

- BIOSEA I, II et améliorations lowflow et BIOSEA M pour environ 4 318 K€ et,
- 6 740 K€ relatifs aux frais liés à l'obtention de la certification USCG et IMO G8

⇒ La société est attaquée aux Etats Unis sur des points de fonctionnement des systèmes DELTA UV équipant des spas vendus avant la cession de DELTA UV à Neptune Benson. Ces produits n'étaient plus garantis et le groupe conteste en tous points les demandes des parties. Un jugement a été rendu en faveur des parties adverses en 8 mai 2020 faisant droit aux demandes de NEPTUNE BENSON sans toutefois préciser les demandes chiffrées. BIO-UV Group a fait appel de ce dernier le 8 septembre 2020, et a été débouté de son appel en 2021. La direction a estimé sur la base de ses conseils qu'aucune provision pour risque n'était nécessaire compte tenu du caractère contestable du litige et de l'absence de demandes chiffrées.

⇒ Prise de Participation dans CORELEC:

BIO-UV Group a acquis début novembre 2021, 100% de la société CORELEC, spécialisée dans les technologies d'électrolyse de sel pour le traitement des eaux de piscines privées. Cette acquisition a été financée à hauteur de 18 M€ par emprunt bancaire.

Valeur des titres de participation : 24.3 M€

Frais d'acquisitions : 0.6 M€

Rappel éléments significatifs de 2020

Une augmentation de capital en numéraire a été réalisée sur le second semestre 2020 pour un montant de 2 193 milliers d'euros. Celle-ci a donné lieu à l'émission d'une prime de 10 528 milliers d'euros. La société a placé 2 193 234 actions nouvelles d'une valeur nominale unitaire de 1,00€, au prix unitaire de 5,80€, prime d'émission incluse, pour un montant total de 12,7 M€, représentant 21,20% du capital social post-opération de la société.

Les fonds levés à travers cette augmentation de capital vont principalement permettre de saisir les opportunités de croissances externes visant à acquérir notamment de nouvelles technologies propres dans l'univers de la désinfection sans chimie, et d'accompagner l'amplification des actions commerciales et marketing. L'opération a été mise en oeuvre par décision du Conseil d'administration du 21 septembre 2020 et du Directeur général agissant sur subdélégation du Conseil d'administration en date du 1er octobre 2020, conformément à la délégation octroyée par la quatorzième (14ème) résolution approuvée par l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 29 mai 2020 et au prix de 5,80€ par action.

A l'issue de cette opération, le capital social de BIO-UV Group est désormais composé de 10 346 993 actions et 12 072 784 droits de vote

Les options de conversions des emprunts obligataires convertibles en actions « FCPI DIVIDENDES PLUS 3, 4 et 5 » ont été exercées en date du 22 avril 2020, 28 avril 2020 et 5 mai 2020 et ont données lieu à une augmentation de capital par émission de 315 790 nouvelles actions.

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Frais de recherche & développement = 14 263 914€

Frais recherche & développement	Valeur brute	Amortissement	Valeur nette
Frais recherche & développement	14 263 914	8 464 999	5 798 915
Dont Biosea	12 349 940	7 421 079	4 928 861
Dont Terrestre	958 029	891 350	66 679
Dont surface	424 674	120 467	304 207
Dont Autres	531 271	32 103	499 168

Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes = 59 951 018€

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	16 723 630	1 847 401		18 571 031
Immobilisations corporelles	1 096 758	209 815		1 306 573
Immobilisations financières	9 553 727	30 519 687		40 073 414
TOTAL	27 374 115	32 576 939		59 951 018

La variation des immobilisations financières fait suite à l'acquisition de Corelec, elle est constituée principalement de :

- ⇒ 24.3 M€ de titres Corelec
- ⇒ 0.60 M€ de frais d'acquisition
- ⇒ 5 M€ de garantie

Amortissements et provisions d'actif = 9 624 121€

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	6 750 715	1 954 663		8 705 378
Immobilisations corporelles	745 639	131 379		877 018
Titres mis en équivalence		41 725		41 725
Autres Immobilisations financières				
TOTAL	7 496 354	2 086 042		9 624 121

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période :

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Frais de r&d protos	17 815	17 815	0	de 2 à 3 ans
Protos 2011	365 800	365 800	0	5 ans
Projet enorm	86 940	86 940	0	2 ans
Projet bwm - bio sea	3 065 402	3 065 402	0	5 ans
Developpement site intranet	47 676	25 574	22 102	de 3 à 5 ans
Biosea + ameliorations	396 076	352 600	43 476	de 3 à 5 ans
Onorm dw	99 761	84 150	15 612	de 3 à 5 ans
Biosea 30-60	77 202	73 714	3 487	5 ans
Biosea b b0500 smvalves ep	120 220	108 198	12 022	5 ans
2014-8 rw 10/20/40	9 874	3 955	5 919	5 ans
2015-3- dvlp biosea	494 176	0	494 176	Non amortiss.
2016-07 e-pdm	7 821	2 871	4 950	5 ans
Dev biosea lf	52 319	10 464	41 855	5 ans
Dev plc biosea b	23 404	2 353	21 051	5 ans
Dev plc biosea lf	8 301	835	7 466	5 ans
2016-20 delta manager	15 510	6 213	9 298	5 ans
Coffrets bio-uv	54 412	21 795	32 617	5 ans
Gammes bio dev	148 710	44 507	104 203	5 ans
Biosea b ta uscg	6 739 820	3 580 433	3 159 386	de 5 à 6 ans
O clear	183 928	36 786	147 142	5 ans
Optimisation gamme	61 405	12 281	49 124	5 ans
2018-05 logiciel interne	13 040	3 260	9 780	4 ans
Biosea lf	176 690	35 338	141 352	5 ans
Nouvelle armoire biosea	25 106	2 525	22 581	5 ans
Biosea b filtre uscg	99 941	50 026	49 915	5 ans
Biosea imo nouveau g8	939 773	94 499	845 274	5 ans
Bmp 1500	139 093	42 999	96 094	5 ans
Coffret uv home	17 425	8 724	8 700	4 ans
Nouvel automate biosea	149 231	12 724	136 506	5 ans
Malette verif capteur uv	3 230	646	2 584	5 ans
Nowmma	43 191	43 191	0	5 ans
Banc test biosea2	7 404	1 855	5 549	5 ans
Biosea classe statutaire	73 535	14 707	58 828	5 ans
Skid biosea b	21 563	5 206	16 356	4 ans
Bioscan light activ	283 922	54 451	229 471	5 ans
Bioscan box	99 649	24 912	74 736	4 ans
Uv neo remplacement gamme delt	32 320	4 040	28 280	4 ans
Bioscan mobile	41 103	41 103	0	1 ans
Rw 48	21 129	440	20 689	4 ans
Concessions et droits similaires	211 879	164 978	46 901	de 1 à 5 ans

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Taxe pc - bat 850 av l medard	150 387	75 401	74 986	15 ans
Uvps	226 247	0	226 247	Non amortiss.
Uvi	43 520	0	43 520	Non amortiss.
Tup bio-uv	836 175	0	836 175	Non amortiss.
Tup biosea	103 480	0	103 480	Non amortiss.
Terrains	26 006	0	26 006	Non amortiss.
Agencements terrain	62 253	9 715	52 538	8 ans
Amenagement ag installation construction	128 838	53 262	75 576	de 3 à 15 ans
Installations techniques	428 595	309 074	119 521	de 2 à 7 ans
Materiel industriel uvi pas de mouvement	112 001	112 001	0	de 2 à 5 ans
Installations gen -agencement-...	50 482	29 258	21 224	de 2 à 10 ans
Materiel de transport	13 999	2 917	11 083	4 ans
Materiel de bureau et informatique	265 375	250 061	15 314	de 2 à 5 ans
Materiel bureau france	134 385	53 589	80 795	de 3 à 4 ans
Mobilier de bureau	67 629	57 141	10 488	de 1 à 5 ans
Immobilisations corporelles en cours	17 010	0	17 010	Non amortiss.
2018-04 - smart ferti reuse	1 246	0	1 246	Non amortiss.
2019-01 - mesure uvt en ligne	9 485	0	9 485	Non amortiss.
2019-07 - lbbm	25 834	0	25 834	Non amortiss.
2019-11 - coffret uv home ce	14 547	0	14 547	Non amortiss.
2019-14 - canal ouvert aquaculture	60 921	0	60 921	Non amortiss.
2019-19 nouveaux coffrets gammes ho	50 114	0	50 114	Non amortiss.
2021-001 douchettes production	69 792	0	69 792	Non amortiss.
2021-002 skid capote	3 953	0	3 953	Non amortiss.
2020-650731 biosea classes statutaires	106 746	0	106 746	Non amortiss.
2020-650857 2nd filtre biosea - hydac	1 364 707	0	1 364 707	Non amortiss.
651207 - certifications produits	5 511	0	5 511	Non amortiss.
651789 - integra	191 901	0	191 901	Non amortiss.
2020-652370 bio scan parasol	381 876	0	381 876	Non amortiss.
2020-658338 biosea m (biosea c)	399 051	0	399 051	Non amortiss.
2020-658720 cf nsf crypto	13 280	0	13 280	Non amortiss.
2021-660792 skid biosea m	15 405	0	15 405	Non amortiss.
2021-663526 gamme pe am optimisation	2 528	0	2 528	Non amortiss.
2021-665376 aop gen ii	8 126	0	8 126	Non amortiss.
2021-665402 rw 48	10 409	0	10 409	Non amortiss.
TOTAL	19 877 604	9 460 729	10 416 875	

Etat des stocks = 8 175 993€

Etat des stocks	A l'ouverture	A la clôture
Matières premières et autres appro	6 197 579	5 891 923
En cours de production		215 391
Produits intermédiaires et finis	1 420 271	1 942 858
Marchandises	132 952	125 821
TOTAL	7 750 802	8 175 993

Les stocks de matières premières sont constitués de produits liés aux filtres en cuproaluminium, aux éléments électriques, acier 316 L, tubes quartz, lampes UV, emballages, appareils et pièces détachées DELTA-UV, à toutes pièces détachées nécessaires tant à la production qu'au négoce après-vente.

Les stocks de produits finis comprennent les appareils de traitement de l'eau et de surface par ultraviolets pour tout type d'application, les plateformes de montage BIOSEA.

Les produits en-cours sont constitués des éléments en cours d'assemblages.

Etat des créances = 9 986 484€

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	5 567 171		5 567 171
Actif circulant & charges d'avance	4 419 313	4 419 313	
TOTAL	9 986 484	4 419 313	5 567 171

Provisions pour dépréciation = 455 278€

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	utilisées	non utilisées	A la clôture
Stocks et en-cours	48 147	218 475			266 622
Comptes de tiers	4 587	184 069			188 656
Comptes financiers					
TOTAL	52 734	402 544			455 278

La provision pour dépréciation de stock porte sur :

- ⇒ 2 produits finis Biosea. Elle s'élève à 100% de leur valeur (98 k€)
- ⇒ 20% de la valeur des pièces pour la fabrication du Bioscan Light et 32% des pièces pour le Bioscan Mobile (120 k€)

La provision pour dépréciation des compte tiers est constituée :

- ⇒ Client : 47 k€
- ⇒ Escrow Delta UV : 141 k€

Créances représentées par des effets de commerce = 155 669€

Origine des effets de commerce	Montant
Clients et assimilés	155 669
Autres créances	
TOTAL	155 669

Produits à recevoir par postes du bilan = 19 740€

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	14 560
Autres créances	5 180
Disponibilités	
TOTAL	19 740

Charges constatées d'avance = 162 980€

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

Disponibilités = 7 850 958€

Comptes à terme : 5 400 000 €

Les comptes de dépôts à terme ont été considérés comme liquides dans la mesure où la société peut en disposer rapidement sans pénalité matérielle.

Disponibilités : 2 450 958 €

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Capital social = 10 346 993€

Mouvements des titres	Nombre	Val. nominale	Capital social
Titres en début d'exercice	10 346 993	1,00	10 346 993
Titres émis			
Titres remboursés ou annulés			
Titres en fin d'exercice	10 346 993	1,00	10 346 993

Variations des capitaux propres

	Capital	Prime d'émission	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Subv. d'investis.	Provisions Règlem.	Total
Situation au 01/01/2021	10 346 993	18 484 040	0	-1 424 398	-375 984	246 374	211 360	27 488 385
Résultat de l'exercice 2021					291 954			291 954
Options de souscri. d'actions								0
Dividendes								0
Affectation du Résultat 2020				-375 984	375 984			0
Autres variations (1)						-72 000	187 858	115 858
Augmentation de capital (2)								0
Obligations converties								0
Diminution de capital								0
Situation au 31/12/2021	10 346 993	18 484 040	0	-1 800 382	291 954	174 374	399 218	27 896 197

Provisions = 582 600€

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Utilisées	Non utilisées	A la clôture
Provisions réglementées	211 360	187 858			399 218
Provisions pour risques & charges	27 543	183 381	27 543		183 381
TOTAL	238 903	371 239	27 543		582 600

Etat des dettes = 41 275 856€

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires (1)	6 577 504		6 577 504	
Etablissements de crédit	20 759 164	3 431 538	10 130 601	7 197 025
Dettes financières diverses	18 864	18 864		
Fournisseurs	2 930 712	2 930 712		
Dettes fiscales & sociales	1 420 931	1 420 931		
Dettes sur immobilisations	1 116	1 116		
Autres dettes	9 360 882	9 360 882		
Produits constatés d'avance	206 683	206 683		
TOTAL	41 275 856	17 370 726	16 708 105	7 197 025

(1) Dont 6 500 003 de nominal et 77 501€ d'intérêts courus

Charges à payer par postes du bilan = 1 553 479€

Charges à payer	Montant
Emp. & dettes établ. de crédit	96 366
Emp.& dettes financières div.	
Fournisseurs	206 580
Dettes fiscales & sociales	1 198 135
Autres dettes	52 399
TOTAL	1 553 479

Produits constatés d'avance = 206 683€

Les produits constatés d'avance ne sont composés que de produits ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Ventilation du chiffre d'affaires = 24 775 428€

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

Nature du chiffre d'affaires	Montant HT	Taux
Ventes de marchandises	3 913 786	15,80 %
Ventes de produits finis	18 976 838	76,60 %
Prestations de services	1 666 537	6,73 %
Produits des activités annexes	274 967	1,11 %
Rabais, remises & ristournes accord	-56 701	-0,23 %
TOTAL	24 775 428	100.00 %

Zones géographiques	En k€	Taux
France	8 690	35%
Europe Hors France	10 637	43%
Asie	1 865	8%
Amérique	1 719	7%
Moyen Orient	818	3%
Autre	1 046	4%
TOTAL	24 775	100%

Nature des activités	en k€	Taux
Activité terrestre	10 899	44%
Activité maritime	13 830	56%
Activité surface	46	0%
TOTAL	24 775	100%

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices = -168 431€

Niveau de résultat	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Résultat d'exploitation	333 125		333 125
Résultat financier	83 446		83 446
Résultat exceptionnel	-293 049		-293 049
Participation des salariés			
TOTAL	123 523	-168 431	291 954

Résultat exceptionnel = -293 049€

	31/12/2021	31/12/2020
Résultat exceptionnel	-293 049	-580 165
- Produits exceptionnels	84 179	91 550
QP de subvention d'investissement	72 000	81 938
Autres produits (1)	12 179	9 612
-Portefeuille Actions propres net (1)	142 821	
- Charges exceptionnelles	-520 049	-671 715
sur litige Neptune	-144 350	-359 416
sur KELTIC		-72 043
sur litige climatisation	-34 753	-23 990
VNCEA	-1 012	-29 727
Dotation amortissement dérogatoire	-187 858	-169 088
Autres	-152 076	-17 451

(1) Cession-VNC

AUTRES INFORMATIONS

Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Honoraires des Commissaires Aux Comptes

	Montant
- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes 2021 (1)	66 000
- Honoraires facturés au titre des conseils & prestations de service (2)	30 881
TOTAL	106 889

(1) Le montant des honoraires relatifs aux missions de contrôle légal du 1er janvier au 31 décembre 2021, des comptes sociaux, des sociétés intégrées dans les comptes consolidés, il s'élève à 49 milliers d'euros pour PwC Audit et 17 milliers d'euros pour Jean Paul LACOMBE.

(2) Les comptes clos au 30 juin 2021 ont fait l'objet d'un rapport d'examen limité de la part du collège des Commissaires aux comptes (21.5 milliers d'euros pour PwC et 9 milliers d'euros pour Jean Paul LACOMBE).

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	26	
Agents de maîtrise & techniciens	23	
Employés	20	
Ouvriers	18	
Apprentis sous contrat	2	
TOTAL	89	0

Dettes garanties par des sûretés réelles

- Hypothèque consentie par un tiers à hauteur de 892 742 € à la clôture pour le leasing immobilier sur le bâtiment à usage commercial

Autres informations complémentaires

Engagements donnés auprès de la Banque CIC :

Caution marché privé Gar. Exécution : 50 949 €

Goodwill pledge : 700 000 €

Engagements donnés auprès de la HSBC :

Nantissement du fonds de commerce Bio UV : 1 000 000 €

Engagements donnés auprès de la BNP :

Nantissement du fonds de commerce : 1 045 000 €

Les engagements donnés sont relatifs au nantissement du fonds de commerce / pari-passu et se décomposent comme suit :

Emprunt En KEUR	Date de départ du nantissement / pari passu	Montant de l'emprunt	Montant restant dû au poste de bilan au 31/12/2021	Montant restant dû au poste de bilan au 31/12/2020
Banque Populaire du Sud	octobre-15	300	-	21
CIC Lyonnaise de Banque	avril-17	500	215	286
BNP Paribas	mai-17	300	129	172
Banque Populaire du Sud	mai-17	500	226	297
BNP Paribas	juin-18	200	79	119
HSBC	juin-18	200	85	125
CIC	juin-18	200	81	122
CRCA	juin-18	200	82	122
Banque Populaire du Sud	juin-18	400	263	325
BPI France / HSBC	septembre-19	1 000	1 000	1 000
HSBC	septembre-19	1 000	658	854
CREDIT AGRICOLE	septembre-19	1 500	1 225	1 517
CREDIT AGRICOLE (*)	octobre-21	5 000	4 933	
LA BANQUE POSTALE (*)	octobre-21	5 000	4 933	
France Economie Réelle (*)	octobre-21	5 000	5 000	
Total		21 300	18 909	4 960

(*) Nantissement titres CORELEC, garantie formalisée par actes séparés dans le cadre d'une convention intercréanciers

Information relative au Crédit-Bail

La société dispose d'un contrat de crédit-bail immobilier, mis en place pour le financement des locaux de son activité industrielle, signé le 11 janvier 2013, pour 3 500 000 € (hors levée option 295 000 €) en 60 trimestres de 78 750 € dont le dernier sera le 04/04/2028. Les redevances restant à verser s'élèvent à : 2 056 223 €.

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Tableau

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A - Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
<i>- Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>										
BIO UV ASIA LIMITED	1 116		100	1 116	1 116					
TRIOGEN LIMITED	116		100	7 755 206	7 755 206					
CORELEC SAS	100 000		100	24 286 000	24 286 000					
<i>Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>										
B - Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										
<i>- Filiales non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										
<i>Participations non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

L'audience d'appel au titre du litige opposant la société BIO-UV Group à Neptune Benson s'est tenue le 26 janvier 2021, son jugement a été rendu le 13 mai 2021, confirmant le jugement en première instance, sans indiquer de montant. Depuis, les parties continuent d'échanger et aucun évènement significatif n'est intervenu.

Dans le cadre du rachat de CORELEC, il a été convenu qu'un complément de prix de 5 M€ soit versé au 31 mars 2022, en plus des 15 M€ versés au moment de l'acquisition. Dans l'hypothèse la plus probable, le coût total de l'acquisition serait d'environ 25 M€. Pour couvrir l'acquisition, BIO-UV Group a contracté des emprunts à hauteur de 18 M€ auprès de ses partenaires bancaires en novembre 2021.

BIO-UV Group a acheté en février 2022 une parcelle jouxtant le bâtiment existant, et déposé le 1er Avril 2022 un permis de construire pour agrandir son site de Lunel de 1200 m². La mise en service est prévue courant mars 2023, permettant ainsi à l'entreprise d'accueillir sur ce site jusqu'à 120 personnes.

Enfin, Bio UV group a réalisé environ 1 % de son activité en 2021 avec la Russie, la Biélorussie ou l'Ukraine. Par ailleurs, le groupe n'a pas de site de production, ni de salarié exposé sur cette zone, et ne réalise aucun achat direct avec des fournisseurs dans ces territoires. L'exposition directe au conflit en Ukraine est très faible pour le groupe, ce qui est confirmé par la bonne activité commerciale du mois de mars 2022 et le fort carnet de commandes pour le second semestre 2022. En revanche, les difficultés d'approvisionnement notamment sur les cartes électroniques Siemens, les augmentations des prix de nombreux articles et les retards logistiques sont plus nombreux qu'en 2021, et nous incitent à la plus grande prudence pour l'exercice en cours. Le groupe pour faire face à ces nouvelles contraintes a :

- Renforcé son service achat et diversifié ses approvisionnements ;
- Augmenté son niveau de stock, et raccourci ses délais de paiement.

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées

BIO-UV GROUP

Société Anonyme
au capital de 10 346 993 €
850, avenue Louis Médard
34400 Lunel

Exercice clos le 31 décembre 2021

Jean-Paul Lacombe
Commissaire aux Comptes

67, route de Béziers
34430 Saint Jean de Védas

PricewaterhouseCoopers Audit
Commissaire aux Comptes

Les Docks- Atrium 10.1,
10, place de la Joliette
13567 Marseille Cedex 2

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Société BIO-UV GROUP

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1 Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

1.1 Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce.

2 Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

2.1 Contrat de travail

Personne visée : Monsieur Laurent-Emmanuel Migeon, Directeur Général Délégué et Administrateur.

Votre société a conclu depuis le 2 janvier 2018 un contrat de travail à durée indéterminée qui définit les conditions d'emploi en qualité de Directeur des Opérations avec un statut de cadre supérieur dirigeant.

Le montant total des rémunérations versées par la société BIO-UV GROUP s'élève à 157 568 € au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2021.

En application de la loi, nous vous signalons que l'autorisation préalable donnée par le conseil d'administration ne comporte pas les motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société prévus par l'article L. 225-38 du code de commerce.

2.2 Contrat de prestation de services

Personne visée : Monsieur Thierry Carles, Administrateur.

Votre société a conclu depuis début janvier 2021 un contrat de prestations d'assistance à la gestion sociale, notamment l'établissement de la paie et les déclarations liées.

Le montant total des prestations reçues par la société BIO-UV GROUP s'élève à 45 492 € au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2021.

Marseille et Saint Jean de Védas, le 29 avril 2022

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Frank Vanhal

Frank Vanhal

 *Jean Paul Lacombe*

Jean-Paul Lacombe